

AFFAIRES

La Presse



Auto : Saab 9-5 > La subtilité a ses charmes Page 21

TSE 300	CDNX	S&P/TSE 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	1605,95 0,65 0,0%	9067,94 -51,83 -0,6%	1062,44 -8,94 -0,8%	292,40 \$US 1,00 0,3%	20,80 \$US 0,34 1,7%	FERMÉ FERMÉ

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MARDI 9 OCTOBRE 2001

BOURSES > PETITES ANNONCES

| ARMEMENT |

Pas d'impact immédiat au Québec

HÉLÈNE BARIL

L'industrie canadienne et québécoise de la Défense ne profitera pas immédiatement de la contre-attaque lancée par les Américains, à part peut-être pour des activités très éloignées de la fabrication de missiles, comme la confection de vêtements et de bottes résistantes au froid. À moyen terme toutefois, les perspectives sont bonnes pour le secteur, qui aura un gâteau plus gros à se partager.

« Dans l'immédiat, ça ne signifie pas grand-chose pour les entreprises canadiennes et québécoises », a souligné hier Yves Bélanger, professeur à l'Université du Québec à Montréal et directeur du Groupe de recherche sur l'industrie militaire au Québec.

Selon lui, les retombées de l'opération militaire américaine en Afghanistan seront « très indirectes » pour les entreprises canadiennes et québécoises. Les Bombardier, Héroux-Devtek, CAE et Spar



Photothèque Reuters ©

Si les Américains et leurs alliés débarquent en Afghanistan, les entreprises qui pourraient en profiter le plus ne sont pas les fabricants d'avions et de composants électroniques, mais ceux qui font des munitions et des vêtements résistants au grand froid, note le professeur Yves Bélanger, de l'UQAM.

Voir ARMEMENT en D2

Le G7 et l'économie de guerre

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE
ANALYSE

LA RÉUNION à Washington des ministres des Finances du groupe des sept plus importants pays industrialisés (le G7) avait deux buts précis : comment éviter une grave récession simultanée dans le monde et comment interdire les mouvements de fonds internationaux qui financent le terrorisme. Mais les participants avaient sans doute aussi à l'esprit les conséquences qu'une guerre prolongée contre le terrorisme pourrait avoir sur l'économie mondiale.

En plus des énormes dégâts matériels et la baisse de la confiance du public, une des conséquences du terrorisme sur l'échelle sans précédent du 11 septembre est la création d'une taxe sur toutes les activités économiques. Tout devient plus compliqué et plus coûteux à cause des craintes légitimes et des mesures de sécurité pour les combattre. C'est comme une rente sur les activités économiques, qui ne profite toutefois à personne et qui s'évanouit en fumée.

Un des moyens d'éliminer les effets de cette taxe est d'abaisser d'autres taxes pour que la production en souffre le moins possible. C'est la voie choisie par le président George Bush et qu'il invite ses alliés à adopter. Ceux-ci sont plutôt réticents, estimant que le remède qui convient aux États-Unis n'est peut-être pas le bon pour l'Europe et le Japon.

Il est intéressant de constater qu'officiellement, on ne parle pas de l'effet positif qu'une guerre prolongée pourrait avoir sur la production industrielle et sur l'emploi. On a souvent dit que la guerre a un impact positif sur l'économie et l'on donne l'exemple du *bull market* et de l'essor économique qui a suivi Pearl Harbor. C'était peut-être un exemple très particulier, car la guerre suivait une décennie où la demande globale avait été défallante et l'épargne trop élevée. La production de guerre a pu remettre l'économie sur les rails tout en étant financée de façon saine.

L'exemple contraire est la guerre du Vietnam, dont le président Lyndon Johnson a sous-estimé l'impact économique et qui a été financée de façon inflationniste, entraînant la plupart des problèmes économiques et financiers des années soixante-dix. Quant à la guerre contre le terrorisme, il est difficile de prévoir l'impact qu'elle peut avoir sur la production. Une chose est cependant certaine, son financement pourrait poser des problèmes ; pas dans l'immédiat, étant donné l'excellente santé financière du gouvernement fédéral américain, mais dans 10 ou 20 ans, si les excédents budgétaires ont été engloutis au fur et à mesure au lieu d'avoir graduellement réduit l'ensemble des engagements financiers des pouvoirs publics.

Avant la réunion du G7, le directeur général du Fonds monétaire international, Horst Kohler a lancé un appel en faveur d'une action concertée contre le ralentissement économique mondial. Les Sept ne l'ont pas suivi, tout en se disant d'accord avec lui en principe.

Voir G7 en D2

La Caisse de dépôt sur la sellette

Des voix s'élèvent pour remettre en cause l'omniprésence de l'institution au Québec



HÉLÈNE BARIL
L'ÉTAT INVESTISSEUR
MAR | 3 > Une Caisse dérangeante

Le rôle de la Caisse de dépôt et placement du Québec est de faire le plus d'argent possible avec l'épargne qui lui est confiée. À partir de cette mission originale, ses dirigeants en ont fait un super outil d'intervention qui, dans une économie de la taille de

celle du Québec, en mène large. Trop large, estiment plusieurs, alors que les investissements de la Caisse suscitent de plus en plus de critiques.

La Caisse n'a pas d'affaire dans le développement économique, croit Gabriel Savard, ancien président-directeur général de la Société de développement industriel (l'ancêtre d'Investissement Québec) et ex-vice-président du Fonds de solidarité de la FTQ. « Le développement économique, c'est l'affaire du Fonds de solidarité, des firmes de capital de risque, des sociétés Innovatech, mais pas de la Caisse », soutient celui qui est maintenant président et directeur général de la Maison des futailles, une coentre-

prise de la Société des alcools et du Fonds de solidarité.

Le nom de Gabriel Savard circule aujourd'hui pour remplacer Raymond Bachand à la présidence du Fonds de solidarité. « Je suis très bien où je suis », répond-il à ces rumeurs.

Le développement économique n'est pas la mission première de la Caisse, explique-t-il en entrevue, en rappelant que sa loi constitutive lui demande de donner le meilleur rendement possible à ses déposants, ce qui est déjà tout un mandat.

« La Caisse est là pour faire de l'argent, dit-il. Le développement économique, c'est l'affaire d'acteurs qui peuvent sacrifier un peu de rendement pour d'autres considérations, comme l'emploi. »

S'il y a quelqu'un qui peut approuver les propos de Gabriel Savard, c'est bien Robert Demers, courtier montréalais et vieil ami de l'ex-premier ministre libéral Robert Bourassa. Ça fait des années que Robert Demers répète la même chose à qui veut l'entendre : « La Caisse de dépôt est une énorme concentration de pouvoir et d'argent qu'il est grandement temps de remettre en question. »

La Caisse prend des tangentes dangereuses, s'inquiète pour sa part un spécialiste des montages financiers, qui a accepté de parler à condition de ne pas être identifié.

Ainsi, la Caisse prend beaucoup plus de risques qu'avant. Elle a fait sauter la barrière de 30 % qui limitait ses investissements dans les capital-actions d'une entreprise. Elle fait aussi des prêts aux entreprises dans lesquelles elle détient déjà des actions, ce qui est dangereux, estime-t-il.

« La Caisse est là pour faire de l'argent. Le développement économique, c'est l'affaire d'acteurs qui peuvent sacrifier un peu de rendement pour d'autres considérations », lance l'ancien PDG de la SDI.

L'exemple le plus frappant de ces changements est Quebecor Media, dans laquelle la Caisse est à la fois un actionnaire important, avec 49 % des actions, et un créancier majeur. « Ce n'est pas bon de mélanger les genres », note

ce financier d'expérience.

Un cercle vicieux

Selon le courtier Robert Demers, le Québec est dans un cercle vicieux qu'il est urgent de briser :

Voir CAISSE en D11

LE RENDEMENT

Taux annuel	2000	1999	1998	1997	1996
Caisse de dépôt	6,2%	16,5%	10,2%	13,0%	15,6%
SGF	3,0%	8,0%	7,0%	14,0%	4,0%
Investissement-Québec	non applicable				
Moyenne des cinq années précédentes	2000	1999	1998	1997	1996
Caisse de dépôt	13,2%	14,7%	10,7%	12,5%	10,8%
SGF	7,0%	15,0%	16,0%	13,0%	8,0%
Investissement-Québec	non applicable				

La nouvelle JaG X-Type 2.5 L



2909515

Transmission intégrale pour une traction optimale sous la pluie et la neige
Transmission manuelle standard, bois et intérieur en cuir

Disponible maintenant

Cédez à la tentation !

John
SCOTTI
JAGUAR

JAGUAR
Une performance de toute beauté

Cédez à la tentation chez
JOHN SCOTTI JAGUAR
4305, boul. Métropolitain est, St Léonard
(514) 725-2221

ARMEMENT

Suite de la page D1

Aerospace, qui sont les plus importantes des entreprises liées à l'industrie militaire, fonctionnent avec des contrats à long terme qui ne sont pas affectés par la situation actuelle.

À moyen terme, par contre, les perspectives sont bonnes pour le secteur : « Il est assez certain que le gouvernement canadien va augmenter ses dépenses militaires », estime Yves Bélanger. Toutes les entreprises qui ont des activités liées au secteur de l'armement devraient profiter du boom qui s'annonce, selon lui.

À court terme, les retombées pour nos entreprises dépendent du degré de participation du Canada aux hostilités. Elles seront plus importantes si les Américains lancent des opérations terrestres en territoire afghan.

Chaussettes et bobettes

Si les Américains et leurs alliés débarquent en Afghanistan, les entreprises qui pourraient en profiter le plus ne sont pas les fabricants d'avions et de composants électroniques, mais ceux qui font des munitions et des vêtements résistants au grand froid, note le professeur.

Expro, à Valleyfield et SNC-TEC, à Le Gardeur, pourraient ainsi être parmi les premières à bénéficier des événements. Les stocks de munitions sont au plus bas dans les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). « Pendant la guerre froide, les pays gardaient un stock de trois mois, qui a été réduit à 27 ou 28 jours actuellement », dit Yves Bélanger.

Le téléphone pourrait se mettre à sonner chez les fabricants de munitions, comme c'est le cas depuis le 11 septembre chez Acton International, une entreprise d'Acton Vale qui fabrique des vêtements protecteurs contre le froid, des

chaussures de protection contre les matières chimiques et nucléaires, de même que des pièces de masques à gaz. Même si son niveau d'activité n'a pas encore augmenté, la compagnie, une filiale de l'entreprise ontarienne Airboss of America, s'attend à recevoir plus de commandes de l'industrie militaire.

Toutes les activités reliées à la sécurité sont un autre secteur qui peut bénéficier très rapidement de l'instabilité généralisée. C'est ce que constate déjà la Corporation de sécurité Garda, une petite entreprise québécoise que les analystes de Valeurs mobilières Desjardins trouvent prometteuse. « Les événements survenus à New York pourraient éventuellement se traduire par une hausse de la demande en produits et services de sécurité (caméras de surveillance, cartes d'accès, logiciel *Tower Manager*) au Canada », estime la firme dans un rapport récent.

Retombées à venir

À plus long terme, c'est toute l'industrie de l'armement qui bénéficiera des suites de l'attentat du 11 septembre à New York. Le gouvernement canadien pourrait par exemple décider de moderniser et d'augmenter la flotte de F-18, ce qui ferait grandement l'affaire de Bombardier, qui fournit déjà des services d'entretien et de formation des pilotes à l'armée canadienne. Actuellement, les activités militaires ne représentent que 1 % du chiffre d'affaires de 16,2 milliards de Bombardier.

Ottawa devra aussi tôt ou tard renouveler sa flotte de chars d'assaut, augmenter le nombre d'hélicoptères et équiper ses frégates d'équipements supplémentaires. Bombardier, Oerlikon, Bell Heli-

copter et Héroux-Devtek et SNC profiteront de la hausse des dépenses militaires, estime le professeur Bélanger.

S'il n'existe pas de fournisseurs locaux, le gouvernement canadien s'assurera que le lauréat du contrat assure un certain niveau de contenu canadien, ce qui aiderait les entreprises d'ici à se diversifier. « Tout le monde fait ça, c'est une règle non écrite de l'OTAN », note M. Bélanger.

Dans le secteur de l'aéronautique et de l'aérospatiale, la hausse des dépenses militaires pourrait compenser le ralentissement actuel de l'aviation civile. Trente-trois pour cent des revenus de Héroux-Devtek, de Longueuil, proviennent des activités militaires. L'entreprise fabrique des composants de trains d'atterrissage pour les avions militaires et sa division Diemaco, en Ontario, fabrique des armes légères. « Les activités militaires aideront, estime l'analyste Mike Amar, de Valeurs mobilières Desjardins,

Dans le secteur de l'aéronautique et de l'aérospatiale, la hausse des dépenses militaires pourrait compenser le ralentissement actuel de l'aviation civile.

tout dépend à quel point l'aviation civile va baisser. »

Le fabricant de simulateurs de vol CAE, qui a des installations à Montréal et Toronto, pourrait aussi compenser une partie du ralentissement de ses activités reliées à l'aviation civile. La rumeur veut que CAE soit sur le point d'annoncer 400 mises à pied à son usine de Montréal, ce qu'il n'a pas été possible de confirmer hier.

CAE tire 34 % de ses revenus de 1,2 milliard de l'industrie militaire.

L'offensive rend plus probable une baisse des taux américains

Reuters

SINGAPOUR — Les investisseurs sont pour la plupart convaincus que la Réserve fédérale américaine réduira de nouveau ses taux d'intérêt, maintenant que l'offensive militaire a commencé contre le régime des talibans en Afghanistan.

Le marché, convaincu que les hostilités risquent de durer, estime que la Fed va continuer à faire tout ce qui est en son pouvoir pour stimuler une économie en proie à des vives incertitudes tant que l'issue du conflit n'est pas connue.

Parmi les outils dont dispose la banque centrale américaine, la Fed peut notamment procéder à une nouvelle baisse de ses taux même si elle les a déjà réduits à neuf reprises depuis le début de l'année.

Le marché table sur une nouvelle baisse de 25 points de base cette fois, ce qui amènerait le taux des Fed funds de 2,50 %, son niveau actuel, à 2,25 %.

La Fed a baissé le loyer de l'argent pas plus tard que la semaine dernière, de 50 points de base. Depuis le début de l'année, le taux directeur de la Réserve fédérale est ainsi passé de 6,5 % à 2,5 %, la première baisse remontant au 2 janvier.

Deux autres réunions du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) sont encore à l'horaire cette année, une en novembre et l'autre en décembre. Certains analystes prévoient que la Fed annoncera une baisse de 25 points de base à l'issue de chacune de ces deux réunions.

Le taux des *Fed Funds* pourrait alors tomber à 2 % à la fin de l'année.

À plus long terme, certains analystes tablent pourtant sur une remontée de ces taux, en partant du principe que cet assouplissement monétaire très franc, accompagné d'une augmentation des dépenses publiques, parviendra à relancer l'économie mais tout en créant de l'inflation.

Selon ce scénario, certains estiment donc que les taux d'intérêt pourraient avoir remonté au-dessus de 3 % d'ici la fin de l'année prochaine.

G7

Suite de la page D1

Les États-Unis ont adopté une politique keynésienne en ajoutant des avantages fiscaux aux crédits déjà votés pour parer au plus urgent. Le total pourrait atteindre 130 milliards de dollars américains, soit plus de 1 % du produit intérieur brut. La Grande-Bretagne avait voté des avantages fiscaux du même ordre de grandeur au printemps, ce qui la met dans le camp américain. Le Canada a refusé d'adopter une politique semblable, car le ministre des Finances, Paul Martin, estime que les finances fédérales ne sont

pas en mesure de subir de nouveaux défits.

L'Europe continentale refuse aussi de suivre, craignant pour sa stabilité financière et, dans l'état actuel des institutions communautaires, elle n'est même pas capable d'adopter une politique européenne concertée. Le cas de l'Allemagne explique les difficultés qu'éprouvent la plupart des pays européens. Selon des économistes allemands, les rigidités du marché du travail — les difficultés qu'on fait au licenciement d'employés superflus — font qu'une augmentation subite

de la demande déclencherait un feu de paille inflationniste. Ils estiment qu'une croissance de 0,5 % aux États-Unis a déjà un effet sur l'emploi, alors qu'il faut une croissance de 2 % en Allemagne pour un effet semblable.

Il ne faudrait toutefois pas croire que l'absence de politique concertée au sein du G7 est un échec. Un consensus s'est établi selon lequel, à défaut d'une politique commune, la meilleure voie est de veiller à ce que chaque pays adopte la politique qui convient le mieux à ses problèmes.

DU CARACTÈRE!
Tous les dimanches dans La Presse

LECTURES

2995194A

En prime : l'admiration et l'envie de tous.

Vous savez déjà que le RX 300 est doté de caractéristiques qui le distinguent, comme un dispositif de contrôle du dérapage du véhicule, quatre roues motrices, un régulateur de traction et des freins ABS. Mais sachez qu'en optant pour l'achat ou la location-bail d'un RX 300 Édition limitée, vous en aurez encore plus pour votre argent. 2 250 \$ de plus, en fait ! La myriade de caractéristiques de luxe comprend :

intérieur cuir, sièges avant chauffants, panneau de toit transparent, rétroviseurs à atténuation électrochromique et garnitures en ronce de noyer. Inutile de dire qu'au volant, vous ferez l'objet de l'admiration et de l'envie de tous.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LE RX 300 ÉDITION LUXE		
5,9%	575\$*	au prix de
TAUX DE LOCATION	PAR MOIS	51 250\$

À la conquête de la perfection. 

LE LEXUS RX300 2001

*Taux d'intérêt de 5,9 % s'appliquant à un bail de 36 mois de TCCL pour une Lexus RX300 2001 neuve. Approbation du crédit requise. Taux valable uniquement pour les modèles en stock chez le concessionnaire et ne pouvant être combiné à aucune autre offre. EXEMPLE DE FINANCEMENT : RX300 (Groupe B) - Taux d'intérêt : 5,9 % - Durée du bail : 36 mois - PDSF : 51 250 \$ - Acompte ou valeur d'échange : 9 900 \$ - Mensualité : 575 \$ - Dépôt de garantie : 500 \$ - Kilométrage limité à 24 000 km par an. Frais de 0,15 \$ par km supplémentaire (ou de 0,10 \$ par km si ainsi convenu à la signature du bail). Frais de transport, de préparation, d'immatriculation et taxes en vigueur en sus. Voyez le concessionnaire Lexus le plus proche pour plus de détails. Offre expirant le 31 octobre 2001. Le modèle montré peut être doté d'équipement en option.

MICHEL GIRARD > FINANCES PERSONNELLES

mgirard@lapresse.ca

Pour Wall Street, la guerre est finie...

Les frappes américaines contre les camps militaires de ben Laden et ses terroristes qui se terrent en Afghanistan n'ont pas terrorisé Wall Street. Malgré une séance sous haute tension, les marchés boursiers américains se sont bien défendus tout au long de la journée d'hier. Le Dow Jones et le S&P 500 terminaient la journée en léger recul et le NASDAQ en légère hausse. Les Bourses canadiennes, elles, étaient fermées.

Les gros investisseurs anticipent déjà la victoire de George W. Bush et de ses alliés contre les terroristes de ben Laden. C'est ce que le comportement de Wall Street laisse présager.

Maintenant, ont-ils raison ou pas de croire que la Bourse a connu ses pires moments il y a deux semaines à la réouverture de Wall Street ? Et que depuis cette catastrophique semaine boursière du 17 septembre dernier, un marché haussier a repris naissance, ce qui explique pourquoi les principaux indices ont tous récupéré une grande partie des pertes subies lors de la désastreuse semaine.

Devrions-nous les imiter et réinvestir massivement en Bourse ?

NON !

On a beau dire que la Bourse prévoit la santé de l'économie six mois d'avance, qu'est-ce qui prouve, actuellement, que l'économie américaine sera sortie de sa récession dans six mois ? Que les entreprises se seront remises à faire de l'argent comme

de l'eau ? Que les consommateurs américains auront retrouvé leur grande confiance et qu'ils se seront remis à dépenser comme des fous ?

Qu'est-ce qui laisse entendre que ben Laden et ses terroristes seront K.-O. dans six mois ? Que d'autres attentats terroristes n'auront pas accentué la peur de la population ?

À mon avis, on nage toujours en plein marché baissier. On assiste actuellement à une correction à la hausse dans un marché fondamentalement baissier. Tout comme on subissait des corrections à la baisse dans le précédent marché à la hausse.

La guerre que viennent de déclencher les États-Unis et leurs alliés devrait être longue et ardue. Pourquoi ? Parce que la cible, soit ben Laden et ses terroristes, s'annonce difficile à toucher... selon des experts.

Conséquemment, les Américains continueront de vivre dans l'insécurité et la grande peur tant que ben Laden et ses guerriers ne seront pas capturés ou anéantis.

Il serait surprenant que, dans un tel contexte de frayeur, l'économie américaine puisse repartir en forte croissance, et ce en dépit des énormes mesures économiques d'urgence mises en place par le président



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS

www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

George W. Bush et Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine.

Voici un rappel des diverses mesures économiques déjà annoncées pour stimuler au plus sacrant la machine économique américaine : aide gouvernementale de 75 milliards US, baisse des taux d'intérêt de 1 %, lancement d'un vaste programme de rachat d'actions de la part des multinationales américaines, appui massif des pays du G7 pour relancer l'économie mondiale et soutenir l'économie américaine, appel généralisé au patriotisme économique en incitant les consommateurs à dépenser comme avant et à s'endetter de plus belle, etc.

Question : il est prouvé que les entreprises qui réussissent à survivre durant les périodes de crise financière sont celles qui sont peu endettées.

Où est la logique de supplier les consommateurs de se lancer cul par dessus tête dans les grosses dépenses ?

Pour permettre aux entreprises de faire plus d'argent ? Pour permettre aux chefs d'entreprises d'encaisser leurs grosses

primes au rendement ? Pour permettre aux gouvernements d'encaisser plus de taxes de vente ? Pour permettre aux maisons de courtage de faire un coup d'argent ?

Un conseil : ce n'est vraiment pas le temps de faire des folies en gaspillant vos économies. Tenez-vous en à l'essentiel.

En ce qui concerne la Bourse, je trouve que l'on fait trop d'efforts artificiels pour inciter les petits investisseurs à réinvestir massivement. L'opération marketing est démesurée.

De toute façon, ne serait-ce que sur le plan technique, les divers marchés boursiers ont besoin d'aller tester leur niveau plancher des dernières semaines.

Selon le service de recherche de Merrill Lynch, la plus grosse maison de courtage de Wall Street, il ne serait pas surprenant de voir le principal indice américain, le S&P 500, de la Bourse de New York, tester à court terme la barre des 900 points.

Par rapport au niveau actuel du S&P 500, soit 1062 points, cela représenterait une chute potentielle de 18 %.

La Bourse canadienne ? Elle pourrait descendre, toujours selon Merrill Lynch, aussi bas que le niveau des 6000 points, soit 15 % sous le niveau actuel.

Avis aux intéressés !



Photo AFP

Des employés attendaient hier à un poste de contrôle de sécurité à l'extérieur de la Bourse de New York.

Les Bourses américaines en dents de scie

LISA BINSSE

Au lendemain des frappes anglo-américaines en Afghanistan, en riposte aux attentats du 11 septembre, les marchés américains étaient dans l'expectative et les investisseurs, inquiets quant à la suite des événements, ont fait preuve de grande prudence.

Toute la journée, les marchés ont valsé entre le rouge et le noir mais sans faire de mouvements brusques. L'indice des 30 principales actions du Dow Jones a terminé la séance en baisse de 51,83 (0,57 %), à 9067,94 points. Le S&P 500, généralement plus représentatif, a glissé de 8,94 (0,91 %), à 1062,44. La Bourse électronique NASDAQ a fini presque inchangée, en légère hausse de 0,65 (0,04 %), à 1605,95 points. Le volume a été limité en raison du Columbus Day. « Une baisse de moins de 3 %, c'est bon signe, a opiné Pierre Lapointe, stratège chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne. C'est signe qu'il n'y a pas de panique. Les investisseurs sont inquiets, mais s'il n'y a pas de représailles terroristes au cours des prochaines semaines, les incertitudes vont s'estomper et la confiance va revenir. S'il n'y a pas d'autres actes terroristes, le creux est derrière nous. »

Clément Gignac, stratège et économiste en chef à la Financière Banque Nationale,

a noté que la situation est difficile pour les marchés financiers qui n'ont pas de référence historique sur laquelle s'appuyer. « Ce n'est pas une guerre traditionnelle, a-t-il dit. C'est difficile d'en évaluer l'efficacité. »

Dès l'ouverture, les principaux marchés étaient en baisse. En Europe, les investisseurs ont manifesté leur inquiétude quant à l'impact sur les sociétés d'assurances et aériennes ainsi que d'autres secteurs. Toutefois en fin de journée, les Bourses européennes résistaient tant bien que mal au sentiment d'inquiétude. Paris et Francfort ont fini en légère hausse alors que Londres a terminé presque inchangé par rapport à vendredi. La semaine dernière, la plupart des indices européens avaient regagné l'essentiel du terrain perdu depuis le 11 septembre.

Même incertitude à New York où les marchés, qui avaient repris un peu de leurs pertes la semaine dernière, ont démarré en baisse. Les semi-conducteurs et d'autres secteurs de la haute technologie, les banques, l'hôtellerie et le divertissement sont parmi les secteurs touchés. Les titres du secteur de la défense ont grimpé, mais les inquiétudes quant aux conséquences sur l'économie d'une action prolongée ont assombri le marché.

Manifestement, les craintes face au ralentissement ont été ravivées, d'autant plus que les deux ou trois semaines à venir constituent une période intensive de résultats trimestriels d'entreprise. Des résultats qui seront désastreux, a dit M. Lapointe. Les profits des entreprises chute-

raient de 22 % au troisième trimestre, un des pires résultats depuis très longtemps.

« Nous savions que les Américains riposteraient, a commenté François Dupuis, économiste en chef et stratège au Mouvement Desjardins, mais il reste beaucoup d'incertitude. Il pourrait y avoir d'autres actes terroristes. Je pense aussi que nous ne connaissons pas encore les conséquences sur l'économie. Les indicateurs seront connus dans quelques semaines. » Il ajoute que ces événements surviennent alors que l'économie est dans un creux et le sentiment des marchés est négatif. Il y encore des actions qui sont surévaluées.

Il y a toutefois un indicateur « réconfortant », a souligné M. Gignac : le cours du pétrole. C'est la première fois depuis la crise du pétrole, en 1973-74, que le cours de l'or noir grimpe si peu face à une activité militaire dans le golfe Persique. Depuis le 11 septembre, le prix du brut a même reculé de 15 %. « Cela indique que les gens croient que c'est ciblé et que ce n'est pas le Moyen-Orient qui va s'enflammer. » Les approvisionnements ne sont pas menacés. Hier, les cours sont restés stables : le baril de Brent, le brut léger de référence de la mer du Nord, a pris 34 cents, à 20,80 \$ US, et le West Texas Intermediate, le brut lourd américain, a perdu 50 cents, à 22,48 \$ US.

Le marché obligataire américain était fermé hier en raison du congé férié américain. Au Canada, les marchés étaient aussi fermés en raison de l'Action de grâce.

Avec Reuters, AFP et Dow Jones.

DES
RÉNOVATIONS
ÉCLATANTES
À TROIS-RIVIÈRES

Métamorphose spectaculaire...

L'HÔTEL
LE PLUS LUXUEUX
DE LA RÉGION !

DES CHAMBRES SPLENDIDES...

Vous serez charmé par la finesse du décor de nos chambres. Un véritable havre de détente.



**GOUVERNEUR
HÔTEL**

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

975, rue Hart, Trois-Rivières • Tél. : 819-379-4550

Ceci n'est pas
une pomme.



C'est le fruit de vos investissements.

Qui sème des **Obligations à taux progressif Placements Québec** récolte...

La flexibilité : remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité : taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité : garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Taux annuels (%)	3,50*	3,20	3,90	4,80	5,55	6,40	6,90	7,30	7,60	8,00

* Taux incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER.

**Placements
Québec**

NOTRE INTÉRÊT À TOUS

Boni+1%
la première année pour
les nouveaux fonds REER

LES
**OBLIGATIONS
À TAUX
PROGRESSIF
PLACEMENTS
QUÉBEC**

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h et les samedis
d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.

1 800 463-5229

Région de Québec,
521-5229.

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Une solution militaire rapide profiterait aux marchés

Reuters

NEW YORK – Les frappes militaires américaines en Afghanistan pourraient donner un coup de fouet aux marchés mondiaux, à condition qu'elles consacrent une victoire rapide des États-Unis sur le régime des talibans et Oussama ben Laden et que le conflit ne s'enlise pas.

Ce résultat n'est pas garanti étant donné que l'adversaire des États-Unis opère dans la clandestinité et se joue des frontières.

« Regardons et attendons » doit être la devise sur les marchés, estime James Glassman, de JP Morgan Chase Securities.

Les frappes militaires américaines et britanniques en Afghanistan ont commencé dimanche et visent notamment à déloger ceux qui sont accusés d'avoir provoqué les attentats qui ont frappé New York et Washington le mois dernier, faisant près de 5600 morts.

Cette action permettrait aussi éventuellement de mettre fin aux incertitude économiques que les attentats ont générées, provoquant

une grande volatilité sur les marchés boursiers, dont tous n'ont pas encore regagné leur niveau d'avant les attentats, et ternissant davantage encore les perspectives de reprise.

Le choc des attentats pèse notamment sur la restauration ou sur les compagnies aériennes, deux secteurs particulièrement touchés par la baisse du moral des consommateurs et la baisse de fréquentation qui ont suivi la tragédie du 11 septembre.

Mais ces représailles ne sont pas dénuées elles-mêmes de risques et d'incertitudes.

« Il y a vraiment beaucoup de choses qui vont influencer la perception que nous aurons de cette mission », estime Alan Ruskin, de 4Cast Ltd.

« Si les investisseurs perçoivent que les événements commencent à mal tourner sur le terrain militaire ou politique, par exemple si des émeutes ont lieu au Pakistan ou si le monde musulman prend les armes ou encore si la coalition qui soutient les États-Unis se fissure, alors ce sera négatif pour les marchés d'actions et pour le dollar », ajoute-t-il.

Mais, aux yeux des économistes et des experts financiers, la réaction initiale des marchés devrait être

neutre, avec dans un premier temps un sentiment de soulagement en constatant que les frappes sont ciblées.

« Ce n'est pas un événement inattendu qui va semer le désarroi sur les marchés, mais son évolution dans les tout prochains jours sera capitale », estime de son côté Anthony Karydakakis, de Bank One Capital Markets.

« Si les choses ne donnent pas l'impression de devoir être bouclées rapidement, alors vont émerger toutes sortes de scénarios porteurs d'inquiétudes. Il pourrait y avoir de grandes manifestations au Pakistan et des craintes de graves violences et d'explosion généralisée. Si c'est compliqué (sur le plan militaire), il faut s'attendre à quelque chose de grave pour les marchés », ajoute-t-il.

L'idéal, une guerre du Golfe bis

Pour le moment, « ces attaques semblent être relativement précises et circonscrites. Alors oui, il y aura une sorte de ruée vers la qualité, avec le marché obligataire au premier rang des bénéficiaires. Les marchés d'actions ne devraient pas beaucoup aimer ce genre de choses et le Dow Jones pourrait perdre 200 à 300 points, mais rien de cataclysmique », ajoute Ruskin.

Depuis les attentats, si les marchés d'actions et le billet vert ont perdu du terrain, les emprunts d'État et d'autres devises comme le franc suisse ont en revanche joué leur rôle de valeurs refuges.

« C'est bien pire d'attendre », résume Joel Naroff, de Naroff Economics Inc.

« Si tout se passe bien, nous sommes au début d'un processus qui, en définitive, sera positif. Mais pour le moment, nous ne savons pas grand-chose », ajoute-t-il.

Deuxième réaction possible, à moyen terme, si la situation s'enlise ou devient explosive : « Si nous avons le sentiment d'être pris au piège dans une sorte de borborygme afghan, ou de borborygme proche-oriental, alors les choses vont commencer à devenir bien plus embrouillées », poursuit Ruskin.

Les analystes prévoient alors une forte baisse des marchés.

« L'aliénation du monde musulman et une issue négative aux attaques, avec en plus des pertes humaines du côté allié qui pourraient fragiliser la coalition et seraient suivies d'autres représailles militaires, voici le pire des scénarios pour le marché », ajoute-t-il.

Des représailles terroristes aux frappes militaires sont aussi envisageables. Elles pourraient s'accompagner de perturbations com-

merciales au niveau des échanges et peser durablement sur l'économie mondiale. Les pays du G7 ont tenté ce week-end d'apaiser ces craintes.

Le meilleur scénario serait donc une victoire franche, comme celle qui avait conclu la campagne militaire contre l'Irak dans le Golfe.

La manière dont cette guerre s'était déroulée avait préparé le terrain pour la forte expansion des marchés américains qui allait suivre dans les années quatre-vingt-dix, alors qu'au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, les États-Unis étaient en crise.

« Si nous avons le sentiment que la coalition remporte des succès militaires, ou si ben Laden est fait prisonnier, cela serait un grand plus pour les marchés d'actions et pour le dollar, mais ce serait négatif pour les obligations. Les marchés devront se faire une idée de la probabilité de tel ou tel scénario », ajoute Glassman.

Il précise toutefois que l'hypothèse d'une guerre rapide est à ses yeux improbable, vu que le président George W. Bush a parlé d'une guerre sans merci contre le terrorisme, laissant entendre qu'il comptait davantage mener une opération de police mondiale plutôt qu'une simple campagne militaire.

Grandissons de toutes nos forces

Audrey Pelletier,
greffée de
la moelle osseuse,
soutenue par
Brian M. Levitt de
Osler, Hoskin & Harcourt,
Claude Blanchet de la
Société générale
de financement
du Québec
et Pierre H. Lessard
de METRO INC.

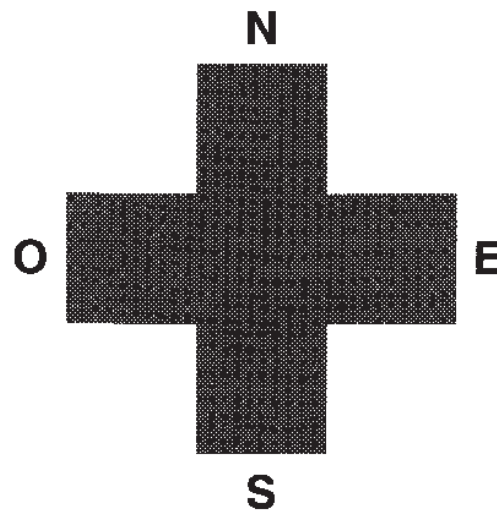


De la médecine familiale aux soins spécialisés, en passant par l'enseignement et la recherche, l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont veut se donner les moyens. Les moyens de répondre aux besoins qui changent, les moyens de relever les défis qui évoluent, les moyens de grandir, de grandir de toutes nos forces. Et de s'engager pour la vie.

Joignez-vous à ces trois Compagnons de Maisonneuve-Rosemont et à leurs collègues Laurent Beaudoin de Bombardier inc., François Duffar du Groupe Cossette Communication inc., Stephen T. Molson de la Fondation Molson, Nicole Ménard de la Banque de Montréal, Jean C. Monty de Bell Canada Entreprises, André Desmarais de Power Corporation du Canada, L. Jacques Ménard de BMO Nesbitt Burns, Robert Chevrier de la Société de gestion Roche inc., et participez à la campagne de financement en composant le

514 252-3435.

Fondation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Centre affilié à l'Université de Montréal



Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

SOYEZ DE L'ACTION grâce à Canbec



BMW 325 2001

(7 600 km), bleu topaze / cuirette noire, ensemble sport, toit ouvrant, Harman Kardon, détecteur de pluie, acompte 5 500 \$ + taxes ***575 \$/mois + taxes**

BMW 525iA 2001

(2 500 km), argent / cuir gris, ensemble haut de gamme, housse à skis arrière et plus encore, acompte 8 000 \$ + taxes ***699 \$/mois + taxes**

BMW Z3 2001

(6 000 km), noir saphir / cuir rouge, sièges sport chauffants, Harman Kardon et plus encore, acompte 7 700 \$ + taxes (Bail 33 mois) **579 \$/mois + taxes**

BMW 540iA 2001

(2 700 km), argent / cuir noir, détecteur de pluie, système audio avec DSP et plus encore ***825 \$/mois + taxes**
Acompte 9 500 \$ + taxes

BMW 320i 2001

(7 500 km), bleu orient / cuirette beige, toit ouvrant, garnitures de bois et plus encore **33 995 \$**

BMW 330i 2001

(2 800 km), argent / cuir noir, ensemble sport, sièges électriques et plus encore **53 995 \$**

BMW 530iA 2001

(1 000 km), argent / cuir noir, rétroviseurs à obscurcissement auto., housse à skis, détecteur de pluie et plus encore **63 995 \$**

*Bail de 36 mois, allocation de 48 000 km, taxes en sus



BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
(514) **731-7871**

Voyez notre site Internet : www.bmwcanbec.com

L'économie profite des guerres à court terme seulement

Reuters

WASHINGTON — La riposte militaire des États-Unis aux attentats du 11 septembre qui vient de commencer en Afghanistan aura — peut-être — des effets positifs sur la première économie mondiale, considérée en récession par de nombreux spécialistes, mais sans doute à court terme seulement.

À en croire les spécialistes consultés par Reuters fin septembre et les données officielles, les conflits armés peuvent dopper la croissance économique et l'emploi à court terme — les guerres ont par le passé favorisé les États-Unis dans ces domaines — mais cette euphorie de court terme est souvent suivie par une baisse de la croissance et une remontée du chômage.

Ainsi, au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'économie américaine avait progressé de 18 % en une seule année mais s'est ensuite contractée lors des trois ou quatre années qui ont suivi le retour de la paix.

De même, durant la guerre de Corée (1950-1953), les États-Unis ont connu leur taux de chômage le plus faible sur un an jamais enregistré, pour ensuite se retrouver face à une forte remontée du chômage l'année qui a suivi la fin du conflit.

Selon les historiens de l'économie, la croyance que l'économie d'un pays prospère quand ses soldats sont envoyés au front est bien ancrée, mais elle ne repose sur aucune preuve concrète.

« La mobilisation militaire fausse l'économie », affirme Walt Schubert, professeur de finance à l'Université La Salle à Philadelphie. Les effets positifs qu'on peut déceler à court terme, explique-t-il, sont dus en partie au fait qu'il faut remplacer les hommes partis au front et au fait que les dépenses publiques sont en augmentation.

« Or, souligne-t-il, les ressources étant concentrées sur l'effort de guerre, elles ne sont plus investies dans les actifs productifs. Ce qui crée des problèmes pour l'avenir. » L'économie américaine, déjà en net ralentissement avant les attentats du 11 septembre, s'est fortement détériorée les jours qui ont suivi, avec les dizaines de milliers de suppressions d'emploi annoncées par les compagnies aériennes et la baisse des marchés boursiers. Au point que de nombreux spécialistes la disent en récession sans qu'on en ait encore la preuve chiffrée (il faut pour cela que le PIB se contracte deux trimestres de suite).

L'économie américaine va-t-elle « profiter » de la « guerre contre le terrorisme » et contre le principal suspect des attentats Oussama ben Laden lancée par le président George W. Bush ? L'équipe Bush a

fait savoir que sa « guerre » prendrait du temps et comprendrait aussi de nombreux épisodes secrets.

Les analystes estiment que ce type de conflit entraînera sans doute des dépenses dans des domaines différents que ceux qui ont été sollicités pendant d'autres guerres : les dépenses en matière de sécurité et de renseignements devraient être privilégiées sur la production de masse d'armements et de matériel.

Cela dit, les tendances de fond resteront sans doute les mêmes. Selon les statistiques gouvernementales, lors de la phase initiale du conflit, on a dans l'ensemble une croissance forte et une baisse du chômage suivie par une croissance qui ralentit voire qui devient « négative » avec remontée du chômage et hausse des prix.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la croissance moyenne du PIB sur la période 1940-1945 a été de 11,25 %. Elle a même été de 17,1 % en 1941, de 18,4 % en 1942 et de 16,5 % en 1943.

Mais en 1946, la croissance s'est ralentie à 11,1 %. Le PIB (Produit intérieur brut) a ensuite baissé sur trois des quatre années de la période 1946-49.

Lors de la guerre de Corée, l'économie est passée d'une contraction en 1949 à quatre années de croissance — 6,23 % en moyenne — pour ensuite revenir à 0,7 % quand la guerre fut terminée.

Durant la guerre du Vietnam (1965-1972), l'économie a progressé au rythme moyen de 4,38 % par an sur les 10 années entre 1964 et 1973, mais a reculé de 0,6 % en 1974 pour se contracter de 0,4 % en 1975.

« Les biens produits pour la guerre sont un moyen inefficace de soutenir la croissance par la suite, » résume Schubert. « Après, on en supporte les coûts. »

Hausse des prix

De même, les guerres mettent les gens au travail avant qu'ils ne viennent grossir les rangs des chômeurs, même s'il y a parfois des exceptions.

Le taux de chômage américain est tombé de 14,6 % de la population active en 1940 à 1,2 % en 1944, pour ensuite remonter à 3,9 % en 1946, selon les données du département du Travail. Avant 1947, les statistiques recensaient les chômeurs de 14 ans et plus, alors qu'actuellement, elles ne prennent en compte que les chômeurs âgés de plus de 16 ans.

Lors de la guerre de Corée, le chômage a baissé trois années d'affilée, tombant de 5,3 % en 1950 à 2,9 % en 1953, soit le plus bas taux de chômage enregistré par le département du Travail depuis le changement de méthode de 1947.

Cela dit, le nombre de sans-emploi est ensuite remonté à 5,5 % en 1954.

Pendant la guerre du Vietnam, le taux de chômage a reculé de 4,5 % en 1965 pour rester inférieur à 4 % pendant les quatre années suivantes et revenir à 3,5 % en 1969.

En 1971, le nombre de demandeurs d'emploi est remonté à 5,9 % pour se situer en moyenne à 5,5 % sur la période 1971-1974.

Mais, pendant la guerre du Golfe (1990-1991) menée par George Bush père, le taux de chômage a grimpé pendant le conflit et a continué à augmenter après. De 5,6 % en 1990, le taux de chômage est passé à 6,8 % en 1991 et à 7,5 % en 1992.

En outre, les guerres sont souvent source d'inflation.

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'indicateur de l'inflation publié par le département du Commerce fait ressortir des hausses de prix moyennes de 4,25 % par an pendant la période 1940-1945. Le gouvernement avait imposé des mécanismes de contrôle des prix pour maîtriser l'inflation. À leur levée, la hausse des prix a été de 12,5 % en 1946 et de 10,9 % en 1947.

Les prix se sont appréciés de 1,2 % en 1950, première année de la guerre de Corée, pour bondir de 7,1 % l'année suivante (et de 1,9 % en 1952 et 1,2 % en 1953).

Durant la guerre du Vietnam, les prix ont progressé à un rythme plus élevé qu'avant le conflit. De 4,3 % en 1968, l'inflation est passée à 5,8 % en 1973.

Vers la fin du conflit, les prix ont bondi de 10,2 % en 1974 et ont continué à grimper de 9,2 % en 1975.

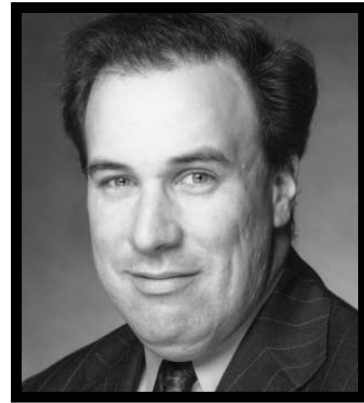
Quant à la Bourse, les guerres ne la favorisent pas toujours. Elle a plutôt tendance à repartir quand elle anticipe la fin du conflit ou le retour à la paix. Lors de la Seconde Guerre mondiale, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a reculé de 38,28 % entre décembre 1939 et avril 1942 pour ensuite regagner 108 % entre son plus bas niveau de 1939 et la fin 1945.

« L'incertitude a toujours été négative pour les marchés, » explique Fariborz Ghadar, professeur à l'Université de Pennsylvanie. « Une fois que c'est résolu, le marché réagit positivement. »

Cela dit, le Dow Jones a gagné du terrain pendant la guerre de Corée avec une hausse de 40 % entre la fin 1949 et la fin 1953.

Le début de la guerre du Vietnam a fait bondir le Dow Jones, qui a ensuite languie jusqu'à la fin novembre 1968. Les 30 valeurs vedettes de Wall Street ont atteint un pic en décembre 1972 qu'elles n'ont pas réussi à redépasser pendant les 10 années qui ont suivi.

Ouimet-Cordon Bleu Inc. J.-R. Ouimet Inc.



Jean-Robert Ouimet

Monsieur J.-Robert Ouimet, C.M., C.Q., Ph.D., président du Conseil d'administration et chef de la direction de Ouimet-Cordon Bleu Inc. et de J.-R. Ouimet Inc., est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Jean-Robert Ouimet au poste de vice-président de la mise en marché de J.-R. Ouimet Inc. ainsi que membre du Comité de direction de la compagnie. Il relève de Monsieur Pierre Denault, président de J.-R.- Ouimet Inc.

Ouimet-Cordon Bleu Inc. comprend différentes compagnies dont les activités principales sont l'acquisition de participations dans différentes entreprises de produits alimentaires stériles et congelés. La compagnie J.-R. Ouimet Inc., fondée en 1933 par J.-René Ouimet, est spécialisée dans la fabrication et la mise en marché de produits alimentaires sous les marques Cordon Bleu, Clark et autres. Ces produits sont distribués au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en Australie et ailleurs.

Les femmes et les hommes qui œuvrent au sein de notre groupe d'entreprises tentent, dans un climat de grande liberté, de « Concilier bonheur humain et rentabilité de l'entreprise ».



Le compte à rebours est commencé.



DeVille 2001



Seville 2001



Catera 2001

1,9 % à l'achat sur les modèles 2001*
0,9 % à la location sur les Seville 2001**

Garantie limitée et entretien régulier sans frais : 4 ans ou 80 000 km***



Cadillac

La fusion du design et de la technologie.



Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement à l'achat de 1,9 % disponible jusqu'à 48 mois pour DeVille, Seville et Catera. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. **Taux de financement à la location de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois pour Seville. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. ***Selon la première éventualité. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

De Madonna à Tiger Woods, le monde de l'assurance est chambardé

D'après Bloomberg

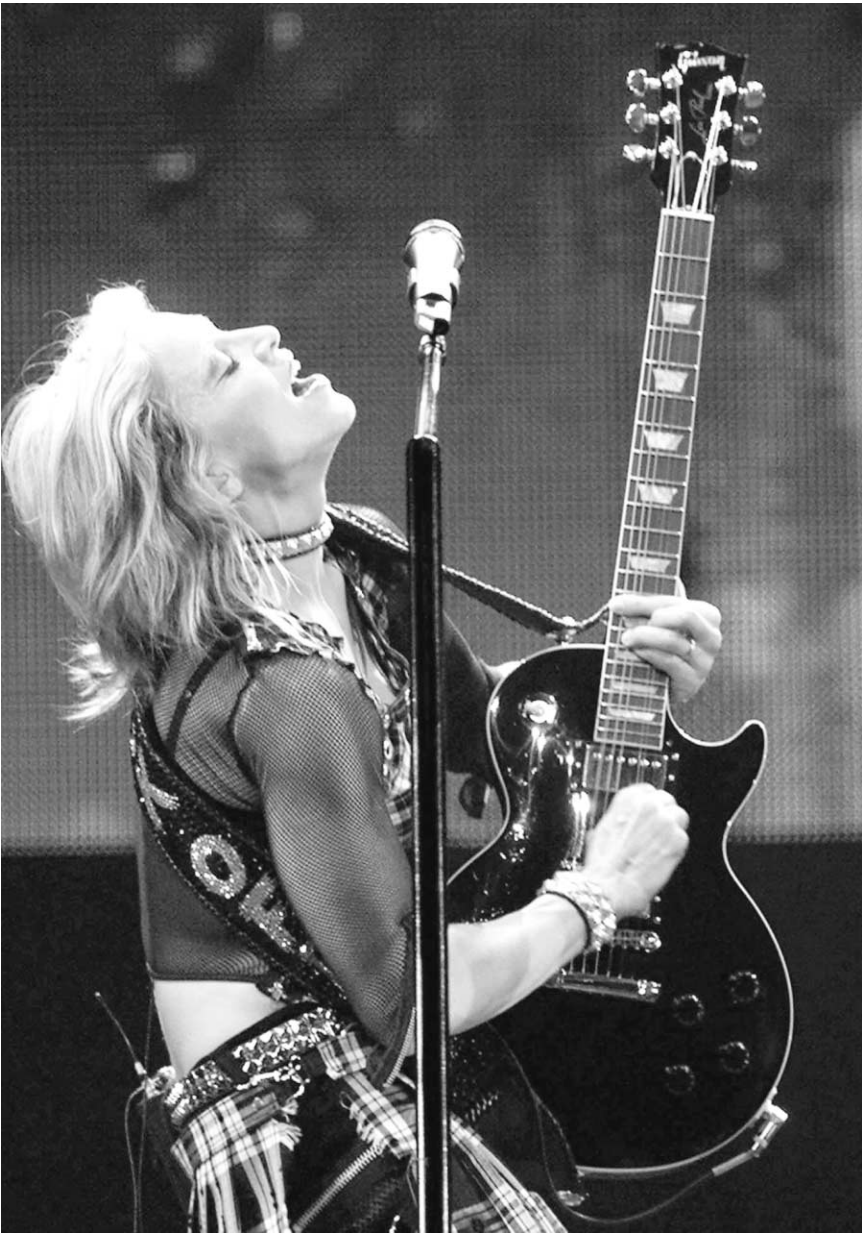
LONDRES – Les attaques terroristes aux États-Unis auront des répercussions sur les organisateurs d'événements culturels ou sportifs. Les compagnies d'assurances, qui en ont déjà plein les bras avec les dommages de pas moins de 70 milliards US provoqués par les attentats, se préparent à hausser les primes.

Pour les assureurs, le report d'événements à la suite des attaques représente un véritable casse-tête. Quand Madonna ajourne un concert qu'elle devait donner à Los Angeles et que des golfeurs comme Tiger Woods font en sorte que les matches de la Coupe Ryder soient reportés d'un an, ils doivent se creuser les méninges pour calculer les coûts de telles décisions... et pour déterminer l'importance de la hausse des primes qu'il faudra exiger de leurs clients.

« Les attaques terroristes du 11 septembre ont changé le monde de l'assurance », indique David Bruce, assureur chez Hiscox Plc, qui fait partie des Lloyd's sur le marché de Londres. « Il y aura une augmentation substantielle des taux », dit-il.

Les compagnies ont en effet indiqué qu'elles pourraient réclamer jusqu'à trois fois le prix de naguère pour assurer des conférences, des concerts et des compétitions. Le coût des assurances pour les Jeux olympiques d'été à Athènes en 2004 pourrait grimper de plus de 50 %, ont précisé des compagnies spécialistes dans les assurances d'événements sportifs.

La facture des assurances pour les Jeux d'Athènes était déjà estimée à environ 30 millions pour couvrir l'éventualité d'une attaque terroriste ou d'une annulation.



Madonna à la guitare, lors d'un spectacle à Chicago en août dernier.

« Nous allons observer une importante accélération au chapitre des réclamations », souligne Mark Hewlett, analyste de Moody's Investors Service Ltd. « Si vous lancez un galet sur un étang, il se produit un éclaboussement, mais vous ignorez combien de temps il faudra avant que les rides disparaissent de la surface de l'eau », avance-t-il.

Les assureurs actifs sur le marché des Lloyd's doivent éponger une facture combinée de pas moins de 150 millions à la suite de l'annula-

tion d'événements depuis le 11 septembre, indique Danny Burns, assureur chez Goshawk Insurance Holdings Plc, une compagnie de Lloyd's. Cela représente environ 8 % du coût total estimé que représentent les attaques terroristes pour les Lloyd's.

Janet Jackson également

Les diffuseurs, les organisateurs et les agences de voyages achètent de l'assurance pour les aider à éponger les coûts en cas de bouleversement. Par exemple, une station de télé peut acheter une police d'assurance pour se prémunir contre les remboursements éventuels à verser aux annonceurs.

En règle générale, ces polices prévoient un règlement si les événements sportifs ou les spectacles sont ajournés ou annulés dans des cas de force majeure tels que la maladie ou des menaces à la sécurité. Les polices de ce genre coûteront désormais plus cher pour couvrir le risque que présente le terrorisme, indique Bruce, de la société Hiscox.

Madonna n'est pas la seule vedette à avoir annulé un spectacle. Janet Jackson et Stevie Nicks font partie des artistes qui ont annulé ou ajourné des concerts en raison des attaques terroristes, souligne Bob Taylor, copropriétaire de Robertson Taylor Insurance Brokers Ltd., un courtier britannique qui fournit des assurances pour les concerts.

Si Burns, de la maison Boshawk, s'attend à ce que les assureurs paient pour le report de la Coupe Ryder, il a cependant émis des doutes quant aux chances de succès de la réclamation faite par le Circuit de la PGA européenne à la suite de l'annulation du tournoi de golf d'Estoril au Portugal, qui devait avoir lieu à compter du 11 octobre.

« Les réclamations sont très, très nombreuses, dit Burns, et certaines sont fallacieuses. »

Jeux olympiques d'hiver

Goshawk, qui fait partie du marché des Lloyd's, s'attend à des coûts d'environ 1 million avant la réassurance de la remise d'un an de la Coupe Ryder, souligne Andrew Gammell, PDG de la compagnie.

Le 34^e affrontement entre les Américains et les Européens pour la Coupe Ryder devait avoir lieu fin septembre, cette année, au club de golf Belfry, dans le centre de l'Angleterre.

Pour sa part, la société Hiscox fournit des assurances contre une possible perturbation des Jeux olympiques d'hiver à Salt Lake City, des Jeux du Commonwealth, à Manchester, en Angleterre, et des finales de la Coupe du monde du soccer en 2002 au Japon et en Corée.

Cette compagnie établie à Londres avait été l'assureur des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996. Ces Jeux avaient été marqués par l'explosion d'une bombe au Centennial Olympic Park, tuant deux personnes et infligeant des blessures à 110 autres.

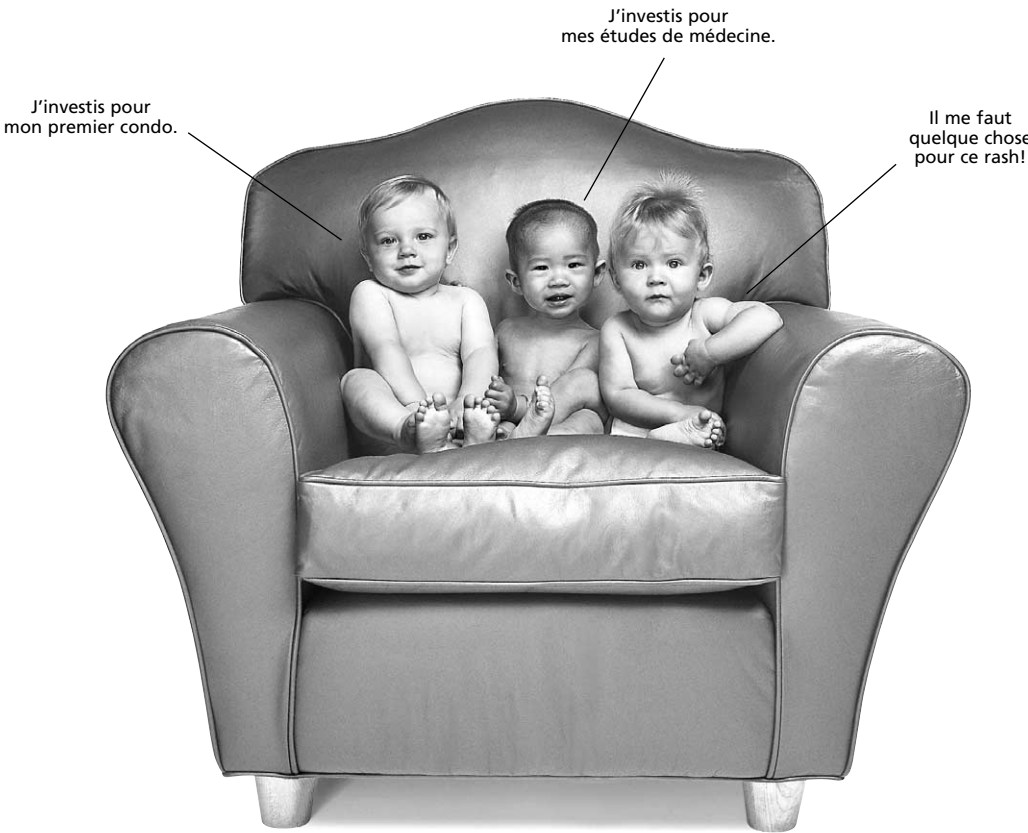
Les inquiétudes suscitées par les attaques terroristes contre le World Trade Center, à New York, et contre le Pentagone, à Washington, pourraient entraîner l'annulation d'autres tournois et spectacles, en raison du refus de voyager des vedettes et des fans.

De plus, les menaces d'une riposte à l'encontre des talibans de l'Afghanistan augmentent le risque, estiment les compagnies.

Goshawk prévoit revoir ses polices qui, jusqu'à présent, couvraient le terrorisme, précise Burns. D'autres assureurs pourraient également resserrer leurs critères à la suite des attaques du mois dernier.

« Le marché va s'assurer que, dans l'avenir, les conséquences de telles attaques n'aurent pas de retombées aussi larges », dit Burns.

CPG Triple Valeur



Les bonnes choses viennent en paquets de trois : taux croissants, souplesse et sécurité. Le trio parfait.

CPG TRIPLE VALEUR

5,35 %**

TAUX D'INTÉRÊT DE LA TROISIÈME ANNÉE. Accès souple et sécurisé.

Assoyez-vous. Appelez-nous.

1 877 390-3978

www.tdcanadatrust.com/francais

À TD Canada Trust, nous croyons que vous devriez examiner notre CPG Triple Valeur* de plus près.

Notre CPG est assorti dès la première année d'un taux d'intérêt concurrentiel. Ce taux est automatiquement bonifié la deuxième année et augmente encore plus la troisième année!

Il suffit d'un placement minimal de 1 000 \$. L'intérêt est composé annuellement et payable à l'échéance.

Si jamais vous décidez d'investir votre argent ailleurs, pas de problème! Vous pouvez encaisser votre placement 12 ou 24 mois avant l'échéance.

Notre CPG Triple Valeur est un excellent placement étant donné le contexte économique incertain d'aujourd'hui.

Pour en savoir plus, appelez-nous dès aujourd'hui. Ou rendez-vous à l'une de nos succursales TD Canada Trust. Vous y recevrez un accueil chaleureux pour vous aider à réaliser un placement qui vous fera sentir très confortable.

TD Canada Trust
Pour des services bancaires confortables.

* Le CPG Triple Valeur est offert par Société d'hypothèques TD, Hypothèques Trustco Canada et La Société Canada Trust. Membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC). ** Les taux d'intérêt de la première et de la deuxième années sont respectivement de 2,25 % et de 2,8 %. Les taux d'intérêt sont sous réserve de modifications.

Moins de clients

Reuters

CHICAGO — Les clients se faisaient plus rares que d'habitude hier dans les centres commerciaux et les magasins au lendemain des premières frappes américaines et britanniques contre l'Afghanistan, mais il s'en trouvait tout de même un bon nombre disposés à dépenser au nom du patriotisme.

« C'est la seule journée de congé que j'aurai avant Thanksgiving (en novembre, aux États-Unis), alors il faut que j'en profite », a lancé Trisha Price, caissière dans une banque de New York, au moment de faire son magasinage dans Herald Square. « Je ne suis pas vraiment inquiète, mais je peux comprendre que des gens le soient. »

Une autre femme qui faisait ses courses dans Michigan Avenue, à Chicago, où l'on trouve de grands magasins tels Bloomingdale's, Ralph Lauren et Chanel, a soutenu qu'elle ne se laisserait pas intimider.

« Je vais poursuivre mes activités, affirme Lillian, une retraitée. On ne doit pas se laisser affecter, parce qu'est justement ce que souhaite ben Laden. »

Un représentant de Wal-Mart, le plus important détaillant, a également indiqué que les affaires se déroulaient comme à l'accoutumée.

« Ce fut un dimanche normal, a précisé Tom Williams, porte-parole

de Wal-Mart. Les gens ont magasiné dimanche et ils l'ont fait toute la journée. »

Les autorités américaines ont signalé que des représailles terroristes aux États-Unis étaient hautement possibles à la suite des frappes en Afghanistan, et cet avertissement a peut-être contribué à éloigner certains clients des centres commerciaux.

« Notre achalandage est vraiment faible aujourd'hui (hier) », a pour sa part indiqué Traci Taitt, directrice générale du Paseo Nuevo Mall, à Santa Barbara, en Californie. « Ça semble plus tranquille qu'un lundi ordinaire, qui est habituellement une journée plutôt calme. »

Paseo Nuevo, un centre commercial haut de gamme propriété de Taubman Centers, comprend des détaillants tels Nordstrom et Federated Department Store, de Macy.

Au centre commercial Water Tower Place, à Chicago, où Sharon Bohentin tient le comptoir du concierge depuis 22 ans, l'achalandage a diminué depuis les attaques terroristes du 11 septembre.

« Ce devrait être très occupé à cause du congé du Columbus Day, mais il n'y a pas foule aux portes jusqu'à présent, dit Bohentin. C'est assurément moins occupé qu'avant les attaques terroristes. »

AVIS 800

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

AVIS de clôture d'inventaire
Avis est par les présentes donné que, suite au décès de **PHILIP RUTTENBERG**, le 12 mars 2001, qui de son vivant était domicilié à 5180, rue Bourret, dans la ville et le district de Montréal, H3W 1L5, un inventaire des biens du défunt a été fait par les liquidatrices testamentaires, Barbara RUTTENBERG et Arlene RUTTENBERG, le 12 septembre 2001, devant deux témoins, conformément à la Loi.
Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de PEARL & ASSOCIES, 1170, Place du Frère André, 4e étage, Montréal (Québec) H3B 3C6.
Avis est de plus donné, conformément à l'article 795 C.C.Q., qu'un avis de clôture d'inventaire a été déposé au Registre des droits personnels et réels mobiliers dans la ville et le district de Montréal.
Donné ce 4 octobre 2001.
Barbara Rutenberg et Arlene Rutenberg, liquidatrices testamentaires.

CLÔTURE D'INVENTAIRE
Avis est donné dans La Succession de Bernard Nantel décédé le 11 mai 2001, en son vivant domicilié au 8, Sainte-Marie, Montréal-Est, Québec H1B 5E1. L'inventaire des biens du défunt a été fait par la liquidation, Marie-Josée Nantel, devant Me Gilles Renaud, notaire, suivant la loi. L'inventaire peut être consulté par tout intéressé au bureau de Me Gilles Renaud, notaire, au 2557, rue Du Cerfueil, La Plaine, Québec, J7M 1Y1.
Donné ce 2 octobre 2001
Gilles Renaud, notaire

850

AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que **MAURICE RICHARD MALLETTE**, dont l'adresse du domicile est le 154, 4e avenue, LaSalle, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de **MAURICE RICHARD MCKEE**.
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **9042-4011 QUÉBEC INC.**, demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Montréal, le 3 octobre 2001
L'Administrateur, Wang, Zhao-Yi
R 850

PRENEZ AVIS que Marie-Ange, Joane Dubois, dont l'adresse du domicile est le 4383 Garnier, Montréal H2J 3S3, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Marie-Ange, Joanne Dubois.
R 850

Association d'Entraide Ville-Marie inc.

CANCER : Soins palliatifs à domicile
Services gratuits
(514) 272-7200

depuis 1973

La direction de Shell Canada se fait prudente

LISA BINSSE

Le président et chef de la direction de Shell Canada, Tim Faithfull, se fait prudent en ce qui a trait aux prix du brut et de l'essence au cours des prochains mois. Il ne veut surtout pas se lancer dans les spéculations.

« Nous nous interrogeons sur les conséquences économiques des événements des dernières semaines, mais nous ne voulons pas spéculer sur les prix de l'essence, dit M. Faithfull au cours d'une rencontre à *La Presse* qui s'est déroulée entièrement en français. Il y a plusieurs éléments à considérer et il faut prendre le temps de comprendre ce que seront les conséquences. »

L'entrevue s'était déroulée avant la riposte américaine.

Outre le ralentissement économique déjà amorcé en Amérique du Nord au moment des attentats terroristes aux États-Unis, ces actes ont frappé de plein fouet l'industrie aérienne nord-américaine, déjà au ralenti, et ont déclenché à ce jour quelque 170 000 suppressions d'emplois, dont 10 000 au Canada. La récession est maintenant inévitable.

M. Faithfull, premier président et chef de la direction bilingue de Shell Canada et le premier à s'adresser à la presse québécoise,

Les raids n'affectent pas le prix du pétrole aux États-Unis

d'après Reuters

NEW YORK — Le prix du pétrole aux États-Unis est demeuré stable hier et les courtiers ont indiqué que les raids de représailles contre l'Afghanistan ne mettaient pas en péril, dans l'immédiat, l'approvisionnement pétrolier depuis le Moyen-Orient.

Le brut pour livraison en novembre se négociait à 22,45 \$US le baril à la Bourse des marchandises de New York hier, enregistrant un gain de 6 cents dans la journée. Les prix ont diminué d'environ 25 % au cours du dernier mois en raison de craintes que suscite la perspective d'une récession mondiale.

Au moment où les États-Unis et les Britanniques procédaient à de nouvelles frappes contre l'Afghanistan hier, les analystes du marché ont souligné que le pétrole du Moyen-Orient, y compris celui produit par l'Irak et l'Iran, deux pays qui ont protesté contre les raids occidentaux, coulait normalement.

« Les répercussions des raids sur le marché du pétrole devraient être limitées », a soutenu Peter Beutel, président de Cameron Hanover, un cabinet d'experts-conseils du secteur pétrolier établi à New Canaan, dans le Connecticut.

L'Afghanistan n'est pas un producteur de pétrole, mais on craint que dans l'éventualité d'une propagation des hostilités, les pays riches en pétrole de la région du Golfe n'en viennent à être mêlés au conflit.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui contrôle les deux tiers des exportations de pétrole dans le monde, souhaite adopter une position d'attente et analyser les effets des bombardements de dimanche et d'hier sur les marchés avant de décider si une nouvelle réduction des approvisionnements s'impose pour soutenir les prix.

Jusqu'à présent cette année, l'OPEP a réduit sa production à trois reprises pour garder les prix dans la fourchette souhaitée de 22 à 28 \$US le baril.

préfère faire preuve de prudence et ne pas se prononcer sur la tendance des prix du brut. Cette prudence est aussi dictée par la société mère, précise Sonia Larin, directrice des affaires publiques. M. Faithfull est en poste depuis deux ans au siège social de Calgary. La société canadienne fait partie du groupe néerlandais Royal Dutch Petroleum.

Depuis les attentats, le prix du brut a dégringolé et se situe environ à 23 \$ US le baril. Toutefois, les membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) ne réduiront pas leur pro-

duction. Ils doivent se réunir à nouveau en novembre.

En 2001, Shell Canada projette des investissements de 1,8 milliard de dollars. Au Québec, elle a dépensé 100 millions pour rénover une partie de ses 500 points de vente et lancer de nouveaux outils de fidélisation, dont les porte-clés autoPAYÉ dans une soixantaine de stations-service à Montréal. Elle va reprendre aussi sous sa bannière 23 Couche-Tard. Elle injectera 150 millions dans ses raffineries de Montréal-Est et de Sarnia afin de réduire le soufre dans l'essence. La

raffinerie de Montréal a une capacité de 130 000 barils par jour. C'est la plus importante des trois raffineries Shell au Canada.

La société dispose d'un portefeuille varié de sources énergétiques, dont le pétrole et le gaz naturel. Elle est engagée dans différents projets, dont les sables bitumineux de l'Athabasca (à hauteur de 60 %). Outre le bitume, elle est l'un des principaux producteurs de gaz naturel au pays et a une participation de 31,3 % dans le projet de gaz naturel à l'île de Sable, au large de la Nouvelle-Écosse.

L'entreprise cherche aussi à investir dans l'énergie renouvelable et regarde plus particulièrement l'énergie éolienne, jugée particulièrement prometteuse. Toutefois, elle n'a pas encore trouvé de projet à se mettre sous la dent au Québec, un endroit considéré à fort potentiel. Shell Canada s'intéresse aussi à la biomasse et à l'énergie solaire.

« Nous pensons qu'à long terme, l'énergie renouvelable pourra être une source importante d'énergie au plan mondial », dit M. Faithfull, qui se dit convaincu de l'importance du développement durable.



La Sienna veille aussi sur votre budget.



La Sienna 2002

Taux de financement au détail de

ou location à partir de

3,9 %*
jusqu'à 36 mois

329 \$**
par mois, 48 mois

Panneaux de carrosserie en acier à haute résistance, zones avant et arrière à absorption d'énergie, colonne de direction déformable. De telles caractéristiques de sécurité coûtent généralement plus cher mais, grâce à notre taux de financement irrésistible, vous pourrez toutes vous les offrir. Pour en savoir plus, passez vite chez votre concessionnaire Toyota. Et découvrez à quel point le prix de la sécurité est inférieur à ce que vous pensiez.

La mini-fourgonnette la plus sécuritaire jamais testée par l'I.I.H.S.†

La CE Plus inclut :

- Accueil sans clé (nouveau pour 2002)
- Climatiser jumelé
- Glaces, verrous et rétroviseurs assistés
- Régulateur de vitesse
- Moteur de 3 litres et 210 ch
- Freins antiblocage
- Témoin de basse pression des pneus
- Radiocassette AM-FM avec CD

TOYOTA
1 888 TOYOTA-S ♦ www.toyota.ca

SIENNA



Plans de location et de financement de Toyota Crédit Canada Inc. Approbation du crédit requise. *Exemple de financement : 20 000 \$ à un taux de financement de 3,9 % par année. Paiement mensuel de 589,59 \$ pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 1 125,24 \$. Coût total du prêt de 21 125,24 \$. Immatriculation, assurance et taxes en sus. **En fonction d'une location-bail de 48 mois et d'un taux de location de 5,9 % sur la Sienna CE Plus (modèle 2F10CS-B) avec acompte de 5 119 \$ ou échange équivalent. Premier paiement et dépôt de garantie de 400 \$ exigés au moment de la livraison. Coût total de la location de 20 757 \$ et prix de l'option d'achat de 14 374,15 \$ basés sur un maximum de 96 000 kilomètres. Des frais de 0,10 \$ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire, s'il y a lieu. Basé sur un PDSF de 29 335 \$. La location inclut un maximum de 1 245 \$ de frais de transport et de préparation. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Offres valables sur tous les modèles Sienna CE Plus 2002 neufs, loués ou achetés avant le 30 novembre 2001. Le concessionnaire peut louer/vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour plus de détails. †Basé sur les essais de l'Insurance Institute for Highway Safety des E.-U. en 1998 pour les collisions frontales déportées à 40 %, à 40 mi/h. Pour obtenir les résultats complets des tests, visitez www.highwaysafety.org. Votre concessionnaire Toyota est fier de commanditer les Jeux olympiques spéciaux et le programme La classe verte Toyota Evergreen.



2976972A

**La loi, c'est la loi.
Les affaires sont les affaires.
Le droit des affaires, c'est Blakes.**

Blakes
parle affaires

Des solutions juridiques créatives
aux défis de votre entreprise.
Communiquez avec Norm Saibil au (514) 982-4001
ou visitez notre site au www.blakes.com

BLAKE, CASSELS & GRAYDON s.r.l.
AVOCATS | AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE

Montréal • Ottawa • Toronto • Calgary • Vancouver • Londres • Beijing

2902262A

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

MEILLEURS ET PIRES RENDEMENTS			
(Semaine terminée vendredi dernier)			
Actions américaines			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
First Tr Ind Int DJ US	+15.06	All Pts U.S. Bear Fund	-2.84
AIM Crois Blue Chip am \$U	+9.15	Université Ave crois amér	-2.37
GS3 FPG CanUS21e si 7575	+8.91	@rgentum Pt mar neutre C\$	-2.27
GS3 FPG CanUS21e si 7510	+8.91	@rgentum Pt mar neutre US	-1.18
Nord-amér Act amér Super	+8.67	AIC dist avant amér 100%	-0.71
Moyenne Actions Américaines: 2.76			

Actions Amérique latine			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
CI Amérique latine US	+8.4	AGF Amérique Latine	-4.29
CI Secteur Amér lat US	+7.6	AIM C crois Amérique lat	-3.44
CI RER Amérique latine	-12	Fidelity Crois Amér Lat A	-3.05
CI Amérique latine	-13	AGF Amér latine US	-2.91
CI Secteur Amér latine	-32	BMO latino-amér	-2.86
Moyenne Actions Amérique Latine: -1.68			

Actions Asie excluant Japon			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
Fidelity Ext-Orient US	+3.50	AGF Cat Croiss asiatique	+3.37
Banque Nationale Asie-Pac	+2.85	Mac Unv Extrême-Orient	+0.80
Fidelity Ext-Orient RER A	+2.45	I.G. AGF Croiss Asiatique	+0.84
Fidelity Extrême-OrientCt	+2.44	StrategicNova Asie Pac	+1.04
Fidelity Extrême-Orient A	+2.41	Mac Unv Gest sél E-O RER	+1.06
Moyenne Actions Asie Excluant Japon: 1.65			

Actions canadiennes			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
Lancaster Fonds d'actions	+6.78	RBC Vie Accr var	-5.61
Barreau Québec sect act	+5.34	Trans-Canada Value	-1.95
Lutheran Life Actions Can	+5.20	Leith Wheeler Cdn Equity	-1.41
Canada-Vie Gén Act Cdn(L)	+5.20	A V Desjardins actions	-1.11
Canada-Vie Actions can	+5.20	@rgentum Pt A/V act can	-0.71
Moyenne Actions Canadiennes: 1.65			

Actions canadiennes grande capitalisation			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
FMOQ Actions canadiennes	+5.85	Ficadre Actions	-0.96
GWL Grandes Entre (M) DSC	+5.68	Mavrix canadien valeur	-0.73
GWL Grandes Entre (M) NL	+5.67	Dynamique Power crois can	-0.58
Nord-amér Accr Act Super	+5.62	Dynamique Powercroiss can	-0.46
Vista Fonds placement 1	+4.86	Sign Act Sect Explorer US	-0.21
Moyenne Actions Canadiennes Grande Capitalisation: 1.44			

Actions canadiennes petite à moyenne capitalisation			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
HSBC gc crois lg trme	+6.78	Montrusco Bolt canPtCap B	-6.50
London Life Gr Equ (AGF)	+5.17	Mavrix Fonds croissance	-1.77
Clarica FD act crois Alp	+4.74	Cypress crois pet cap	-1.75
Clarica FD act pr Alp A	+4.74	Singature dist exp II	-1.31
Canada-Vie GénActCdn(AGF)	+4.59	Signature Fund dist exp I	-1.30
Moyenne Actions Canadiennes Petite à Moyenne Capital: 1.31			

Actions européennes			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
GWL Actions Euro (S) DSC	+10.05	Altamira indice européen	-3.81
GWL Actions Euro (S) NL	+10.04	StrategicNova euro tech	-1.19
IMS Fonds Can-Europe	+6.31	Arrow White mountain	-0.19
IMS Indiciel act euro	+6.26	R euro RER faible moy cap	-0.09
France 100	+6.12		
Moyenne Actions Européennes: 2.11			

Actions internationales			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
Canada-Vie Gén ActMd(AIC)	+7.52	MD Intl RER croiss	+0.14
CLG World Equ RSP (AIC)	+7.29	MD International croiss	+0.28
GWL Act Intl (P) DSC	+6.77	Mac Unv C Cap Int d'acts	+0.37
GWL Act Intl (P) NL	+6.76	Mac Unv Int d'actions RER	+0.38
GWL Occas Intl (P) NL	+6.73	Mac Unv Dist intl act	+0.38
Moyenne Actions Internationales: 2.74			

Actions japonaises			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
AGF Cat titres act jap US	+7.09	GI Fonds RER Croiss Japon	+0.62
AGF Cat titres act japon	+5.97	StrategicNova Fonds Japon	+0.68
Fidelity Crois Japon US	+5.32	Investors Japonais	+0.73
Fidelity Crois Japon A	+4.21	CIBC REER indice japonais	+1.55
Fidelity Crois Japon cat	+4.15	ING RER d'act Japon	+1.86
Moyenne Actions Japonaises: 2.97			

Actions marchés émergents			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
ADC marchés émergents (K)	+4.00	AGF Val mar Émer C\$	-1.92
Mac Unv Mond forte cr US	+2.03	Clarica Super mar ém A	-1.44
Bque Nat marchés émerg	+1.96	Clarica Super Émergents	-1.31
StrategicNova Mar ém US	+1.84	GGOF Cent marchés Émer	-1.24
CI Sect marchés nouv US	+1.49	ML marché fin en développ	-1.04
Moyenne Actions Marchés Émergents: 0.16			

Allocation d'Actifs Canadien			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
Equitable Life répat act	+2.85	RBC Vie Fonds équilibré	-3.13
Talvest perf syn RER	+2.77	Hirsch Fonds Équilibré	-1.14
Performance syn REER	+2.77	Counsel Managed Portfolio	+0.20
Clarica FD sup divers A	+2.35	Common Sense accum act V	+0.37
Clarica FD sup divers	+2.34	E&P Manuvie Pt eq rep act	+0.42
Moyenne Allocation d'Actifs Canadien: 1.13			

Hypothèques canadiennes			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
AV Desjardins hypoth ques	+8.0	Imp Hypothék plus Pooled2	-0.41
Centaur commun oblig	+6.68	Imp Comm Hypothék Plus 1	-0.37
SCOTIA HYPOTHECAIRE	+6.60	GWL Hypothécaire (G) NL	-0.15
HSBC Hypothécaire	+5.56	GWL Hypothécaire (G) DSC	-0.14
Bque Nat Hypoth ques	+5.56	OTG Invest hypothécaire rev	-0.10
Moyenne Hypothèques Canadiennes			

Immobilier			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
Mac Unv Mond immob US	+1.56	Optima immobilier	-2.97
AGF act immob mond US	+1.47	Dynamique d'actifs immob	-1.57
Investors Biens Immobil	+1.45	Dynamique mond immobilier	-0.92
Mac Unv Mond immobilier	+1.44	Sentry Select Real Est Se	-0.82
Dynamique immobilier can	+1.09	AGF act Immobili res Mond	-0.59
Moyenne Immobilier: -0.29			

Métaux précieux			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
Mac Unv Métaux préc US	+1.99	Cambridge Precious Metals	-2.04
Dynamique mét préc mond	+1.57	ILUnits S&P/TSE Gold	-1.89
Altamira métaux précieux	+1.35	FCMI Métaux Précieux	-1.73
TD métaux précieux - I	+1.28	StrategicNova Mon mét pré	-0.65
ROYAL Métaux précieux	+1.18	London Life Pr Metals(MX)	-0.47
Moyenne Métaux Précieux: 0.15			

Obligations canadiennes			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
GWL Revenu (M) DSC	+1.75	RBC Vie Obligations	-1.03
GWL Revenu (M) NL	+1.74	CI Fon DDJ can haute rend	-1.01
AIM Fonds d'oblig cdn \$U	+1.49	PH&M Oblig rend global	-0.86
London Life Income (MF)	+1.18	PH&M Bond	-0.85
Altamira obligations	+1.08	Pursuit obligations can	-0.82
Moyenne Obligations Canadiennes: 0.53			

Obligations étrangères			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
CI Obligations mond US	+1.30	Talvest RER GI oblig dist	-0.96
AGF mond oblig nouv US	+1.23	AGF Global Total Rét Bond	-0.87
AIM F obligations mond \$U	+1.21	Clarica FD Oblig mond	-0.87
Mac Unv Mond de rev REER	+1.19	Clarica FD Oblig mond A	-0.86
FMOQ Obligations intl	+1.10	Mnv FPG S2 oblig mondial	-0.76
Moyenne Obligations Étrangères			

Ressources naturelles			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
EnerVest Ressources nat	+5.89	Cambridge Resource	-6.45
MRF 2000 Association lité	+5.76	GWL Ressources Can (A) NL	-0.45
AGF Cat mond ressourcesUS	+5.70	GWL Ressources Cdn (A)DSC	-0.44
AIM Cat énergie mond US	+5.51	MRF 2001 Association lité	+0.23
Northwest Spéc Ressources	+5.02	Trimark ressources cdn	+0.30
Moyenne Ressources Naturelles: 2.72			

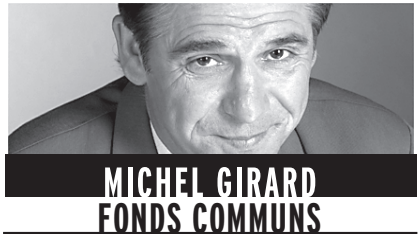
Revenu de dividendes canadien			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
GWL dividendes (MX) DSC	+3.76	Wickham Canadian Equ A	-1.92
GWL dividendes (MX) NL	+3.75	StrategicNova can div lité	-0.18
Canada-Vie Gén Div (AGF)	+3.38	Desjardins Dividende	-0.15
Clarica PDG DividendesAGF	+3.37	TD revenu dividendes - I	-0.11
London Life Dividend (L)	+2.92	National Dividend Income	-0.06
Moyenne Revenu de Dividendes Canadien: 0.83			

Science et technologie			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
AGF Cat md titres tech US	+13.98	Spec RISP Glo Health Sci	-1.29
First Tr Ind Intern DJ C\$	+13.89	Spec Glo Health Sciences	-1.25
AIC sci et tech univ US	+13.55	Ask Fin QSA comm élecl	-1.23
Fonds Technologie 98 US	+13.15	Fonds Communications 2000	-1.13
Dynamique mond tech	+13.09	BMO RER sci santé mond	-1.05
Moyenne Science et Technologie: 5.37			

Équilibré canadien			
Les meilleurs		Les pires	
Nom du fonds	Rend. sem. %	Nom du fonds	Rend. sem. %
AIC Cat SICAV éq can US	+4.52	Highstreet Years Trust	-1.76
Canada-Vie Gén ModCrMxCon	+4.16	Cambridge Balanced	-1.70
Rémec Équilibré	+3.82	A V Desjardins diversifié	-1.00
Nord-amér Acc Équil Super	+3.77	Mac Ind dist de revenu	-0.73
Cornel équilibré	+3.77	Leith Wheeler Équilibré	-0.59
Moyenne Équilibré Canadien: 1.28			

Source: Fund Data

Fonds FTQ et fonds communs: deux mondes



Ne confondez pas le rendement du Fonds de solidarité de la FTQ et celui des fonds communs de placement. La comparaison est injuste, et pour l'un et pour l'autre. Pour vous le démontrer, je vais justement faire... une comparaison.

Alors que la grande majorité des fonds communs d'actions « rapportent » actuellement des rendements négatifs, le Fonds de la FTQ, lui, affiche un fier rendement de 2,6 %.

Un rendement de 2,6 %, dans une période de turbulence boursière, a de quoi fouetter la confiance des 500 000 petits actionnaires du Fonds de solidarité.

Les actionnaires du très populaire fonds viennent justement de recevoir leur traditionnel « Avis de convocation » de l'assemblée annuelle. Le Fonds en est rendu à sa 18^e assemblée, laquelle se tiendra le 3 novembre prochain, à Montréal.

« Le Fonds poursuit sur sa lancée », indique-t-on d'entrée de jeu dans le dépliant de l'avis de convocation.

Et le Fonds qualifie sa performance de la façon suivante : « Des résultats dignes de fierté. »

Quels sont les résultats en question ?

> « Un rendement de 2,6 % pour l'année qui vient de se terminer et un rendement annuel moyen de 6,2 % pour les cinq derniers exercices. De plus, ajoute-t-on, ces rendements ne tiennent pas compte des crédits d'impôt dont bénéficient les actionnaires. »

> « Une action qui n'a connu aucune baisse depuis la création du Fonds et dont la valeur atteint maintenant 24,98 \$ ». À l'origine, il y a 18 ans, l'action valait 10,00 \$.

SOCIÉTÉS QUÉBÉCOISES DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE																					
Ce tableau présente les titres de compagnies québécoises actives dans les secteurs de la nouvelle économie (haute technologie, biotechnologie et communication). Ces titres sont inscrits à la cote des Bourses de Montréal, Toronto, CDNX, New York ou Nasdaq. Les données sont fournies par la Financière Banque Nationale.																					
Ferm.	Cours à l'arrêt des transactions le vendredi.					Haut sem.	Sommet atteint par le titre au cours de la semaine dernière.														
Bas sem.	Plancher touché par le titre au cours de la semaine dernière.					Ch. sem.	Variation par rapport au cours de fermeture de la semaine précédente en pourcentage.														
En dollars US.																					
Technologies																					
Valeurs	Sym.	Ferm.	Haut	Bas	ch. %	ch. %	52 sem.	ch. %	1 an												
Ad Opt Technologies	AOP	2.47	2.80	2.47	-1.20	-22.81	5.00	1.80	-44.49												
Advantage Link Inc	AVK	0.08	0.08	0.06	14.29	-27.27	8.60	0.06	-99.06												
Aldeavision Inc.	ALD	0.15	0.15	0.14	0.00	-25.00	0.60	0.13	-72.73												
Alliances Artquest Inter.	AQB	0.08	0.23	0.10	-60.00	-82.22	2.00	0.10	-95.29												
Andromed Inc	AD	2.25	2.25	2.25	18.42	-25.00	2.50	1.50	NA												
BCE Emergis Inc.	IFM	31.30	32.40	27.05	7.38	-4.28	74.25	20.52	-56.41												
Boomerang Tracking Inc.	BMG	3.20	3.65	2.85	-9.86	-20.76	6.00	1.85	-44.35												
Branchex-Vous Inc	BZV	0.07	0.07	0.07	-30.00	-62.50	1.60	0.03	NA												
Bridgepoint Inter.	BDG	0.13	0.17	0.13	-13.33	-40.91	3.30	0.04	-95.81												
Cenosis Inc.	CE	0.45	0.48	0.40	-8.16	-43.75	3.90	0.31	-87.50												
Clemex Technologies Inc.	CXGA	0.27	0.27	0.20	35.00	-10.00	1.00	0.12	-64.94												
C-Mac Industries Inc.	CMG	32.30	35.31	29.19	2.80	-2.57	113.5	22.75	-65.55												
Cognicase	COG	5.72	6.10	4.75	16.73	-17.93	20.30	3.41	-70.67												
Coreco Inc.	CRC	5.50	6.00	5.50	0.00	-13.39	7.80	0.14	-27.63												
Engenuity Technologies	EGY	0.75	0.85	0.75	-16.67	-46.43	3.60	0.70	NA												
Exfo Electro Optical	EXF	15.57	16.49	11.74	8.43	-16.25	78.40	11.74	-74.81												
Frisco Bay*	FBAY	4.15	4.55	3.50	9.50	-40.68	4.55	1.00	84.44												
Fun Key Studios Inc.	FUNA	0.10	0.10	0.10	0.00	0.00	0.55	0.06	-77.78												
Groupe CGI	GIB.A	9.55	9.59	8.90	5.52	7.30	11.80	5.01	-13.57												
Honeybee Technology Inc.	HBT	0.35	0.40	0.32	2.94	-72.00	2.99	0.30	-82.50												
Intasys Corp.*	INTA	1.74	2.01	1.49	-15.94	-54.44	20.31	1.25	-90.72												
ISEE3D Inc.	YEE	0.06	0.07	0.02	20.00	0.00	0.34	0.01	-78.57												
Logibec Groupe Informatique	LGI	2.00	2.45	1.90	0.00	-20.00	4.00	1.20	-46.67												
Lumenon Innovative*	LUMM	0.78	0.92	0.30	136.31	81.40	16.06	0.27	-94.60												
Mediolution Ltd.	MSH	1.46	1.53	1.41	-2.67	-14.12	2.64	1.30	-42.52												
Mediagrip Interactive	MDF	4.20	4.20	3.85	5.00	-21.50	19.00	3.50	-71.72												
Microtel Entreprises Inc.	EMI	1.40	0.00	0.00	-3.45	-5.88	2.10	1.05	-17.65												
Mindready Solutions Inc	MNY	3.80	3.80	3.70	8.57	-16.92	19.95	2.00	NA												
Mitec Telecom Inc.	MTM	3.90	4.20	3.80	0.00	-4.41	5.90	1.90	-2.99												
Netgrape Inc.	WWW	0.26	0.28	0.24	0.00	-35.44	5.65	0.20	-94.90												
Nextlink Technologies Inc	NTI	3.20	3.25	3.20	0.00	-20.00	4.50	2.61	-5.88												
NHC Communications	NHC	0.58	0.70	0.50	-10.77	-62.09	19.75	0.50	-96.48												
NSI Communications	YSI	0.81	0.81	0.75	22.73	NA	NA	NA	NA												
Nstein Technologies	ENI	0.13	0.18	0.12	-18.75	-35.00	1.95	0.10	-92.35												
Nurun Inc.	IFN	1.60	1.71	1.41	3.23	-16.23	21.00	1.41	-91.79												
Peachtree Network	PCH	0.15	0.15	0.15	7.14	-36.36	1.70	0.07	-82.36												
Promatec Industries Ltd.	PMK	2.80	2.88	2.80	0.00	-5.09	3.80	2.01	-20.00												
SACO Smartvision	SSV	0.13	0.13	0.07	-23.53	NA	1.70	0.05	-90.71												
Sand Techno Sys.*	SNDT	1.45	2.11	1.44	-27.50	-46.30	7.97	1.44	-66.38												
Saturn Solutions Inc.	SDO	0.80	0.81	0.75	-4.76	-13.98	4.25	0.70	-80.00												
Speedware Corp. Inc.	SPW	0.26	0.26	0.26	-1.92	-15.50	1.15	0.20	-75.71												
SR Telecom Inc.	SRX	1.70	1.75	1.65	0.00	1.19	5.95	1.10	-69.09												
Surefire Commerce Inc.	FIR	1.16	1.20	1.05	0.87	-14.07	4.80	0.85	-75.05												
Tecsys	TCS	1.10	1.10	0.95	0.00	-35.29	11.50	0.95	-89.16												
ZAQ Inc.	ZAQ	0.15	0.17	0.12	7.14	-6.25	3.20	0.09	-95.00												

Biotechnologies											
Valeurs	Sym.	Ferm.	Haut	Bas	ch. %	ch. %	52 sem.	ch. %	1 an		
Aeterna Laboratoire Inc.	AEL	7.40	7.45	7.20	0.95	-6.92	14.10	6.25	-35.37		
Airtel Rech et Tech avancées	ARA	3.75	4.00	3.50	-3.85	-11.77	8.15	3.50	-53.13		
Axcan Pharma	AXP	16.24	16.95	16.01	-4.19	-9.78	18.40	12.50	-1.28		
Bioenvlop Technologies Corp	BIE/A	0.80	0.98	0.70	-5.88	-11.11	4.75	0.70	-80.49		
Conjuchem	CJC	5.25	5.75	5.10	2.94	-16.00	9.00	5.00	NA		
Diagnocure Inc.	CUR	0.82	0.89	0.76	3.80	-25.46	2.50	0.75	-64.35		
Ecopia Biosciences Inc.	EIA	1.69	1.70	1.40	25.19	5.63	7.00	0.85	NA		
Genomics One Corp.	GNX	0.32	0.46	0.31	-28.89	-33.33	6.45	0.31	-92.66		
Haemacore	HAE	0.92	1.04	0.90	-8.00	-16.36	2.60	0.85	-59.11		
Helix Hearing Care of America	HCA	0.60	0.60	0.50	9.09	-37.50	1.83	0.45	-63.64		
Ibex Technologies Inc.	IBT	0.20	0.28	0.20	-4.76	-33.33	0.75	0.17	-67.21		
Lalopharm Inc.	DDS	6.45	6.93	6.25	-4.59	4.88	7.15	1.75	14.80		
Neptune Tech. et Biores.	NTB	1.20	1.20	1.00	0.84	-14.82	1.50	0.95	NA		
Neurochem Inc.	NRM	3.70	4.25	3.60	-2.27	-26.00	10.05	3.95	-62.05		
Nexia Biotechnologies Inc.	NXB	5.60	5.70	5.53	-0.88	-20.00	8.25	4.85	NA		
Nymox Pharmaceutical*	NYMX	4.28	4.30	3.65	10.31	-3.60	4.91	1.06	20.14		
Paladin Labs Inc.	PLB	4.50	4.50	4.02	3.45	-5.26	6.90	3.90	-11.76		
Procyon Biopharma Inc.	PBP	0.55	0.68	0.53	-20.29	-21.43	2.00	0.50	-70.27		
ProMetric Life Sciences	PLI	1.38	1.50	1.38	-0.80	-12.10	1.94	0.56	-2.22		
Signalgene Inc.	SGI	0.27	0.27	0.20	42.11	1.89	1.89	0.19	-83.54		
Theratechnologies Inc.	TH	9.25	9.70	8.85	1.09	-22.27	15.40	7.75	-39.34		

Communications											
Valeurs	Sym.	Ferm.	Haut	Bas	ch. %	ch. %	52 sem.	ch. %	1 an		
Astral Communications	ACMA	44.85	45.45	44.15	1.65	0.52	51.00	38.00	3.10		
BCE Inc.	BCE	35.70	36.65	33.95	3.57	-7.27	45.00	32.25	0.28		
Bell Canada International	BI	5.58	5.85	4.00	15.29	-35.49	33.50	4.00	-82.88		
Cable Satls. International	CSQA	3.62	3.85	3.40	1.97	-9.50	7.25	3.25	-43.88		
Cogeco Cable Inc.	CCA	23.95	25.25	23.00	-1.80	-11.46	42.50	23.00	-42.08		
Cogeco Inc.	CGO	21.25	22.30	20.50	-1.25	-8.60	42.00	19.06	-49.10		
Cossette Commun. Gr.	KOS	12.25	13.25	11.50	-8.58	-12.19	18.85	11.50	NA		
GTC Transcontinental	GRT.A	21.68	22.75	21.50	-3.64	-7.35	24.25	15.05	24.24		
Microcell Telecommunications	MTLB	1.75	3.54	1.57	-48.68	-71.41	46.75	1.57	-95.39		
Quebecor Inc.	QBR.A	18.16	19.66	18.21	-6.87	-20.18	36.75	17.00	-49.56		
Quebecor World	IQW	37.25	39.90	35.70	-5.93	-8.92	42.65	32.00	6.43		
Telesysteme Inter.	TIW	0.58	0.99	0.41	-32.56	-71.00	115.0	0.41	-99.48		
TVA	TVA.B	9.80	10.50	9.75	-1.31	-28.73	20.70	7.90	-51.01		

LE MARCHÉ DES AMÉRIQUES

La paupérisation d'Haïti



FRÉDÉRIC WAGNIÈRE
ANALYSE

Le Sommet des Amériques, à Québec, a souligné l'importance de la démocratie pour l'intégration économique des deux continents. Dans son allocution finale, le premier ministre Jean Chrétien a toutefois sermonné le président d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, au sujet de la fragilité de la démocratie.

Selon Port-au-Prince, M. Aristide a été élu pour son deuxième mandat avec plus de 90 % des suffrages exprimés. La participation aurait été de 60 %. Mais des observateurs neutres estiment que la participation se situerait entre 5 % et 20 %. Le parti de M. Aristide, Fanmi Lavalas, jouit d'une majorité au Parlement après des élections entachées de fraude.

Cette image de la politique en Haïti, qui a connu des périodes encore bien pires, est reflétée dans son économie et dans sa déchéance sociale. Haïti est le pays le plus pauvre des Amériques avec un revenu par habitant d'environ 400 dollars américains. En réalité, cette moyenne est plus élevée parce que l'argent envoyé à leurs familles par un million de Haïtiens de la diaspora n'y est pas compris. Par ailleurs, on estime que 70 % de l'activité économique est souterraine et n'est donc pas comprise dans les chiffres du produit intérieur brut.

Même si le revenu par habitant est plus élevé que 400 \$ US, il ne l'est vraisemblablement pas pour la grande majorité des Haïtiens, notamment les deux tiers qui vivent de l'agriculture de subsistance. On estime que moins de 1 % de la population détient plus de la moitié de la richesse. Il s'agit de quelque 200 familles, dont 30 sont très influentes.

L'économie souterraine joue souvent un rôle positif dans le monde en procurant un revenu d'appoint aux gagne-petit. C'est sans doute le cas en Haïti, où de nombreux échanges de biens et de services ne sont jamais comptabilisés. Mais l'économie souterraine y joue aussi un rôle beaucoup plus sinistre. Elle représente la corruption qui est présente dans tous les aspects de la politique, de la vie publique et des entreprises privées, permettant notamment aux familles riches d'exercer un contrôle sur le pays. Enfin le trafic de la drogue, qui transite par Haïti entre les pays producteurs et les États-Unis, est un élément important de l'économie souterraine.

Au cours des années quatre-vingt-dix, à l'instigation des pays industrialisés, le gouvernement a voulu stimuler le développement économique en privatisant les grands monopoles d'État. Peu d'Haïtiens en ont profité, car se sont les grandes familles qui se sont porté acquéreurs et contrôlent maintenant directement ce qu'ils contrôlaient auparavant indirectement avec la complaisance d'un État corrompu.

La population, comme l'économie, est fortement polarisée avec un petit nombre de riches à un extrême et un grand nombre de miséreux à l'autre. Entre les deux, il y a une très faible classe moyenne composée du personnel de l'État, des enseignants et du personnel de santé, deux organisations qui crient misère. On évalue les emplois dans les industries manufacturières urbaines à 20 000-30 000. Ce chiffre a diminué de moitié au cours des années quatre-vingt-dix, un indicateur de la paupérisation progressive du pays.

Le déclin du peu de classe moyenne que Haïti a jamais eue pourrait avoir des suites très graves. On a remarqué un peu partout dans le monde que le développement d'une classe moyenne est un élément essentiel pour l'éclosion d'institutions vraiment démocratiques. Contrairement au prolétariat industriel de l'époque de Marx, la classe moyenne a des intérêts matériels et sociaux qu'elle veut que le gouvernement protège et améliore par des politiques économiques et sociales. Elle est aussi suffisamment nombreuse pour former une majorité stable et même l'alternance du pouvoir.

Il existe néanmoins de timides efforts pour permettre aux Haïtiens de créer de petites entreprises indépendantes. Dans une série d'articles parus dans *La Presse* en mars, Marie-Claude Malboeuf a notamment décrit le système des microcrédits, de l'ordre de 100, 200 ou 500 dollars, offerts par au moins une banque à des commerçants individuels pour mieux rentabiliser leur entreprise. Il s'agit le plus souvent de la vente de produits dans la rue et les crédits pourraient un jour permettre l'ouverture d'une véritable petite boutique.

Les microcrédits ont eu du succès dans d'autres pays pauvres, comme le Bangladesh. Au bout de quelques années, les affaires de certains commerçants ou artisans se sont suffisamment développées pour qu'ils puissent obtenir du crédit bancaire normal. Ce qu'il faut craindre en Haïti, cependant, est le même phénomène qu'en Russie, où chaque entreprise qui devient profitable est aussitôt la cible d'un racket de protection.



Photo Bloomberg ©

L'année avait bien commencé au Brésil, à tout le moins dans le secteur automobile, dont les exportations ont grimpé en flèche au début de 2001.

L'après-attentats risque de faire mal au Brésil

La raréfaction du crédit risque d'arriver au moment où le pays a besoin de 80 milliards US

d'après Bloomberg

RIO DE JANEIRO – Des compagnies brésiliennes pourraient pâtir de la raréfaction de l'offre de crédit si les attaques terroristes perpétrées aux États-Unis amènent les investisseurs à hésiter à fournir les 80 milliards de dollars américains en financement étranger dont le Brésil aura besoin en 2002, souligne la firme d'analyse et de cotation Standard & Poor's.

Le Brésil, de même que le Costa Rica et Panama, sont les pays que les répercussions des attaques contre le World Trade Center et le Pentagone pourraient rendre les plus vulnérables, précise Standard & Poor's dans un rapport soumis aux investisseurs et portant sur les économies des pays de l'Amérique latine.

Des compagnies brésiliennes telles Petroleo Brasileiro SA, la société pétrolière d'État, Gerdau Metalurgica SA, un fabricant d'acier, Editora Abril SA et Klabin Fabricadora de Papel SA, une papeterie, sont parmi les entreprises qui ont besoin d'un refinancement d'environ 7,3 milliards US d'ici la fin de l'année.

« Les attaques terroristes du 11 septembre vont engendrer des pressions supplémentaires sur les économies latino-américaines, souligne le rapport. Standard & Poor's prévoit qu'une aversion accrue pour le risque et une fuite vers les titres de qualité compromettront l'accès des marchés émergents au financement étranger. »

Chute des investissements

Des besoins en capital évalués à plus de 80 milliards US l'an prochain, 30 milliards US seront nécessaires pour refinancer des dettes qui viennent à échéance dans moins d'un an, les lignes de finance-

ment du commerce extérieur, par exemple. En outre, il faudra 25 milliards US environ pour refinancer des dettes à long terme venant à échéance et aux alentours de 21,5 milliards US pour financer le déficit du compte courant, signale Standard & Poor's.

Par ailleurs, il faudra trouver environ 5 milliards US pour rembourser les investisseurs qui exerceront les options de revendre avant échéance les obligations aux compagnies, ajoute S&P.

L'investissement direct étranger est en baisse. En 2002, on s'attend à ce qu'il couvre entre 12 et 15 milliards US de besoins en financement extérieur, précise Standard & Poor's. C'est moins de la moitié des 31 milliards US consentis l'an dernier et les trois quarts seulement des 20 milliards US que le Brésil pourrait recevoir cette année.

Avant les attaques aux États-Unis, les préoccupations tournaient autour du possible défaut de paiement de la dette du secteur public (130 milliards US) au pays voisin, l'Argentine, ainsi d'une pénurie d'énergie au Brésil.

Chute de la devise

Si le récent programme gouvernemental de prêts de 15,6 milliards US mis sur pied par le Fonds monétaire international va aider le gouvernement à gérer sa dette, Standard & Poor's estime « que les fortes sommes dues par le secteur privé » seront plus difficiles à rembourser.

Standard & Poor's affirme qu'elle n'a pas l'intention de modifier, dans l'immédiat, la cote des emprunts souverains du Brésil. En août dernier, la compagnie de classement du risque avait abaissé à négative la perspective brésilienne, indiquant ainsi qu'elle pourrait déclasser la notation de la dette du Brésil.

Si les compagnies ne réussissent pas à

satisfaire leurs besoins, il est probable que la devise brésilienne va chuter davantage, rendant encore plus difficile le remboursement des dettes en devises étrangères par les compagnies et les gouvernements, précise S&P. Cette année, le real a perdu 29 % de sa valeur par rapport au dollar américain.

Les entreprises brésiliennes doivent 18 milliards US à l'étranger, dette venant à échéance l'an prochain, selon la banque centrale, sans compter les 7 milliards US dus cette année.

Les compagnies éprouvent déjà des difficultés à gérer leurs dettes. Le mois dernier, les investisseurs ont rejeté une proposition présentée par Cia. Energetica de Minas Gerais de leur verser 95 \$ US pour chaque tranche de 1000 \$ US en obligations en échange de la promesse de ne pas revendre la dette aux compagnies avant l'échéance.

Les obligations, qui viennent à échéance en 2004, s'accompagnent d'une option qui per-

met de les revendre en novembre de cette année. Environ 10 % seulement des détenteurs d'obligations ont consenti. Il reste encore environ 150 millions US en obligations à recouvrer.

Déjà avant les attaques terroristes, les entreprises brésiliennes faisaient face à un ralentissement économique. Ainsi, Globo Comunicacoes e Participacoes SA, l'un des plus importants emprunteurs brésiliens sur le marché international, a vu ses revenus de publicité dégringoler à sa filiale Globo Television Network. À l'échelle nationale, la publicité a chuté de 14 % dans la première moitié de l'année, a soutenu Roberto Kadlec, analyste de dette à la Banc of America Securities, à Sao Paulo.

Déjà avant les
attaques terroristes,
les entreprises
brésiliennes faisaient
face à un
ralentissement
économique.

EN QUELQUES MOTS

Taxe pétrolière

LES COMPAGNIES pétrolières exercent des pressions sur le gouvernement vénézuélien pour qu'il modifie une loi qui augmenterait les redevances que les étrangers doivent payer sur l'exploration et l'exploitation. Cette taxe deviendrait une des plus élevées au monde et découragerait les investissements, sauf dans les projets les plus profitables. Le gouvernement tient à cette augmentation, qui rendrait ses revenus plus stables et plus prévisibles.

Voitures argentines

LE BRÉSIL menace d'imposer des amendes aux compagnies d'automobiles qui importerait des voitures argentines au-delà des limites permises. Cela pourrait entraîner une baisse de la production argentine, parce que la récession et la baisse de la demande interne ont provoqué une forte hausse des exportations à destination des pays voisins.

Le Brésil vulnérable

SELON STANDARD & POOR'S, les entreprises brésiliennes pourraient manquer de crédit si, à la suite de l'attentat du 11 septembre, les investisseurs sont moins prêts à accorder 80 milliards de dollars américains en crédits dont le Brésil aura besoin en 2002. Le Costa Rica et Panama font face au même danger. Des compagnies, telles que Petroleo Brasileiro SA, et Gerdau Metalurgica SA, auront à emprunter 7,3 milliards alors que des prêts arriveront à échéance. Quelque 30 milliards seront nécessaires pour financer de nouveaux crédits commerciaux et 21,5 milliards pour financer le déficit du compte courant.

PIB vénézuélien

LE GOUVERNEUR de la banque centrale du Venezuela a dit que la croissance du PIB sera de 3,5 % cette année, légèrement en hausse

par rapport à l'année dernière, mais plus bas que les 4,5 % qui avaient été prévus auparavant. Cette baisse est surtout due à la diminution de 13 % de la production pétrolière décidée dans le cadre de l'OPEP.

Taxe antiterroriste

LES BRÉSILIENS protestent contre un projet de taxe additionnelle sur les vols intérieurs et internationaux pour couvrir les coûts supplémentaires entraînés par la hausse des primes d'assurances et l'achat de matériel de sécurité additionnel.

Baisse du café

LE CAFÉ À TERME a atteint son prix le plus bas en 26 ans et la récolte du café qui a lieu actuellement en Amérique latine pourrait encore augmenter les stocks aux États-Unis. La chute s'est accélérée lorsque les producteurs ont abandonné leurs efforts de restreindre les exportations.

Vente d'Aerolineas

L'ESPAGNE a vendu Aerolineas Argentinas à un groupe espagnol dirigé par l'agence de voyage Grupo Marsans pour 615 millions de dollars américains. L'acheteur assume la moitié de la dette de 1,2 milliards de dollars d'Aerolineas et le gouvernement espagnol continue à en assumer l'autre moitié. La compagnie, propriété espagnole depuis 1990, aurait été déclarée en faillite si aucun acquéreur n'avait été trouvé.

La samba en chute libre

LES VENTES de musique ont baissé de 20 % au premier semestre en Amérique latine à cause des problèmes économiques et de la piraterie. Selon l'industrie, la piraterie est parrainée par le crime organisé. Les ventes ont passé à 643 millions de dollars américains et les baisses ont été les plus prononcées au Brésil (-36,7 %), et au Chili, au Paraguay et en Uruguay (-29 %).



Michel Nadeau

Photothèque La Presse ©

HÉLÈNE BARIL

EN PLEIN COEUR de la tourmente qui secoue actuellement cette région du monde, la Caisse de dépôt et placement du Québec vient de former une coentreprise à Bahreïn pour gérer les 400 millions de dollars américains de la compagnie d'assurance Arab Insurance Group (ARIG).

Il s'agit du plus gros mandat de

gestion privé obtenu jusqu'à maintenant par la Caisse, a indiqué hier Michel Nadeau, le président de CDP Capital, la nouvelle filiale de la Caisse de dépôt, au cours d'un entretien téléphonique.

Selon lui, le début des bombardements américains en Afghanistan n'a pas perturbé la signature de l'entente de principe avec ARIG, qui est le résultat de huit mois de négociations avec la société arabe.

« On sent un peu d'inquiétude, mais l'activité est normale », a dit Michel Nadeau, qui pouvait entendre le fracas des avions américains qui allaient et venaient de leur base établie à trois kilomètres de son lieu de séjour.

Les deux partenaires seront associés à parts égales dans CDP ARIG, qui gérera les avoirs des assurés de la compagnie qui se trouvent un peu partout dans les pays du

Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les activités seront rentables dès la première année, a assuré Michel Nadeau.

La gestion des fonds se fera en partie à Montréal et en partie à Bahreïn, où la Caisse enverra 10 de ses employés. Le président de CDP Capital ne prévoit pas de problèmes pour le recrutement de ces employés. Selon lui, la vie est très agréable à Bahreïn, « où l'impôt n'existe pas et où les gens sont très ouverts aux nouvelles réalités ».

Bahreïn compte seulement 650 000 habitants. Centre financier de la région, le pays tire l'essentiel de ses revenus du pétrole, même s'il n'est pas lui-même un producteur important. Au dire de Michel Nadeau, la Caisse de dépôt est à Bahreïn pour y rester. « J'ai rencontré le président de la Banque centrale qui nous a laissé entrevoir des opportunités intéressantes dans le domaine de l'assistance technique », a-t-il dit. Selon lui, le marché potentiel de CDP ARIG s'évalue à un trillion de dollars américains.

Le président de CDP Capital rentre demain à Montréal, mais il retournera à Bahreïn en janvier pour l'inauguration officielle des locaux de CDP ARIG. M. Nadeau espère rencontrer à cette occasion le prince régnant Al-Khalifa, pour discuter d'autres projets communs.

EN BREF

AT&T Wireless propriété entière de TeleCorp

QUALIFIANT sa décision de plus importante initiative stratégique qu'elle pouvait prendre, la société AT&T Wireless a annoncé hier qu'elle allait acquérir les 77 % de la propriété de TeleCorp PCS qu'elle ne possédait pas encore contre 2,4 milliards de dollars américains en actions. AT&T Wireless, troisième fournisseur de communications sans fil aux États-Unis, assumera également une dette de 2,1 milliards US et environ 221 millions US en valeurs privilégiées. « Voilà qui correspond parfaitement à toutes nos priorités stratégiques », a expliqué John Zeglis, PDG de AT&T Wireless. Cette initiative permettra à la compagnie établie à Redmond, dans l'État de Washington, de disposer d'une zone de couverture (une région géographique où l'usage du téléphone cellulaire est possible) à l'égal des plus grands fournisseurs au pays, a dit Zeglis. TeleCorp fournit du service dans 16 des 100 principaux marchés américains et à peine quelques-uns d'entre eux chevauchent la couverture offerte par AT&T Wireless. Cet ajout fournit à AT&T Wireless la possibilité de viser un marché de millions de consommateurs supplémentaires et de concurrencer plus vigoureusement des rivaux tels Verizon.

ARGENT DISPONIBLE

Rapide Finance Cie Ltée

- Problème de liquidités ?
- Prêts commerciaux à court terme seulement
- Confidentialité

342-4488

2992515

Avis de dividende ALCAN INC.

Dividendes trimestriels Par action

Actions préférentielles

Série E Can. 0,276250 \$

Payable - le 31 octobre 2001

Date de clôture des registres
- le 15 octobre 2001

Roy Millington
Secrétaire

2994123A



BOMBARDIER

AVIS DE DIVIDENDES

Le 25 septembre 2001, le conseil d'administration de Bombardier Inc. a déclaré les dividendes suivants :

Actions classe A (droits de vote multiples)	0,045 \$ par action
Actions classe B (droits de vote limités)	0,045 \$ par action plus un dividende prioritaire de 0,00039075 \$
Actions privilégiées série 2	0,34375 \$ par action

Les dividendes seront payés le 31 octobre 2001 aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 19 octobre 2001.

Roger Carle
Secrétaire de la Société
Le 25 septembre 2001

2991593

Bay Street tient à garder ses distances



HÉLÈNE BARIL
L'ÉTAT INVESTISSEUR
 SAM | 1 > Confusion dans l'air
 DIM | 2 > Des projets controversés
 MAR | 3 > Une Caisse dérangeante

La Caisse de dépôt et placement du Québec a offert 50 millions de dollars de plus que tout le monde pour acheter RT Capital, la filiale de gestion de caisses de retraite de la Banque Royale, mais la firme a finalement été vendue à la banque suisse UBS.

Quelques semaines auparavant, la Caisse avait manqué une autre bonne occasion, l'acquisition de la firme de fonds communs Mackenzie, qui lui a filé entre les doigts. C'est le groupe Investors, filiale de Power Corporation, qui a ramassé la mise pour 4 milliards de dollars.

Double malchance ? Pas tout à fait. Les financiers de Toronto ne l'avoueraient jamais, même sous la torture, mais pour eux, tout est mieux que de se faire acheter par la Caisse de dépôt, y compris accepter de se vendre à un prix inférieur.

« Rien que penser à la Caisse donne de l'urticaire aux gens de Toronto », reconnaît un de ses anciens dirigeants, qui tient à garder l'anonymat. Selon lui, ce n'est pas pour rien que la Caisse ouvre des bureaux partout dans le vaste monde : l'horizon est bouché pour elle dans le reste du Canada.

Le gestionnaire de fonds Stephen Jarislowsky comprend bien l'attitude des gens d'affaires de Toronto : « Le privé ne veut pas être envahi par le gouvernement », résume-t-il.

Car malgré tous ses efforts pour changer cette perception, la Caisse de dépôt, à Bay Street, reste le bras financier du gouvernement du Québec.

La Caisse a beau clamer son indépendance, « elle a fait pas mal de gestes nationalistes par le passé et encore aujourd'hui », dit le gestionnaire qui est reconnu pour ne pas avoir la langue dans sa poche. « Elle a voulu garder à tout prix des sièges sociaux, elle n'a



La détérioration des relations de la Caisse de dépôt avec les milieux d'affaires de Toronto remonte à très loin. À 1980, plus précisément, quand Jean Campeau (à gauche) en est devenu le président. Le gestionnaire de fonds Stephen Jarislowsky (à droite) comprend bien l'attitude des gens d'affaires de Toronto : « Le privé ne veut pas être envahi par le gouvernement », résume-t-il.

pas voulu vendre ceci ou cela. Ce n'est pas tellement apprécié à l'extérieur du Québec et on n'est pas tellement ravi de lui parler. »

Retour à 1980

La détérioration des relations de la Caisse de dépôt avec les milieux d'affaires de Toronto remonte à très loin. À 1980, plus précisément, quand Jean Campeau en est devenu le président. Coup sur coup, la Caisse a alors pris le contrôle de Domtar et de Gaz Métropolitain, ce qui a dérangé les marchés financiers. Quand elle s'est alliée à Paul Desmarais, de Power Corporation, pour prendre une position importante dans Canadien Pacifique, qui était alors la plus grosse entreprise canadienne cotée en Bourse, l'opposition s'est montrée au grand jour. Cédant aux pressions de la direction du CP, le gouvernement d'Ottawa a tenté de faire adopter une loi pour empêcher la Caisse d'acheter des actions de la compagnie.

La Caisse a fait plusieurs autres gestes hautement suspects d'interventionnisme



Photothèque La Presse ©

gouvernemental de l'autre côté de la rivière des Outaouais.

Il y a eu la prise de contrôle de Gaz Métro, pour laquelle la Caisse avait recruté d'improbables associés : Marcel Dutil, qui avait fait fortune dans les poutrelles d'acier avec Canam-Manac, et Bertin Nadeau, un entrepreneur aux intérêts diversifiés, mais pas du tout dans le secteur de l'énergie.

Il y a eu la mainmise sur Provigo en 1985, encore avec Bertin Nadeau. Il y a eu aussi Steinberg, dont la Caisse a réussi en 1989 à empêcher la vente à des intérêts torontois, mais son intervention dans le secteur alimentaire s'est finalement conclue par un échec. Steinberg a disparu et son concurrent Provigo a été vendu à Loblaw, le puissant détaillant de Toronto.

Et puis, l'an dernier, la Caisse s'est opposée à la vente de Vidéotron à Rogers Communications. Dans une transaction qui fait vaciller l'empire Quebecor et dont le fondement économique reste encore à prouver, la Caisse s'est associée à Pierre Karl Péladeau pour bloquer l'offre de Rogers et offrir une

surenchère aux principaux actionnaires de Vidéotron, la famille Chagnon.

Le jour même de l'annonce de la tentative conjointe de la Caisse et de Quebecor pour prendre le contrôle de Vidéotron, son président, Jean-Claude Scraire, était en entrevue au quotidien *Globe & Mail* et plaissait justement l'approche « business » de la Caisse. En quelques minutes, lorsque la nouvelle concernant Vidéotron a été connue, les efforts des dirigeants de la Caisse pour se bâtir une crédibilité ont été réduits à néant.

À lui seul, l'investissement dans Quebecor Media pourrait mettre en péril le rendement de la Caisse pour des années. Quebecor, une entreprise prospère qui compte encore parmi les fleurons de l'économie québécoise, pourrait aussi ne jamais s'en remettre. Pierre Karl Péladeau rejoindrait alors Michel Gaucher (Steinberg), Bertin Nadeau (Provigo) et quelques autres dans le club des héros déçus de la Caisse. Et Bay Street dira : on le savait bien !

- FIN -

CAISSE

Suite de la page D1

« Quand le secteur public prend beaucoup de place, le secteur privé s'atrophie. Le gouvernement doit alors intervenir davantage dans l'économie pour pallier ses lacunes. On n'en sort pas. »

C'est tout à fait ce qui se passe au Québec, affirme-t-il. « L'État est beaucoup trop présent, et le niveau d'impôt est faramineux. Par ailleurs, personne ne veut plus prendre de risque. Tout le monde veut des subventions et des fonds publics pour entreprendre la plus petite chose. »

Pour le président d'Investissement Québec, Louis Roquet, l'attitude des entrepreneurs québécois à cet égard est plus européenne qu'américaine. « Au Québec, quand ça va mal, on appelle le gouvernement à la rescousse. Aux États-Unis, quand ça va mal, on dit au gouvernement de se retirer », lance-t-il.

C'est encore plus simple que ça, estime pour sa part le spécialiste en financement Robert Demers : « Les entrepreneurs ne sont pas idiots. Ils savent que les fonds sont disponibles alors ils seraient fous de ne pas en profiter », dit-il.

Plus grave encore que l'éparpil-



Photothèque La Presse ©

Pour le président d'Investissement Québec, Louis Roquet, l'attitude des entrepreneurs québécois est plus européenne qu'américaine : « Au Québec, quand ça va mal, on appelle le gouvernement à la rescousse. »

lement et le chevauchement, le manque de contrôle est criant au sein de nos sociétés d'État, affirme un ancien dirigeant de la Caisse de



Photo MICHEL GRAVEL, La Presse ©

Le développement économique n'est pas la mission première de la Caisse, dit Gabriel Savard, ancien président-directeur général de la Société de développement industriel.

dépôt, un des rares à avoir accepté d'accorder une entrevue.

Il a un exemple tout frais pour illustrer sa préoccupation : sans consultation ni débat, la Caisse de dépôt et placement du Québec vient de changer le nom qu'elle porte depuis sa création pour CDP. Ça fait mieux, semble-t-il, sur les marchés internationaux. La Caisse a aussi bouleversé son organisme pour créer CDP Capital et placer à sa tête son numéro deux, Michel Nadeau.

« Qui a décidé ça ? se demande-t-il. Et qui à la Caisse a décidé de partir à la conquête du monde alors qu'il y aurait tant à faire ici ? »

Il fournit bien sûr la réponse. La direction de la Caisse a carte blanche et ce n'est pas normal pour une entreprise de 125 milliards d'actif. Les membres de conseil d'administration se font mener par le bout du nez, selon lui, parce que le conseil n'a ni la compétence, ni la volonté de contester les positions des dirigeants de la Caisse.

Chose certaine, la Caisse de dépôt ne veut rendre de compte à personne, sauf à ses déposants, qui sont, dans l'ordre, le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime des rentes du Québec (RRQ), la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST), la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Société de l'assurance automobile du Québec. Les déposants peuvent discuter de politique de placement et se montrer insatisfaits du rendement obtenu, mais ils ne peuvent pas placer leur argent ailleurs, puisque la loi le leur interdit. Ils ont encore moins le pouvoir d'influencer les grandes orientations de la Caisse.

Prétextant son indépendance, la Caisse de dépôt a refusé en 1998 l'examen approfondi du vérificateur général du Québec, dont le mandat est de se pencher sur le fonctionnement des organismes publics. Le bureau du vérificateur a contesté, mais le débat a été vite expédié.

Selon la Caisse, le bureau du vérificateur n'a pas l'expertise requise pour se prononcer sur le fonctionnement d'un spécialiste de la gestion de fonds. Cette prétention est peut-être discutable, mais le gouvernement a donné son appui à la Caisse et le vérificateur a pris son trou. Il a toutefois l'intention de revenir à la charge et il réclame des modifications à la loi qui lui permettraient de faire son travail.

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION



maîtrisez
l'information.
 maîtrisez
l'avenir.

AVEC UN PROGRAMME DE 2^e CYCLE
 EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION,
 OUVREZ-VOUS TOUS LES HORIZONS !

- Maîtrise en technologie de l'information (45 cr.)
- Diplôme d'études supérieures spécialisées (30 cr.)
- Programme court en technologie de l'information (15 cr.)

EFFECTUEZ À DISTANCE LA QUASI-TOTALITÉ
 DE VOTRE FORMATION.

DEMANDE D'ADMISSION
 Hiver 2002 ► jusqu'au 1^{er} novembre 2001

POUR EFFECTUER VOTRE DEMANDE D'ADMISSION
 OU POUR PLUS D'INFORMATION :

www.eti.quebec.ca

(514) 396-8618 • 1 888 394-7888
 eti@etsmtl.ca

L'ÉTI EST UN PARTENARIAT ENTRE QUATRE ÉTABLISSEMENTS DU RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC.



Université du Québec
 École de technologie supérieure
 Institut national de la recherche scientifique
 Télé-université
 Université du Québec à Montréal

Les salons corporatifs du Casino Un atout pour vos affaires



L'exécutif



Salon Baccara

Augmentez vos chances de réussite lors de vos réunions d'affaires, cocktails ou réceptions.

Offrez à vos invités l'atmosphère intime et raffinée de L'exécutif, qui peut accueillir 18 personnes, ou, pour vos grandes réceptions, le décor somptueux et la vue panoramique du Salon Baccara, qui permet de recevoir 140 personnes. Découvrez aussi les meilleures cartes du Casino : ses menus gastronomiques et sa prestigieuse carte des vins.

Renseignements et réservations : (514) 392-2728 ou 1 800 665-2274, poste 2728

Un entrepreneur qui ne ménage pas ses transports

Le 11 septembre, Claude Deragon s’est vite placé en état d’alerte pour protéger ses camionneurs



MARINA AL RUBAEE
PME

Le jour des attentats meurtriers aux États-Unis, 42 chauffeurs de la compagnie de camionnage Transpel se trouvaient dans un rayon de cinq kilomètres autour du World Trade Center, à New York. Seize d’entre eux appartiennent à des communautés ethniques ; on trouve notamment des hindous et des musulmans.

Le patron, Claude Deragon, se met en état d’alerte : « Il fallait agir au plus vite, dit-il. Mon rôle, en tant que chef d’entreprise, est de veiller à la sécurité de mes hommes. » En un rien de temps, il prévient certains de ses employés avec son téléphone cellulaire. L’ordre leur est donné de regrouper tous les chauffeurs pour former une caravane, dans le but d’éviter que certains employés de communautés visibles soient victimes du ressentiment aux États-Unis, « J’ai l’habitude de travailler quotidiennement avec les États-Unis, affirme M. Deragon. Après la peur viendront la colère et la haine. » Ce qui n’a pas tardé justement à arriver.

« Il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac, prévient-il toutefois. Ce jour-là, je suis resté jusqu’à 11 h du soir au téléphone à rassurer les femmes de mes employés. »

Finalement, tous ses camionneurs ont passé la frontière en convoi, sans problème. Si bien que le lendemain des attentats, en soirée, les hommes étaient tous à la « maison ».

Cette expérience révèle comment Claude Deragon voit Transpel et ses autres entreprises de transport, de Boucherville, qui comptent 180 chauffeurs. Des entreprises rentables, certes, mais qu’il veut avant tout humaines.

Pas moins de 25 % de ses chauffeurs appartiennent à des ethnies diverses. Pour Claude Deragon, cela ne fait aucune différence : ce sont des gens courageux qui effectuent un travail que peu de Canadiens ou d’Américains veulent faire. Car le manque de chauffeurs, estimé entre 1500 et 2000 au Québec, se fait cruellement sentir.

Au moment de notre rencontre, la semaine dernière, le dirigeant de Transpel évitait encore à ses employés de rouler sur les routes américaines, par mesure de prudence. « Attendons que les choses se tassent », dit Claude Deragon. L’homme possède un regard bleu, franc et expressif. Ses gestes débordent d’énergie. Son parler est volubile. Il a 46 ans et a réalisé son plus grand rêve : devenir un chef d’entreprise.

Il s’est retrouvé en 1999 à la tête de Transpel, après beaucoup de patience et, dit-il, « la chance (l’a) grandement aidé ».

Sa route a commencé à l’âge de 18 ans, sur les routes justement, et en camion. « Le côté nomade de camionneur m’a toujours attiré, raconte-t-il. C’est l’un des plus beaux métiers du monde. » Il poursuit ainsi jusqu’à ses 22 ans, avant de décider de changer de cap. Il quitte alors le volant pour les bureaux, gardant son rêve d’enfant bien au chaud dans un coin de sa tête. « J’avais jugé que c’était un bon tremplin », confie le dirigeant.

Il continue dans le monde des transports routiers en allant travailler pour la société Maslin Transport. Il lui a suffi de quatre ans pour gravir un à un les échelons. De commis de bureau, il est passé gérant terminal. À 26 ans, Il planifie, organise, gère.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

➤ Propriétaire:	Claude Deragon, président et chef de la direction
➤ Entreprises:	Transpel, PW Intermodal Corporate, AD Transport et Transferm
➤ Activités:	Camionnage, transport de différents types de marchandises
➤ Bureau d'affaires:	Boucherville
➤ Effectif:	350 employés

Puis, il change encore d’entreprise pour CP Ship. Il grimpera ainsi l’échelle hiérarchique pour atteindre le poste de directeur général.

En 1994, la vente tourne encore. Cela sera salutaire. « À l’époque, Transpel, créée en 1980, faisait partie de l’un de nos principaux fournisseurs, explique Claude Deragon. Son président, Alain Durivage, a pensé à moi pour devenir l’un de ses partenaires et associés. » Il accepte tout de suite.

Il achète alors la moitié des parts. L’autre moitié revient à Serge Durivage, le fils d’Alain. En 1998, ce dernier tombe malade et vend l’entreprise à... Claude Deragon.

« J’ai saisi cette chance d’être à mon compte, révèle-t-il. L’expérience et les rencontres accumulées au fil des ans m’ont permis d’acquiescer cette confiance et la reconnaissance de mes pairs », dit-il.

Et puis tout s’enchaîne vite. L’entreprise Transpel, spécia-

lisée dans le transport de marchandises de toutes sortes, voit arriver ses petites soeurs. M. Deragon devient propriétaire de trois autres sociétés : PW Intermodal Corporate, AD Transport et Transferm.

Le « patron » ne tarit pas d’éloges sur son équipe : « C’est l’une des plus compétentes et l’une des plus performantes du Canada dans le milieu du camionnage. »

À son arrivée en 1994, la société réalisait un chiffre d’affaires de 8 millions de dollars. A la fin 2001, il devrait atteindre 50 millions. Transpel, c’est ainsi 1600 mouvements de conteneurs par semaine dans la région de Montréal et entre le Canada et les États-Unis.

Et Claude Deragon voit d’autres acquisitions à l’horizon. Sa devise préférée résume bien le personnage : aujourd’hui n’est plus, portons nos regards vers demain.

ACHETEZ, PATIENTEZ, PATIENTEZ, RIEZ, RIEZ, RIEZ.

Chez AIC, nous ne faisons pas qu’investir de l’argent. Nous investissons dans un principe : acheter et conserver. Et cela, sans s’impatier des humeurs changeantes du marché. Si Rome ne s’est pas construite en un jour, la richesse non plus.

Au fil des ans, cette philosophie de placement a permis, à nos investisseurs comme à nous, de

grandir et de prospérer. Connaissance et conviction nous amènent ainsi à acheter des actions d’entreprises de haut calibre dans des secteurs en forte croissance à long terme. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle nous les gardons. Nos gestionnaires se concentrent sur la véritable valeur des sociétés, et non sur l’évolution des cours.

Par la suite ? Préserver votre patrimoine, accroître le capital et protéger vos placements des impôts très gourmands. Parce que chez AIC, nous prenons drôlement votre argent au sérieux. Achetez et patientez : rira bien qui rira le dernier.

1 800 263-2144
www.aicfunds.com/fr/

Les fonds communs de placement peuvent être sujets à des commissions, des commissions reportées, des frais de gestion et d’autres charges. Avant d’investir, veuillez lire le prospectus simplifié. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis. La valeur de leurs titres change fréquemment et la performance passée peut ne pas se reproduire.

**ACHETEZ.
PATIENTEZ. RIEZ.**



Quand l'incertitude devient certitude

DANIEL ROY
VOS ASSURANCES
collaboration spéciale

Pour plusieurs d'entre nous, les compagnies d'assurances générales sont là pour tout assurer ou à peu près. Mais la réalité est tout autre. L'un des principes fondamentaux de l'assurance veut que les assureurs acceptent d'assurer des événements incertains : ils ne savent pas à quel moment tel ou tel sinistre pourrait survenir. Ils savent cependant, grâce à leur service d'actuariat, qu'il y aura en moyenne tant de sinistres par année, dans un secteur ou une classe de risques donnée. Mais, évidemment, ils ne peuvent savoir à qui ça va arriver.

Quand l'incertitude fait place à la certitude

Lorsqu'on est en présence d'un risque où les probabilités de sinistres sont élevées (par exemple, les bars qui sont victimes d'incendies criminels à répétition depuis quelques temps), il est facile de comprendre que les assureurs ne veulent pas souscrire une police, car la nature incertaine du risque ne tient presque plus. En fait, même si l'on ne peut identifier avec certitude quel sera le prochain établissement ciblé, il est sûr et certain qu'il y en aura d'autres.

Nous pouvons mentionner les

difficultés que rencontrent les compagnies aériennes depuis les actes de terrorisme survenus à New York tout récemment ; certaines d'entre elles verront leurs primes augmenter substantiellement ; certaines exclusions seront ajoutées à leur contrat ; d'autres ne pourront peut-être plus trouver d'assurance, tout cela parce que la possibilité qu'un sinistre survienne à nouveau est moins incertaine qu'avant.

Le rôle de l'assuré

Quand les chances qu'un sinistre survienne sont élevées, la majorité des efforts déployés par l'assuré pour tenter d'améliorer son risque sont sans effet. Il a alors le choix entre assumer le risque ou cesser l'exploitation. Toutefois, pour les risques recherchés par les assureurs (c'est-à-dire dont la nature est incertaine), l'assuré a un rôle important à jouer pour éviter ou réduire son exposition aux sinistres. Dans certains cas, l'assureur pourrait exiger de l'assuré qu'il procède à l'installation d'un système d'alarme-intrusion relié, au ménage complet des lieux, à l'installation d'un système de gicleurs automatiques, à l'installation de grilles aux fenêtres, à la réfection complète de la toiture ou toute autre recommandation jugée pertinente.

Il va de soi que si l'assuré ne répond pas aux demandes de l'assureur, il s'expose soit au retrait de l'assurance, soit à une augmentation de franchise, soit à une modifica-

tion de couverture ; par exemple, l'assureur pourrait exclure le vol si le système d'alarme-intrusion n'est pas installé dans les délais prescrits. Et il n'est malheureusement pas rare qu'un assureur se retire après une inspection des lieux : si un assureur s'aperçoit que la toiture est sur le point de s'écrouler, il est évident qu'il va se retirer du risque, car la probabilité d'un sinistre est presque certaine ; il n'a alors qu'à donner le préavis prévu au contrat sans autre explication. L'assuré a donc la responsabilité de garder les lieux dans le meilleur état possible et il doit procéder aux réparations sur-le-champ.

La prévention, c'est l'affaire de tout le monde. Il ne faut pas attendre après l'assureur pour procéder à des réparations ou à des changements : c'est une question de gros bon sens. En fait, si l'assurance n'existait pas, serions-nous aussi imprudents, sachant que nous devrions payer nous-mêmes les dommages en cas de sinistre ?

Saviez-vous que...

... Les voleurs sont morts de rire lorsqu'un véhicule reste en marche parce que son propriétaire est sorti deux minutes au dépanneur ?

Daniel Roy est courtier en assurance de dommages chez Dale-Parizeau L.M. Inc., cabinet de services financiers. (514) 868-6431 www.dplm.com

EN VOYAGE AVEC NOUS

Les mercredis et samedis dans **La Presse**

VACANCES VOYAGE

DE TOUTES LES COULEURS!

Chaque samedi dans **La Presse**

MONT OIT

Le Cercle Canadien de Montréal

Présente :
Monsieur Robert Lacroix
Recteur
Université de Montréal

Titre de l'allocation :
« L'université et le phénomène de la globalisation »
Le lundi 15 octobre 2001 à 12 h
Le Wyndham, salle de bal

Commanditaire du déjeuner :
Raymond Chabot Grant Thornton

Réservations ou annulations
Le jeudi 11 octobre à 12 h

Partenaire principal: Bell

Commanditaires de saison: Ernst & Young,
Fasken Martineau DuMoulin

Billets:	50 \$ (membre)	65 \$ (non-membre)
• Table de 8:	380 \$ (membre)	500 \$ (non-membre)
• Table de 10:	475 \$ (membre)	620 \$ (non-membre)
• Table de 12:	570 \$ (membre)	750 \$ (non-membre)

Réservations: (514) 398-0333 Taxes incluses.

Nouvelle salle de montre

Venez voir nos nombreux modèles de plancher en liquidation !

1/2 PRIX

De plus nous fabriquons sur place des meubles de qualité à des prix que seul un vrai fabricant peut offrir.

Derniers modèles en stock «Steelcase» et «Reef» neuf à 1/2 prix

Modèles neufs et usagés

Neuf

Ensemble complet pour l'ordinateur. Huche combinée

Table de travail

Armoire combinée

Classeur latéral

Pupitre avec support

Seulement 499\$

Dorval

2052, route Transcanadienne
(entre le boul. des Sources et l'autoroute 13)

Tél. : (514) 990-4023

Heures d'ouverture:
Lundi au vendredi: 8 h à 17 h
Samedi : 10 h à 17 h

Mont Blanc

LE BROCANTEUR

Comment les Mayas ont-ils pu dresser la carte du ciel sans télescopes, laboratoires ni lentilles ?

L'ingéniosité. Transmise par des générations de solutionnistes, aujourd'hui l'apanage d'un très petit nombre. Vous en trouverez des exemples plus récents sur notre site www.cpr.ca.

CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE L'ingéniosité.

Les firmes de courtage Internet devront racler les fonds de tiroirs

En régression avant les attentats, ces entreprises sont maintenant en chute libre



STÉPHANIE GRAMMOND
FINANCES SUR LE NET

sgrammon@lapresse.ca

Déjà, le marché canadien était en baisse depuis 12 mois, sa plus longue période de correction depuis la crise pétrolière du début des années soixante-dix. Avec les attentats suicide qui ont lancé les États-Unis en guerre contre le terrorisme, la Bourse de Toronto n'a fait qu'accentuer ses pertes qui totalisent maintenant plus de 35 %, soit son plus fort recul des 45 dernières années.

Les firmes de courtage sur Internet et à escompte, qui ont déjà subi une baisse d'activité marquée, devront se serrer la ceinture, car les récents événements n'ont vraiment rien pour encourager les investisseurs individuels à recommencer à négocier.

Le chef de file canadien TD Wa-

terhouse a d'ailleurs avoué que le désastre du 11 septembre « pourrait prolonger la volatilité des marchés et entraîner une baisse du niveau d'activités des investisseurs, ce qui affecterait ses résultats ».

Charles Schwab, le plus gros courtier escompteur américain, qui offre ses services au Québec, a déclaré que la fermeture de quatre jours des marchés boursiers américains s'était traduit par une baisse de ses revenus de 20 millions de dollars américains. La firme s'attend à ce que ses bénéfices du prochain trimestre soient de 16 % inférieurs en raison des attaques.

Voilà qui survient au moment où bon nombre de courtiers Internet venaient de prendre le taureau par les cornes afin de retrouver la ren-

tabilité. Schwab avait annoncé, il y a quelques semaines, son intention de mettre à pied 2400 personnes, représentant 11 % de son effectif.

Et à la fin du mois d'août, l'américaine E*Trade, qui est aussi présente au Canada, avait pris différentes mesures afin de réaliser des économies annuelles de 60 à 70 millions (US) avant impôts.

Les sociétés canadiennes ont aussi commencé à mettre la hache dans leurs dépenses, mais pas au même rythme que leurs consoeurs américaines.

Pour l'instant, on sait que la filiale de la Banque TD, TD Waterhouse, qui a accusé des pertes de

21 millions au dernier trimestre, remerciera 600 de ses employés, soit 9 % de son effectif, afin d'éco-

nomiser 40 millions de dollars annuellement.

Pourtant, elle est loin d'être la seule dans le rouge.

La baisse d'intérêt pour la négociation en ligne a eu une incidence négative majeure sur le niveau de transactions dans les firmes de courtage au pays.

Au cours de la première moitié de l'année, les revenus des firmes de courtage sur Internet et à escompte ont fondu de 8 %, à 485 millions, selon un récent rapport de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM).

Pire encore, leurs bénéfices ont sombré de plus de moitié durant les six premiers mois de 2001, par rapport à la même période l'an dernier. Ils se sont chiffrés à 113 millions de dollars au premier semestre de l'année, par rapport à 236 millions l'an dernier.

« Les courtiers à escompte ont investi massivement dans l'infrastructure et leurs activités incluent une composante à frais fixes appréciable; le marketing représente aussi un coût nécessaire », note Stan Kumagai, économiste pour ACCOVAM.

Chez les courtiers de détail traditionnels, l'impact de la baisse des commissions a été amoindri par la hausse de 10 %, par rapport à l'an dernier, des revenus provenant des services tarifés. Ces systèmes de gestion à honoraires, où les clients paient un frais fixe en fonction de la taille de leur actif, connaissent une popularité grandissante. Les services tarifés représentaient l'an dernier 13 % des revenus de l'industrie, par rapport à 6 % il y a quatre ans seulement.

Dans l'ensemble, le portrait de l'industrie reste peu reluisant pour la première moitié de l'année. Plus de 40 % des firmes de courtage, toutes catégories confondues, ont subi des pertes, c'est-à-dire 80 sur 195. Au total, leurs revenus ont faibli de 21 % et leurs bénéfices de 31 %.

Une bonne nouvelle émerge cependant : « L'accumulation substantielle de l'actif sous gestion laisse entrevoir une éventuelle remontée rapide des activités de courtage au détail dès qu'une embellie sera en vue sur les marchés », estime l'ACCOVAM.

Le désastre du 11 septembre pourrait prolonger la volatilité des marchés et entraîner une baisse du niveau d'activités des investisseurs, ce qui affecterait ses résultats.



Michel Lachapelle, vice-président, *Les Plats du Chef* de Montréal. Spécialiste dans la fabrication de soupes, de bouchées et de mini-pizzas surgelées.

Deux fois plus de pizzas avec des technologies de pointe!

Le défi : Optimiser les procédés de cuisson et de congélation pour faire face à la croissance des ventes tout en maintenant un niveau de qualité élevé.

« Hydro-Québec nous a proposé un four électrique à infrarouge pour la cuisson et une pompe thermique pour le refroidissement. Ces équipements nous ont permis de maximiser nos investissements énergétiques et de développer de nouveaux marchés. Notre pizza dans tout ça ? Toujours le même bon goût à moindre coût. »

Vous voulez savoir comment les électrotechnologies peuvent stimuler vos affaires ?

Communiquez avec un représentant d'Hydro-Québec.

www.hydroquebec.com/affaires



Montréal (514) 385-8888, poste 4428 • Laval, Laurentides et Lanaudière 1 800 361-4119, poste 6299 • Outaouais et Abitibi-Témiscamingue 1 800 465-1521, poste 6661 • Montérégie, Estrie et Centre-du-Québec 1 800 361-3092 (indicatif régional 450) et 1 800 463-4462 (indicatif régional 819) • Québec, Mauricie et Chaudière-Appalaches 1 877 660-7403 • Bas-Saint-Laurent et Gaspésie 1 877 263-6623 • Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord 1 800 463-9900.

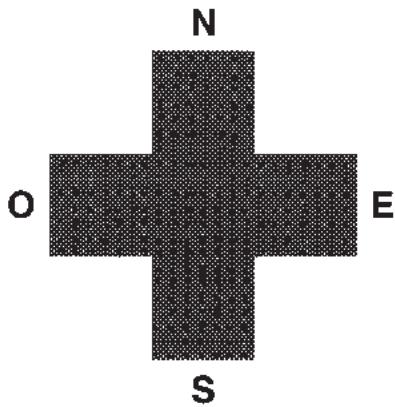
Uniforêt: Péribonka fermée pour une semaine

Presse Canadienne

COMPTE tenu des conditions difficiles sur le marché du bois d'oeuvre, Uniforêt arrête la production à son usine de Péribonka, au Lac-St-Jean, pour une semaine.

Environ 180 employés sont affectés par cette mesure temporaire.

Pour justifier sa décision, Uniforêt invoque la décision américaine d'imposer des droits compensatoires de 19 % sur les exportations canadiennes.



Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de
LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LTÉE
* Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ;
X = supplémentaire ; E = extraordinaire.

Raison sociale	Date insc.	Date d'ass.	Type d'ass.
Abington Ventures Inc.	25 oct.	29 nov.	S
Acces West Capital Corp.	16 nov.	21 nov.	AG
Actifi.com Inc.	24 oct.	29 nov.	AS
Airline Training Int'l Ltd.	26 oct.	12 déc.	AG
Alto Minerals Inc.	5 nov.	11 déc.	AG
Assistglobal.com Communication	2 oct.	26 oct.	AG
Astral Media Inc.	1er nov.	13 déc.	AS
Ballard Power Systems Inc.	23 oct.	27 nov.	S
Beaufield Consolidated Res.	10 oct.	10 déc.	AGS
Canmark Intl Resources Inc.	5 nov.	11 déc.	AG
Canyon Creek Food Company	17 oct.	30 nov.	AGS
Cons. Ecoprogress Tech. Inc.	7 nov.	17 déc.	AG
Conservation EP 2000 Inc.	26 oct.	29 nov.	S
Consolidated Topper Gold Corp.	22 oct.	29 nov.	AG
Contrans Corporation	26 oct.	5 déc.	A
Corner Bay Silver Inc.	29 oct.	12 déc.	AS
Corp. Technologies Biovelop*	17 sept.	30 oct.	AG
Corus Entertainment Inc.	31 oct.	11 déc.	A
Diamond Fields International	19 oct.	27 déc.	AG
Ellesmere Minerals Ltd.	24 oct.	28 nov.	AG
Ensel Corporation	10 oct.	30 nov.	AG
First Yellowhead Equities Inc.	15 nov.	18 déc.	AG
Fonds Can Micro-Cap Clarington	17 oct.	22 nov.	S
Fort Knox Resources Inc.	26 oct.	30 nov.	AS
Fosters Group Limited	14 oct.	22 nov.	AG
Founder Resources Inc.	23 oct.	30 nov.	AS
Genco Resources Ltd.*	24 oct.	30 nov.	AGE
Geststar Metals Inc.	22 oct.	26 nov.	A
Global Election System Inc.*	7 sept.	26 oct.	E
Grey Wolf Exploration Inc.	9 oct.	16 nov.	S
Health Care & Bio Venture Fund	13 août	23 oct.	G
Imperial Ginseng Product Ltd.	2 nov.	13 déc.	A
Independence Resources Inc.*	10 sept.	29 oct.	AG
Int'l Hydrocarbons Corp.	5 nov.	20 déc.	A
Intepac Inc.	23 oct.	27 nov.	AG
International Bio Recovery	23 oct.	11 déc.	AG
International Green Ice Inc.	25 oct.	4 déc.	A
Jessian Capital Corp.	23 oct.	27 nov.	AGS
Kingsway Intl Holding Limited	9 nov.	18 déc.	AG
Leitak Enterprises Ltd.	17 oct.	30 nov.	AG
Les Fonds AGF Inc.	18 oct.	28 nov.	S
Luxmatic Technologies N.V.	22 oct.	30 nov.	AG
Masterpiece Games Inc.	1er nov.	13 déc.	AG
Neptune Tech et Bioressources*	2 oct.	29 nov.	AGS
Net Nanny Software International	18 oct.	3 déc.	A
Neurochem Inc.	31 oct.	5 déc.	A
New Claymore Resources Ltd.	25 oct.	30 nov.	AG
New Energy West Corporation*	26 sept.	31 oct.	S
Online Consortium Corp.	26 oct.	4 déc.	AG
Pacific Minerals Inc.	16 oct.	20 nov.	E
Pacific Ranger Petroleum Inc.	18 oct.	23 nov.	AS
Pan Asia Mining Corp.	9 nov.	21 déc.	AGS
Pine Resources Corporation	26 oct.	30 nov.	AS
PrimeLine Energy Holdings Inc.	26 oct.	5 déc.	A
Reko International Group Inc.	23 oct.	11 déc.	AG
Reliance Energy Inc.	23 oct.	30 nov.	AS
Santory Resources Ltd.	7 nov.	14 déc.	AG
Saine River Resources Inc.	5 nov.	19 déc.	AG
Sharps Compliance Corp	21 sept.	19 nov.	A
Sonus Corp.	31 oct.	13 déc.	AGS
Southeast Energy Ltd.	12 oct.	16 nov.	AG
Staron Technologies Inc.	28 oct.	19 déc.	AG
Sutton Group Financial Service	1er nov.	7 déc.	A
The Jenex Corporation	22 oct.	26 nov.	AS
Tudor Corporation Ltd.	5 nov.	20 déc.	A
Unifors Vision Inc.	13 nov.	19 déc.	AG
Uruguay Goldfields Inc.	17 oct.	23 nov.	AS
Vergene Capital Corp.	24 oct.	28 nov.	AS
Virginia Gold Mines Inc.	17 oct.	29 nov.	AS
Walt Pacific Resources Ltd.	23 oct.	30 nov.	AS
X-Gal Resources	23 oct.	30 nov.	AS
XMP Mining Limited	15 oct.	26 nov.	AG
Zlin Aerospace Inc.	12 nov.	17 déc.	AS

2994962

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

9 octobre 2001

Page D15 manquante



Mike Harris, premier ministre de l'Ontario

Pas de récession en Ontario, clame Mike Harris

MARTIN VALLIÈRES
VU DE TORONTO

L'Ontario a beau perdre des emplois par milliers depuis l'été — au moins 9000 en septembre selon le plus récent relevé de Statistique Canada — et les principaux économistes du milieu financier de Bay Street, déjà convaincus d'un début

Photo PC

de récession en Amérique du Nord, ont beau prévoir que la variation du PIB ontarien pourrait glisser au dernier rang des provinces cette année et l'an prochain, peu importe, le premier ministre conservateur de l'Ontario, Mike Harris, et son ministre des Finances, Jim Flaherty, refusent d'évoquer même le risque de récession dans la province.

Cette volonté jovialiste du gouvernement Harris s'est révélée au grand jour à la fin de la semaine dernière, après une entrevue du premier ministre à une station radiophonique de Toronto.

Mike Harris a commis « l'erreur » de mentionner le mot récession alors qu'il répondait à une question sur la possibilité d'une baisse de la taxe de vente de 8 % pour stimuler l'économie.

Est-ce parce que Mike Harris était au micro de Mojo Radio, une station AM de Toronto convertie l'an dernier à une programmation exclusivement « macho », qu'il en a oublié le mot d'ordre jovialiste de son gouvernement ?

Toujours est-il qu'en deux temps trois mouvements, les « spin doctors » de son cabinet ont diffusé dans les heures suivantes un étonnant communiqué où ils faisaient dire à Mike Harris que « l'usage du mot récession ne voulait pas suggérer que l'économie de l'Ontario était en difficulté ».

« Je veux être clair : je ne crois pas que l'économie de l'Ontario soit en récession. Non plus que je crois à ce moment que nous entrions dans une récession », faisait-on dire aussi à Mike Harris.

Les « spin doctors » en ont remis vendredi, après la publication par Statistique Canada de la perte de 8900 emplois en Ontario en septembre.

Dans un autre communiqué, signé de North Bay cette fois, la circonscription du premier ministre, on lui fait dire : « Il n'y a pas de doute que les événements du 11 septembre aux États-Unis affectent notre économie. Néanmoins, l'Ontario est en meilleure position que jamais auparavant pour résister aux perturbations économiques, que nous prévoyons très brèves. »

Du point de vue du milieu d'affaires de Toronto, en particulier dans les milieux boursiers et financiers de Bay Street, de tels propos du bureau de Mike Harris tendent à ne confirmer qu'une chose : le gouvernement ontarien veut camoufler le freinage brusque de l'économie qu'il observe pourtant en direct avec ses rentrées fiscales.

Il faut dire que les moyens de réaction du gouvernement Harris sont très limités, sinon nuls. Et il serait bien embarrassé aussi de revoir sa philosophie de libéralisation et de laisser-aller économique, qui contraste d'ailleurs avec l'interventionnisme du gouvernement québécois actuel.

La principale politique économique du gouvernement Harris au fil des dernières années, alors que l'Ontario profitait d'un boom des exportations vers les États-Unis, en particulier dans l'automobile, fut de baisser l'impôt provincial des particuliers et des entreprises.

Par conséquent, on croit dur comme fer que cette recette tiendra encore la route. Le gouvernement

Harris a d'ailleurs devancé de trois mois, au début d'octobre, la dernière phase de baisses d'impôt prévue en janvier prochain.

La mesure a été jugée futile par la plupart des économistes et observateurs : environ 175 millions en tout, à peine une quinzaine de dollars en moyenne par famille d'ici la fin de l'année.

En fait, après ces baisses d'impôt et surtout le désengagement provincial de nombreux services publics et de gestion d'infrastructures, le gouvernement Harris est dépourvu de moyens pour amoindrir le ressac économique.

Bien sûr, il serait ruineux de vouloir contrer l'impact de la récession américaine, en particulier la baisse significative des ventes de véhicules automobiles.

Plutôt, le moment serait favorable pour accélérer certains projets d'infrastructures publiques, qui seraient prêtes pour le prochain cycle de croissance économique.

Surtout que les besoins ne manquent pas dans le sud de l'Ontario, surtout le grand Toronto qui est l'une des régions urbaines à plus forte croissance démographique en Amérique du Nord.

D'ailleurs, un récent sondage de la chambre de commerce de Toronto (Toronto Board of Trade) auprès de centaines de dirigeants d'entreprise identifiait le déclin de l'infrastructure de transports comme une cause principale de perte de compétitivité de la Ville reine par rapport aux principales villes nord-américaines.

Prenez le gros chantier de l'aéroport Pearson à Toronto : environ quatre milliards de dollars en 10 ans pour en doubler ou presque la capacité. Mais pendant que l'énorme structure de la future aéronef grandit à vue d'oeil, le projet de liaison ferroviaire direct avec le centre-ville, sur des rails existants, demeure toujours dans les limbes entre Queen's Park, Toronto et Ottawa.

Par ailleurs, la Société des transports de Toronto, qui exploite le métro, les bus et les tramways, de même que la société d'exploitation des trains de banlieue GO, sont à bout de souffle financièrement depuis que le gouvernement Harris a décidé d'en retirer tous les fonds provinciaux et d'en laisser tout le fardeau aux villes.

Pour l'administration municipale de Toronto, encore très chambardée par la fusion forcée avec ses cinq voisines, le fardeau financier du transport en commun, un service essentiel, est devenu insoutenable.

Le gouvernement Harris a semblé effectuer un virage majeur à ce sujet, il y a deux semaines, en annonçant trois milliards d'ici 10 ans pour tous les réseaux de transports en commun de l'Ontario.

Mais il a aussi mis au défi les villes et le gouvernement fédéral d'en faire autant pour gonfler la cagnotte à neuf milliards ! Une autre dispute entre ordres de gouvernement en perspective, ont déploré maints observateurs à Toronto.

Entre-temps, les trois milliards d'ici dix ans promis par Mike Harris, qui reviennent en fait à seulement 300 millions par an, s'annoncent déjà insuffisants pour maintenir même les transports existants.

UN GRAND TRAIN DE VIE À PETIT PRIX

Pas d'embouteillages. Pas de sur-place. Tout n'est que confort, classe et commodité.

Aller-retour de Montréal* :
OTTAWA 54 \$, QUÉBEC 68 \$, TORONTO 128 \$

* Aller-retour en classe économique. Réservation 10 jours à l'avance. Nombre de sièges limité. Frais applicables pour échange et annulation. Taxes de vente en sus.

Renseignez-vous sur VIA 1,
notre classe affaires à prix abordable

Communiquez avec votre agent de voyages ou VIA Rail Canada au
1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245)

ATS 1 800 268-9503 (malentendants)

LES GENS QUI VOUS TRANSPORTENT

MC Marque de commerce utilisée et propriété de VIA Rail Canada Inc.

www.viarail.ca



L'Envie⁵

La nouvelle Lexus IS 300 2002.

Maintenant disponible avec boîte manuelle 5 vitesses.

- Roues en alliage de 17"
- Intérieur de cuir et suède
- Sièges assistés
- 0-100 km/h en 6,8 sec.
- 215 ch

499\$ par mois*

Modèle IS 300 à partir de 37 820\$**

Ce serait un péché de ne pas en profiter.



À la conquête de la perfection.



Lexus IS 300

Gabriel Lexus Toyota

3333, Côte de Liesse, St-Laurent (514) 747-7777

Spinelli Lexus Toyota

561, boul. St-Joseph, Lachine (514) 634-7171 1-800-352-6111

Vimont Lexus Toyota

255, boul. St-Martin Est, Laval (450) 668-2710 1-800-625-3987

*Le taux d'intérêt de 7,9% s'applique à des plans de location de 48 mois de Toyota Crédit Canada Inc. sur approbation du crédit pour les véhicules Lexus IS 300 2002 neufs. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire. EXEMPLE DE PAIEMENT: IS 300 (Groupe B). Taux d'intérêt de 7,9% - Durée: 48 mois - PDSF: 40 460 \$ - Acompte ou échange équivalent: 6 954 \$ incluant frais de transport et de préparation - Mensualité de location: 499 \$ - Limite de kilométrage: 24 000 km par an. Frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location). Taxes, immatriculation et assurances en sus. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 31 octobre 2001. Le modèle peut être montré avec un équipement en option. **Lexus IS 300 (Groupe A): 37 820 \$.

Alcan lorgne une filiale aluminium de l'allemand E.ON

Reuters

FRANCFORT — Alcan inc., le deuxième producteur mondial d'aluminium, est intéressée par une entrée dans le capital de VAW Aluminium, filiale de l'allemand E.ON AG, rapporte hier le *Financial Times Deutschland*.

Le journal cite un porte-parole d'Alcan, selon lequel le groupe envisage de reprendre Aluminium Norf, filiale commune à Alcan et à VAW.

Les deux entreprises ont prévu qu'elles seraient prioritaires si l'une d'entre elles souhaitait faire une offre sur la part que détient l'autre dans Aluminium Norf, à la condition que l'autre partie souhaite s'en séparer.

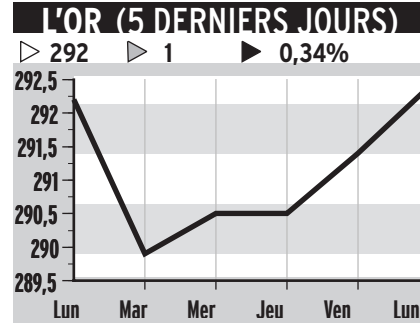
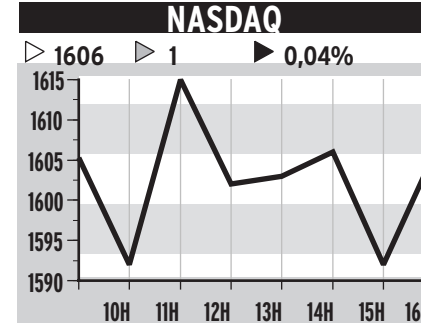
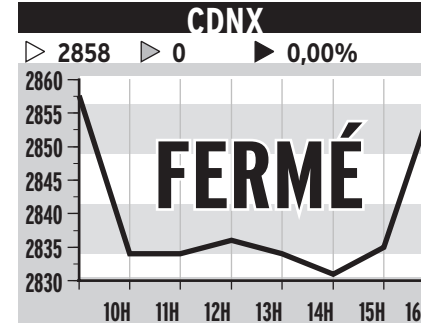
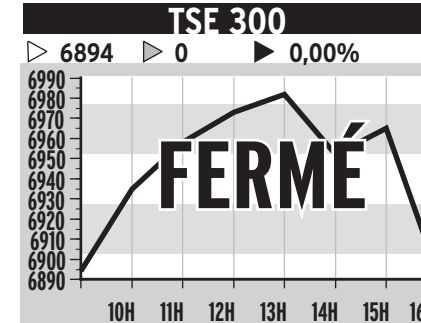
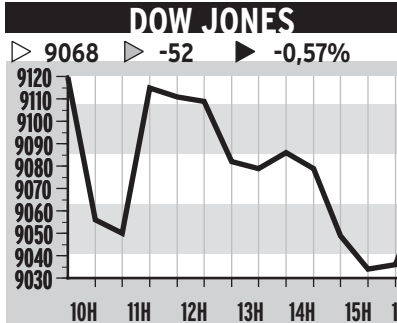
Le porte-parole d'Alcan, toujours selon le journal, a ajouté que le groupe n'était pas intéressé par une offre sur l'ensemble de VAW.

Selon les spécialistes du secteur, les autorités européennes de tutelle ne donneraient sans doute leur feu vert à une reprise complète que si Alcan cédait une partie d'Aluminium Norf.

Alcan et VAW disposent de la plus grande usine de laminage d'aluminium du monde avec une capacité annuelle de l'ordre de 1,2 million de tonnes.

VAW réalise près de la moitié de son chiffre d'affaires dans les produits laminés, utilisés surtout pour l'emballage et l'industrie automobile. Ce chiffre d'affaires a été supérieur à 3,0 milliards d'euros (4,27 milliards CAN) en 2000.

► Fermeture ► Variation quotidienne ► Variation quotidienne en %



LA BOURSE EN BREF

NEW YORK

VOLUME	966 654 880
Vendredi	1 298 350 220
INDICES DOW JONES	
Haut	9115,7
Bas	9187,8
Clôt	9067,9
Var.	-51,8
30 Industrielles	2232,5
20 Transports	2128,5
15 Serv. pub.	324,11
65 Composés	316,85
	320,35
	-26,1
	-19,2
	-21,1

FAITS SAILLANTS	
Actions trans	3 284
Gains	1 174
Pertes	1 185
Inchangées	215
Hauts 00	64
Bas 00	47

VALEURS LES PLUS ACTIVES	
Valeurs	
AOL Time Warner	24 725 500
Lucent Techno.	18 079 600
US Bancorp	18 063 200
EMC Corp	17 232 500
Gen Electric	15 624 900
Motorola Inc.	13 728 900
Citigroup	11 765 800

INDICES STANDARD & POOR'S	
Haut	1240,2
Bas	1222,5
Clôt	1231,1
Var.	-0,61
400 Industrielles	588,02
20 Transports	572,60
40 Serv. pub.	266,36
40 Finances	136,86
500 Composés	1071,3
100 Composés	549,38

NASDAQ

VOLUME	1 378 995 500
Vendredi	1 767 790 400
INDICES NASDAQ	
Haut	1621,1
Bas	1574,6
Clôt	1605,9
Var.	+0,65
Composite	1159,4
Industrielles	1159,4
Banques	1993,0
Assurances	2302,1
Finances	2074,1
Transports	1019,5
Telecom.	203,70

FAITS SAILLANTS	
Actions trans.	4 445
Gains	2 568
Pertes	1 030
Inchangées	847
Hauts 01	51
Bas 01	98

VALEURS LES PLUS ACTIVES	
Valeurs	
Cisco Syst.	69 844 600
Sun Microsystems.	56 536 800
Intel Corp.	36 239 800
Dell Computer	32 207 600
Microsoft Corp.	29 701 300

INDICES STANDARD & POOR'S	
Haut	1240,2
Bas	1222,5
Clôt	1231,1
Var.	-0,61
400 Industrielles	588,02
20 Transports	572,60
40 Serv. pub.	266,36
40 Finances	136,86
500 Composés	1071,3
100 Composés	549,38

LE PÉTROLE

NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US	
Saudi Arabian light	20,14
North Sea Brent	20,80
West Texas Intermediate	22,48

OPTIONS SUR L'INDICE S&P 100 À CHICAGO

Prix	Oct.	Nov.	Déc.
500.000	47.400	54.000	61.500
520.000	29.000	—	43.000
550.000	n/d	30.500	32.000
580.000	10.500	19.899	n/d
600.000	6.300	13.899	20.500
620.000	3.200	10.300	n/d
640.000	1.600	7.500	n/d
660.000	800	n/d	10.000
680.000	500	n/d	n/d
700.000	—	3.599	7.599
720.000	250	2.000	n/d
740.000	200	1.500	4.000
760.000	050	n/d	n/d
780.000	—	500	n/d

Prix	Oct.	Nov.	Déc.
500.000	3.200	3.000	14.000
520.000	10.000	10.000	16.500
540.000	6.000	14.000	18.500
560.000	n/d	16.700	—
580.000	11.399	20.500	27.100
600.000	16.399	25.399	n/d
620.000	23.500	30.600	n/d
640.000	29.700	—	n/d
660.000	40.000	42.299	—
680.000	46.000	—	—
700.000	300	1.149	4.000
720.000	2.000	5.099	—
740.000	899	2.950	5.800
760.000	949	n/d	—
780.000	1.100	4.000	n/d
800.000	2.000	6.300	10.300
820.000	2.299	8.000	n/d
840.000	3.200	n/d	—

Int. en cours, options d'achats:	39,327
Int. en cours, options de ventes:	85,147
Index: Hang Seng	549,38
Fermeture: S&P 500	548,88

Prix	Oct.	Nov.	Déc.
500.000	3.200	3.000	14.000
520.000	10.000	10.000	16.500
540.000	6.000	14.000	18.500
560.000	n/d	16.700	—
580.000	11.399	20.500	27.100
600.000	16.399	25.399	n/d
620.000	23.500	30.600	n/d
640.000	29.700	—	n/d
660.000	40.000	42.299	—
680.000	46.000	—	—
700.000	300	1.149	4.000
720.000	2.000	5.099	—
740.000	899	2.950	5.800
760.000	949	n/d	—
780.000	1.100	4.000	n/d
800.000	2.000	6.300	10.300
820.000	2.299	8.000	n/d
840.000	3.200	n/d	—

Int. en cours, options d'achats:	39,327
Int. en cours, options de ventes:	85,147
Index: Hang Seng	549,38
Fermeture: S&P 500	548,88

Prix	Oct.	Nov.	Déc.
500.000	3.200	3.000	14.000
520.000	10.000	10.000	16.500
540.000	6.000	14.000	18.500
560.000	n/d	16.700	—
580.000	11.399	20.500	27.100
600.000	16.399	25.399	n/d
620.000	23.500	30.600	n/d
640.000	29.700	—	n/d
660.000	40.000	42.299	—
680.000	46.000	—	—
700.000	300	1.149	4.000
720.000	2.000	5.099	—
740.000	899	2.950	5.800
760.000	949	n/d	—
780.000	1.100	4.000	n/d
800.000	2.000	6.300	10.300
820.000	2.299	8.000	n/d
840.000	3.200	n/d	—

Int. en cours, options d'achats:	39,327
Int. en cours, options de ventes:	85,147
Index: Hang Seng	549,38
Fermeture: S&P 500	548,88

Prix	Oct.	Nov.	Déc.
500.000	3.200	3.000	14.000
520.000	10.000	10.000	16.500
540.000	6.000	14.000	18.500
560.000	n/d	16.700	—
580.000	11.399	20.500	27.100
600.000	16.399	25.399	n/d
620.000	23.500	30.600	n/d
640.000	29.700	—	n/d
660.000	40.000	42.299	—
680.000	46.000	—	—
700.000	300	1.149	4.000
720.000	2.000	5.099	—
740.000	899	2.950	5.800
760.000	949	n/d	—
780.000	1.100	4.000	n/d
800.000	2.000	6.300	10.300
820.000	2.299	8.000	n/d
840.000	3.200	n/d	—

Int. en cours, options d'achats:	39,327
Int. en cours, options de ventes:	85,147
Index: Hang Seng	549,38
Fermeture: S&P 500	548,88

Prix	Oct.	Nov.	Déc.
500.000	3.200	3.000	14.000
520.000	10.000	10.000	16.500
540.000	6.000	14.000	18.500
560.000	n/d	16.700	—
580.000	11.399	20.500	27.100
600.000	16.399	25.399	n/d
620.000	23.500	30.600	n/d
640.000	29.700	—	n/d
660.000	40.000	42.299	—
680.000	46.000	—	—
700.000	300	1.149	4.000
720.000	2.000	5.099	—
740.000	899	2.950	5.800
760.000	949	n/d	—
780.000	1.100	4.000	n/d
800.000	2.000	6.300	10.300
820.000	2.299	8.000	n/d
840.000	3.200	n/d	—

Int. en cours, options d'achats:	39,327
Int. en cours, options de ventes:	85,147
Index: Hang Seng	549,38
Fermeture: S&P 500	548,88

Prix	Oct.	Nov.	Déc.
500.000	3.200	3.000	14.000
520.000	10.000	10.000	16.500
540.000	6.000	14.000	18.500
560.000	n/d	16.700	—
580.000	11.399	20.500	27.100
600.000	16.399	25.399	n/d
620.000	23.500	30.600	n/d
640.000	29.700	—	n/d
660.000	40.000	42.299	—
680.000	46.000	—	—
700.000	300	1.149	4.000
720.000	2.000	5.099	—
740.000	899	2.950	5.800
760.000	949	n/d	—
780.000	1.100	4.000	n/d
800.000	2.000	6.300	10.300
820.000	2.299	8.000	n/d
840.000	3.200	n/d	—

Int. en cours, options d'achats:	39,327
Int. en cours, options de ventes:	85,147
Index: Hang Seng	549,38
Fermeture: S&P 500	548,88

Prix	Oct.	Nov.	Déc.
500.000	3.200	3.000	14.000
520.000	10.000	10.000	16.500
540.000	6.000	14.000	18.500
560.000	n/d	16.700	—
580.000	11.399	20.500	27.100
600.000	16.399	25.399	n/d
620.000	23.500	30.600	n/d
640.000	29.700	—	n/d
660.000	40.000	42.299	—
680.000	46.000	—	—
700.000	300	1.149	4.000
720.000	2.000	5.099	—
740.000	899	2.950	5.800
760.000	949	n/d	—
780.000	1.100	4.000	n/d
800.000	2.000	6.300	10.300
820.000	2.299	8.000	n/d
840.000	3.200	n/d	—

Int. en cours, options d'achats:	39,327
Int. en cours, options de ventes:	85,147
Index: Hang Seng	549,38
Fermeture: S&P 500	548,88

Prix	Oct.	
------	------	--

AUTO



| SAAB 9-5 |

La subtilité a ses charmes

COPENHAGUE, Danemark – Même si elle a toujours fait figure de marginale, Saab veut occuper plus de place sur l'échiquier automobile mondial. À la fin de la présente année, 133 000 Saab auront vu le jour et de ce nombre 1900 auront trouvé preneur au Canada. C'est encore peu, mais Peter Augustsson, président de Saab, promet des jours encore plus ensoleillés : « D'ici 2005, nous écoulons 250 000 exemplaires dans le monde entier. » Toute une commande !



ÉRIC LEFRANÇOIS
collaboration spéciale
eric.lefrancois@lapresse.ca

Pour atteindre son ambitieux objectif, la petite firme suédoise compte sur de nouveaux modèles (la remplaçante de l'actuelle 9-3 entreprendra ses débuts l'an prochain à pareille date), mais aussi sur la 9-5, qui fait l'objet cette année d'une importante mise à jour axée encore davantage sur la sécurité, sur les performances et, plus important encore, sur l'individualisme, son emblème.

Si vous êtes du genre à ne pas remarquer que votre conjointe (ou votre conjoint) a modifié sa coiffure, il y a fort à parier que les transformations esthétiques apportées à la 9-5 pour ce prochain millésime ne vous sauteront pas aux yeux, elles non plus. Elles sont subtiles, je vous préviens. D'abord, mine de rien, la longueur hors-tout de cette Saab s'est allongée de 22 mm dans le cas de la berline et de 20 mm pour la familiale. Pour augmenter le volume intérieur ? Nenni. D'une part, pour dynamiser les lignes autrement bien fades de cette auto et, d'autre part, pour épouser plus harmonieusement les ailes et le capot (lire pour faciliter une meilleure qualité d'assemblage). Autre retouche, les ailettes horizontales qui encadrent la calandre sont désormais cerclées de chrome alors que les phares adoptent une lentille claire, plus moderne, mais surtout plus efficace pour faire jaillir, une fois la nuit venue, le faisceau bleuté propre aux phares au bi-xénon (croisement). À l'arrière, on remarque notamment que la jupe du pare-chocs couvre, à l'exception des sportives livrées Aero, l'embout d'échappement.

Pour mieux refléter l'individua-

lisme de sa clientèle, les stylistes ont également revu la nomenclature de la gamme en rebaptisant les traditionnelles livrées S et SE de nouvelles appellations : Linear et Arc (la Aero figure toujours au catalogue). C'est bien joli tout ça, mais ce sont surtout les Européens qui sauront le plus apprécier ces nouvelles thématiques leur permettant de décorer leur véhicule en fonction de « leur style et leurs besoins », et ce indépendamment de la mécanique retenue. Au Canada, nous n'aurons pas droit aux mêmes libertés. La finition de la Linear est associée au moteur quatre cylindres alors que la Arc habille exclusivement les 9-5 équipées du moteur V6. Et la Aero ? Elle a droit, elle aussi, à son habillage spécifique (aluminium brossé au tableau de bord, baquets plus cintrés, etc.). Au rayon des accessoires, mentionnons, outre la disponibilité de phares au xénon, de capteurs pour éviter que cela ne fasse « boom » lors de vos manoeuvres de stationnement, d'essuie-glaces qui se mettent en marche tout seuls dès que des gouttes d'eau frappent le pare-brise.

Saab conserve, et c'est tant mieux, ses lubies. La clef de contact (elle est énorme et fait l'objet d'une blague qui ne porte pas de culottes, je le sais, je la connais) se loge entre les deux sièges. Solide, impeccablement finie, la 9-5 dégage une impression réelle de robustesse. Position de conduite irréprochable, instrumentation claire et lisible... la

9-5 séduit immédiatement. Cette Saab impressionne aussi dans les détails. On pense immédiatement à ce porte-tasse discret monté à l'horizontale sur la console, et qui, au seul toucher du doigt, exécute une vrille avant d'accomplir sa fonction. On songe par ailleurs aux baquets de cuir réfrigérés qui, grâce à de petits (et peu discrets) ventilateurs, chassent la canicule et aspirent toutes traces de transpiration. Bref, la 9-5 nous jette des paillettes aux yeux et entretient des rapports chaleureux avec ses passagers, ce qui nous change des habitacles souvent glaçants de « l'autre constructeur suédois ». Et, contrairement à plusieurs de ses concurrentes germaniques, l'habitacle de la 9-5 procure beaucoup d'espace aux occupants de la banquette arrière.

Comportement plus dynamique

Les responsables de la firme suédoise n'ont jamais voulu l'admettre publiquement, mais la désignation 9-5 ne fait pas exclusivement référence aux codes attribués aux avions que Saab concevait. Bien que le chiffre 9 soit traditionnellement associé à Saab, le 5, lui, réfère à la Série 5 de BMW, la cible avouée du constructeur suédois. Une véritable obsession !

D'ailleurs lors de la présentation initiale du véhicule, en 1997, les géniteurs de la 9-5 ne manquaient pas la moindre occasion de recueillir les impressions des journalistes spécialisés invités à en faire l'essai : « Alors, la 9-5 peut-elle rivaliser à armes égales avec une Série 5 de BMW ? » La réponse alors avait été négative.

Inutile de tourner autour du pot, aujourd'hui, et en dépit des raffinements dont elle a fait l'objet, la 9-5 doit toujours, sur chaussée sèche, s'incliner face à sa rivale bavaroise, plus incisive. L'écart s'est resserré certes, mais on imagine difficilement, dans sa forme actuelle, que la 9-5 puisse un jour faire jeu égal avec elle.

Voir SAAB 9-5 en D22



Solide, impeccablement finie, la 9-5 dégage une impression réelle de robustesse. Position de conduite irréprochable, instrumentation claire et lisible... la 9-5 séduit immédiatement.

Plus esthétique et plus polyvalente que la berline, la familiale 9-5 ne représente pourtant que 20 % des ventes.



CE QU'IL FAUT RETENIR

Marque :	Saab
Modèle :	9-5
Livrée essayée :	Linear
Prix suggéré par le constructeur :	41 500 \$
Prix des frais de transport et de préparation :	990 \$
Lieu d'assemblage :	Trollhättan, Suède
Garantie de base :	4 ans/80 000 km (assistance routière comprise)
Visible chez les concessionnaires :	Ce mois-ci
Site Internet :	www.saab.ca (site bilingue)
Concurrentes :	Audi A6, BMW Série 5

Ça Presse

LES PETITES ANNONCES
987 - VENDU

Le Salon de l'auto de Montréal amputé de trois autres constructeurs

ÉRIC LEFRANÇOIS
collaboration spéciale

LES DIRIGEANTS du 34^e Salon international de l'auto de Montréal (SIAM) ne pourront, une fois de plus, prétendre offrir à leurs quelque 240 000 visiteurs une salle d'exposition regroupant l'ensemble des constructeurs d'automobiles. En effet, trois autres constructeurs confirment que leurs produits prendront la pose au Salon Performance Luxe et Passion qui se déroulera du 17 au 20 janvier à Place Bonaventure, soit quelques jours avant la tenue de « l'autre » exposition.

À l'exception de Lincoln, qui se produira aux deux salons, les véhi-

cules des marques Land Rover et Porsche (le SIAM soutient pourtant que le constructeur germanique demeurera avec lui) seront, comme les quatre membres fondateurs de ce salon « élitiste » (BMW, Jaguar, Mercedes et Volvo), visibles seulement à la Place Bonaventure.

« Il ne faut pas oublier que les Aston-Martin, Bentley et Rolls-Royce seront également présentes à notre exposition par l'entremise de Moteurs Décarie, le concessionnaire local », de rappeler en entrevue le porte-parole de la « bande des quatre ». Et la liste pourrait encore s'allonger cette semaine, a-t-on appris de sources sûres, puisque certains distributeurs de marques de prestige au Québec jonglent

avec l'idée de venir gonfler les rangs du Salon Luxe, Performance et Passion.

Il y a quelques mois à peine, la direction du Salon international de l'auto de Montréal était pourtant convaincue que les constructeurs dissidents allaient revenir avec celui-ci. Il faut dire aussi qu'à cette époque, la direction du SIAM avait obtenu l'assurance (elle l'a d'ailleurs annoncé en conférence de presse) qu'elle allait retrouver sa place sur l'aire de jeu.

« Nous avons été informés au mois de juin dernier par le SIAM que l'aire de jeu ne sera pas rouverte à temps pour l'exposition », d'indiquer Arden Nerling, responsable de la mise en marché chez

Mercedes-Benz Canada. « Nous avons fait preuve de transparence à l'égard du groupe des quatre, de rappeler Jean-Paul Lalonde, président du Salon international de l'auto de Montréal, en les informant que notre exposition se déroulera de nouveau sur les paliers alternatifs du Stade. Ils ont pris la décision de ne pas venir. C'est leur choix et c'est dommage, dit-il, philosophe. Ils se privent d'une remarquable vitrine. »

Mais l'aire de jeu n'est pas le seul grief des constructeurs dissidents à l'égard du Stade olympique. On invoque également la sécurité des lieux et sa situation géographique, loin du quartier des affaires.

La Presse a également appris que le Salon international de l'auto de Montréal a suggéré de prendre en charge l'organisation du Salon Luxe Performance et Passion, mais cette proposition fut, dit-on, rapidement rejetée.

Cette « guerre » des salons ne fera malheureusement encore qu'une seule victime : l'amateur qui aura à déboursier (et à se déplacer aussi) deux fois plutôt une pour voir les dernières nouveautés. Un avis que ne partage pas M. Lalonde qui considère que « son » salon sera le plus représentatif puisqu'il réunit un peu plus de 90 % des modèles vendus ici. « Les gens veulent voir des nouveautés et des prototypes. Et nous en aurons », conclut-il.

SAAB 9-5

Suite de la page D21



Il faut un oeil avisé pour apprécier les transformations esthétiques apportées à la 9-5 pour 2002. Pourtant, les carénages avant et arrière portent, tout comme les lentilles de phare et la calandre, tous le sceau de la nouveauté.

La prochaine génération peut-être, qui, selon les informations recueillies, adoptera un rouge intégral (quatre roues motrices).

Cela dit, l'avantage de la BMW ne tient toutefois que lorsque le revêtement se prélassa au soleil ; dès qu'il neige ou pleut à boire debout, la motricité supérieure de la suédoise (n'oublions pas qu'il s'agit d'une traction) lui permet en effet de larguer en peu de temps sa rivale. Cela est encore plus vrai aujourd'hui avec la présence, en option, d'un dispositif de contrôle de stabilité électronique (Electronic Stability Programm) particulièrement efficace. Mis au point à l'origine par la maison Bosch, ce dispositif a, par la suite, été reprogrammé par les ingénieurs de Saab afin de rendre ses interventions moins brutales. Et ça marche, peu importe les conditions d'adhé-

rence de la chaussée, le dispositif de stabilité électronique vous remet « calmement » dans la trajectoire désirée. Toutefois, peu importe la couleur du temps, la 9-5 souffre, en dépit de son remarquable coefficient aérodynamique, de bruits de vent gênants.

Le capot s'ouvre du mauvais côté pour une Saab, soit de l'avant vers l'arrière. On y découvre, un quatre cylindres Ecotech de 2,3 litres (185 chevaux) suralimenté par turbo-compresseur à faible pression (Linear) ou un six cylindres en V de 3,0 litres (200 chevaux), lui aussi suralimenté. Dans les deux cas, il s'agit d'une suralimentation « légère » (de 0,55 bar pour le quatre cylindres et de 0,25 bar pour le V6). Trop légère, sans doute, pour inquiéter la concurrence qui propose plus de chevaux sous la pédale. Saab a plutôt privilégié le

couple de ses mécaniques qui offrent, il faut bien le dire, des reprises énergiques à tous les régimes.

Malgré les correctifs apportés au fil des ans pour en améliorer le guidage, la commande de la transmission manuelle demeure encore caoutchouteuse et lente, mais les aficionados de Saab n'y verront que du feu. En revanche, la boîte automatique (de série avec le V6) compte désormais cinq et non plus quatre rapports. C'est grâce à cette nouvelle transmission que le moteur de la Aero est aujourd'hui aussi puissant. L'important est de retenir que cette transmission permet, plus encore que la manuelle, de tirer pleinement profit de la plage d'utilisation des mécaniques proposées.

On sent cependant une amélioration très nette du côté du comportement routier des livrées Linear et

Arc, qui s'apparente aujourd'hui davantage à celui de l'Aero. Les réglages de la suspension ont été entièrement révisés (ressorts, barres anti-roulis, etc.) pour minimiser encore davantage les mouvements de caisse, ce qui se traduit forcément par un roulement plus ferme, mais nullement inconfortable. Parallèlement, d'autres changements ont été apportés à la suspension avant et à la direction (elle est un brin plus lourde à haute vitesse) avec pour objectif de rendre la tenue de route plus incisive qu'elle ne l'était. Et pour ajouter à la sécurité active, le freinage est plus facile à moduler et plus puissant encore grâce à la présence de disques plus gros.

Comme le bon vin, la 9-5 se bonifie avec les années. Toujours aussi sûre et confortable, cette suédoise se révèle, sur le plan dynamique, nettement plus sportive. Reste maintenant aux dirigeants de la firme de revoir à la baisse le prix des inspections obligatoires et des pièces de remplacement en plus de pousser encore davantage la version familiale qui, curieusement, ne représente que 20 % des ventes.

wow!
Tout un évènement!

Honda
Les 2002 sont arrivés !

Civic ■ Accord ■ CRV
Odyssey ■ S2000

Financement
à compter de **5,8%***

Location
à partir de **6,8%***

CIVIC à partir de
128\$ /mois**
Transport et préparation inclus

Possibilité de **0\$** **acompte**
Payons le maximum pour votre échange.

Salle d'exposition de voitures d'occasion à l'intérieur

SERVICE D'ENTRETIEN COMPLET INCOMPARABLE :

- changement d'huile / lubrification rapide
- travail entièrement garanti
- antirouille professionnel
- nettoyage professionnel

* Pour certains modèles seulement
** Bail de 48 mois, acompte de 2 900 \$, taxes en sus, S.A.C.

Venez nous voir pour plus de détails

DE SIGI Honda
(514) 879-1550
1124, rue Bleury
www.hondadesigi.com

STE ROSE Honda
(450) 625-1953
266 boul. Labelle • Ste-Rose

L'OFFRE DE L'ANNÉE MODÈLE 2001

VOLVO
pour la vie

CONFORT ET VALEUR

V70 2001

499\$

sièges
en cuir
gratuits

S60 2001

499\$

sièges
en cuir
gratuits

S80 2001

649\$

sièges
en cuir
gratuits

SPÉCIAL SUR PLUSIEURS DÉMONSTRATEURS S40 - S60 - S80 - V70

Pour plus de détails, appelez un représentant.

Paiement basé sur une location de 48 mois pour la V70 et S60 2001 et de 36 mois pour la S80. Comptant exigé pour la S60de 3 300 \$, de 5 000 \$ pour la V70 et la S80 2001 de 6 500 \$ ou échange équivalent.

SCOTTI
VOLVO

4315, boul. Métropolitain Est Saint-Léonard
Tél. : (514) 725-9394
2986678-2

2002 arrive ! DES ÉCONOMIES EXCEPTIONNELLES SUR VOLVO 2001

Autos de courtoisie, démonstrateurs et modèles neufs, le plus grand choix à Montréal.



S40	VOITURE DE COURTOISIE	0\$	445\$*
		COMPTANT	
S60 2.4		4380\$	499\$*
		COMPTANT	
S80 T6		6900\$	745\$*
		COMPTANT	

La berline la plus performante chez VOLVO avec ses 268 chevaux (3.9 % en location)

UPTOWN VOLVO

4900, rue Paré 737-6666
www.uptownvolvo.com

* Paiement mensuel basé sur bail de 36 mois pour S80, 48 mois pour S40 et S60, 20 000 km par an inclus, 8c (S40 et S60) 16c (S80) pour kilomètres additionnels, taxes, immatriculation en sus.
Transport et préparation inclus.

VOLVO
pour la vie

Pour un temps limité chez votre Super Centre Nissan c'est la

SUPER SOLDE

SENTRA 2002!

MEILLEURE SÉLECTION! - MEILLEURS PRIX!

MAINTENANT DISPONIBLE!

SENTRA 2002 À COMPTER DE 219\$*

PAR MOIS

VEZ DÉCOUVRIR LES NOUVEAUX ARRIVÉS!

ALTIMA S 2002
À COMPTER DE
319\$*
PAR MOIS*

MAXIMA 2002
À COMPTER DE
399\$*
PAR MOIS*

PATHFINDER 2002
À COMPTER DE
399\$*
PAR MOIS*

Cité NISSAN

www.citenissan.com

3500 JEAN TALON OUEST (Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur **(514) 739-3175**

* Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte. Les images sont offertes à titre d'illustration seulement.

En vacances avec sa Mercury 1956



JACQUES GAGNON
AUTO-RÉTRO

Émilio Plante, de Danbury, au Connecticut, possède un chalet au lac Elgin, dans les Cantons-de-l'Est. Au terme de ses vacances, le 28 juillet dernier, il retournait chez lui au volant de sa Mercury Montclair 1956 lorsqu'il a décidé d'effectuer un petit détour par Granby pour participer au 20^e Granby International.

C'est une voiture rare qui a immédiatement attiré l'attention des amateurs. M. Plante n'en a d'ailleurs pas encore vu une semblable.

Sa Mercury a beaucoup voyagé avant de parvenir à Danbury. Elle a d'abord trouvé un premier preneur en Iowa. Un de ses amis l'a achetée de la succession lorsque le propriétaire est mort. C'était en 1991. « Je

suis venu bien près de l'acheter à ce moment-là, mais ma femme ne voulait pas. Elle avait seulement 38 000 milles (60 800 km) à l'époque. Aujourd'hui, elle en a 54 000 (86 400) », raconte M. Plante, dont l'accent québécois est intact après 46 ans de vie aux États-Unis. Trois ans plus tard, son ami emmenait la Mercury à Marbleton, toujours dans les Cantons-de-l'Est. Lorsqu'il a eu vent qu'elle était à vendre, M. Plante n'a pas raté l'occasion. C'était en octobre 2000. Il y tenait parce qu'il en a possédé une semblable en 1958.

M. Plante a laissé sa Mercury au Québec, car il a confié la peinture à un de ses amis de Stratford, près du lac Aylmer. Ce lac et le lac Elgin sont voisins de Stratford, où il est né. Sa mère, ses soeurs et ses frères habitent d'ailleurs au Québec.

Il a préféré confier ce travail à son ami parce que c'est meilleur marché qu'aux États-Unis. Il a déboursé 4500 \$ pour 120 heures de travail. Les couleurs sont originales. En plus, il a refait les chromes

et une partie du système d'échappement. Le fait qu'il n'y avait aucune pourriture a grandement simplifié la tâche.

Jusqu'à maintenant, M. Plante a investi 8000 \$ américains dans sa Mercury. « J'ai fait faire une mise au point récemment et ça m'a coûté 1000 \$. Il a fallu refaire le carburateur et changer plusieurs pièces », révèle-t-il.

Le moteur de sa Mercury est un V8 de 312 pouces cubes (5113 cc), développant 225 chevaux. Il est associé à une boîte automatique. M. Plante trouve cependant qu'il tourne trop rapidement. « C'est parce qu'il n'y a pas de surmultiplication. J'ai deux Cadillac dont les moteurs ne virent pas en comparaison. Ma Mercury doit tourner à 4000 tours à 70 milles à l'heure (112 km/h), tandis que ma Cadillac 96 tourne à 2200 tours à 75 milles à l'heure (120 km/h) », explique-t-il. Il se cherche d'ailleurs une transmission automatique avec surmultiplication.

Alors que nous dissertions sur les voitures des années 50, M.



Photo Photothèque La Presse ©

Cette Mercury est rouge et blanc.

Plante a émis un commentaire intéressant : « Dans ce temps-là, ils ne faisaient pas des bons chars. Ils faisaient des beaux chars. » C'est donc au volant d'une belle voiture qu'il est parti en vacances.

La Montclair était le modèle haut de gamme en 1956. Les autres séries étaient la Medalist et la Montecorey.

Lorsque la Mercury est apparue en 1939, elle avait pour mission de concurrencer les Oldsmobile et les Dodge haut de gamme, ainsi que les Buick et les Chrysler bas de gamme. Edsel Ford avait choisi le nom Mercury (Mercure en français) pour son symbole, dieu du commerce et des voyageurs dans la mythologie romaine.

EN ROULANT

Une BMW fort attendue



ÉRIC LEFRANÇOIS
Collaboration spéciale
auto@lapresse.ca

LA DIRECTION de BMW Canada ne fera officiellement connaître qu'à la fin du mois d'octobre quels concessionnaires assureront la distribution de la Mini. Mais l'annonce ne risque pas de susciter beaucoup d'intérêt au Québec puisque les noms des deux concessionnaires ont été révélés avant l'heure : BMW Laval et Canbec.

deux établissements de la grande région de Montréal où l'on risque de se bousculer aux portes pour mettre la main sur l'un des 1500 exemplaires destinés au marché canadien.

La Mini qui entreprendra sa carrière au printemps prochain se déclinera en deux livrée : *Cooper* et *Cooper S*. Les prix n'ont pas encore été communiqués, mais il y a fort à parier qu'ils oscilleront entre 25 et 30 000 \$.

BMW compte sept concessionnaires dans la province.

Technologies M4 courtise l'Europe

David Johnston, président et chef de la direction de Technologies M4, entend profiter de son passage au 18^e Symposium annuel

sur les véhicules électriques, qui se déroulera à Berlin à compter du 20 octobre prochain pour présenter un groupe motopropulseur numérique conçu pour être utilisé dans les véhicules électriques et hybrides. M. Johnston, qui considère que l'industrie de l'automobile est actuellement confrontée au plus gros défi de son histoire, invite les constructeurs à jouer un « rôle plus dynamique et plus responsable dans l'avènement de l'énergie électrique et à commandes électroniques favorisant des moyens de transport à haut rendement énergétique, plus propres et plus sécuritaires ». Le numéro un de Technologies M4 a par ailleurs souligné que plusieurs constructeurs automobiles, dont Honda, Toyota et Renault, ont déjà



Photo Photothèque La Presse ©

La Mini se déclinera en deux livrée : *Cooper* et *Cooper S*.

une longueur d'avance en matière de conception et de commercialisation de véhicules électriques hybrides.

Établie à Montréal, Technologies

M4 est un concepteur et un fournisseur de systèmes de commandes et d'énergie électriques, notamment de systèmes intégrés de propulsion à base de moteurs-roues pour les voitures et les camions.

Renault met les freins à Montréal

Le groupe NewTech International, une firme québécoise, a conclu une entente de collaboration avec la société française Renault. Cette dernière entend non seulement poursuivre ses essais sur les trois dispositifs de freinage développés par NewTech, mais envisage aussi la possibilité de les produire en série.

Le système de freinage breveté « Full Contact » de Newtech International offre, selon ses concepteurs, de multiples avantages : puissance, endurance, résistance à l'échauffement.

Nouveaux terrains de jeux Saturn

Trente-cinq nouveaux terrains de jeux au pays ont récemment été inaugurés par les concessionnaires Saturn. Au Québec, les concessionnaires de Brossard, Laval, Montréal, Granby, Sherbrooke et Drummondville ont été les maîtres d'oeuvre de ces nouveaux terrains de jeux alors que Saturn de Trois-Rivières a parachevé l'agrandissement d'un terrain déjà existant.



Modèle 2002

P.D.S.F. 21 700 \$*



Modèle 2002

P.D.S.F. 24 000 \$*

L'Acura 1.7EL 2002

Incluant : nouveau moteur 1,7 litre VTEC • freins à disque aux 4 roues avec ABS • climatiseur • groupe électrique • radio AM/FM avec lecteur CD • roues en alliage et tellement plus...

L'Acura RSX 2002

Incluant : moteur 2,0 litres i-VTEC de 160 chevaux • freins à disque aux 4 roues • roues de 15 po • groupe électrique • climatiseur automatique • radio AM/FM avec lecteur CD • système d'entrée sans clé et tellement plus...

ACURA vos concessionnaires fiables



ACURA

Pensez puissance.
Pensez confort.
Pensez économie.

*P.D.S.F. de 21 700\$ pour l'Acura 1.7EL (modèle ES3562E) et de 24 000\$ pour l'Acura RSX (modèle DC5362PB) 2002 neuves. Transport et préparation (900\$ pour la 1.7EL et pour la RSX), taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les modèles offerts peuvent différer des photographies. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Assistance routière 24 heures Acura.

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 696-7777

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau O., Brossard
(450) 659-1616

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie, Blainville
(450) 435-4455

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O., Montréal
(514) 340-1344

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-4050

GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E., Anjou
(514) 354-8811

La nouvelle Altima 2002

Venez nous voir pour en faire l'essai dès aujourd'hui!

Altima 2002 2.5S
automatique



10 en
inventaire
pour livraison
immédiate

319\$*
Transport et préparation inclus

* Bail 48 mois (modèle T4RG72-AE00), 24 000 km par année inclus, 10 ¢ de km excédentaire, comptant de 1 995 \$, taxes et immatriculation en sus.



NISSAN

Toujours plus loin



Gabriel
(514) 324-7777

7010, boul. Henri-Bourassa Est, Anjou
Visitez notre site : www.gabriel.ca

| LE CAA-QUÉBEC VOUS CONSEILLE |

La classique mise au point d'automne

Il y a de ces sujets dont on ne parlera jamais assez et qui sont presque aussi incontournables que l'hiver qui s'en vient. C'est le cas de la mise au point préhivernale. Chez CAA-Québec, nous savons que bon nombre de pannes d'hiver et de démarrages avortés pourraient être évités chaque année, si seulement les automobilistes se donnaient la peine de faire effectuer une bonne mise au point de leur voiture.

Mais qu'est-ce qu'une bonne mise au point au juste ? D'une personne à l'autre, la définition peut varier beaucoup. Simple examen général pour certains, vérification complète pour d'autres (comprenant l'ajustement de plusieurs composantes mécaniques de la voiture). Qui a raison ? Personne ! Car il faut savoir que c'est l'état de votre véhicule qui définira l'étendue de la mise au point. Sans compter les demandes spéciales à votre garagiste lorsque vous lui soumettez votre voiture avant l'hiver.

Le tableau présente la liste des éléments reliés à une bonne mise au point. Il pourra donc vous aider lors de votre prochaine visite automnale chez votre garagiste.

En passant, si vous avez une voiture récente et que vous suivez scrupuleusement la grille d'entretien du fabricant, vous n'avez pas vraiment à vous soucier de cette mise au point, à moins d'avoir un problème précis à signaler à votre concessionnaire avant l'arri-

vée de l'hiver. Par contre, si votre voiture est un peu âgée, mieux vaut prévenir que guérir, comme dit le proverbe.

Bien entendu, les coûts reliés à une bonne mise au point dépendent des besoins de votre voiture. À titre d'exemple, une simple vérification des points énumérés dans le tableau peut prendre environ une heure de travail. S'il y a beaucoup d'ajustements à effectuer et des pièces à changer, la facture peut très facilement grimper dans les trois chiffres.

En ce début d'automne, vous remarquerez qu'il existe de nombreux forfaits en matière de mise au point. Soyez vigilant et n'oubliez pas que toutes ces propositions à 29,95 \$, 39,95 \$ ou autres doivent se magasiner. Vous devez savoir ce qu'elles comprennent et demeurer conscient du fait que le coût des pièces à remplacer n'est habituellement pas inclus (sauf parfois le coût des bougies). Comme la majorité des établissements y vont de leur promotion, il vous faudra comparer (informez-vous de la liste des éléments inclus) et surtout, vous en remettre à un établissement fiable. En acceptant de profiter d'un tel forfait, ne manquez pas de poser toutes les questions qui vous viennent à l'esprit au moment où vous laissez votre voiture au garage.

(©) CAA-Québec, octobre 2001

Éléments qui devraient faire l'objet d'une vérification

Alimentation et système d'échappement

- > pompe à essence ;
- > filtres (essence, air) et composantes ;
- > étrangleur automatique ou manuel ;
- > carburateur (tiges d'entraînement, alimentation) ou vérification du système d'injection ;
- > système antipollution (canalisation et composantes) ;
- > -soupape de ventilation positive du carter ;
- > système d'échappement (étanchéité).

Système d'allumage et système électrique

- > compression dynamique ou statique des cylindres ;
- > ajustement de l'électrode des bougies ;
- > chapeau du distributeur, rotor et pièces du distributeur ;
- > bobine d'allumage, circuit à haute tension ;
- > synchronisation de l'allumage ;

- > batterie et système de charge.

Lubrification

- > graissage du châssis (si cela s'applique)

Huile

- > Moteur : changer pour une viscosité appropriée à l'hiver ;
- > Transmission : changer pour une viscosité appropriée à l'hiver si indiqué ;
- > Différentiel : changer pour une viscosité appropriée à l'hiver si indiqué ;
- > Freins : vérifier le niveau du liquide.

Système de refroidissement

- > antigel ;
- > étanchéité des boyaux, raccords flexibles et joints ;
- > pompe à eau ;
- > courroie du ventilateur ;
- > bouchon du radiateur (pression) ;
- > thermostat ;
- > contrôle et fonctionnement de la chaufferette et du dégivreur de la glace arrière

C'EST ENCORE MIEUX
QUAND C'EST MEILLEUR!

285504A

L'ÉVÉNEMENT « LE MEILLEUR DE NISSAN »

319\$
/mois*

0\$ acompte disponible
Transport et préparation inclus!

LE MIEUX C'EST D'EN PROFITER!

• Transmission automatique • Ensemble électrique • Radio AM/FM/CD • assistance routière 24 h • siège du conducteur à 8 réglages • freins à disque aux 4 roues • Moteur 2,5L de 175 chevaux • climatiseur

4,8%
financement à l'achat!**

ALTIMA
2002





*Location de 48 mois pour l'Altima 2.5 S 2002 (T4RG72 AE00). Acompte ou échange équivalent de 1995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit **Taux de financement de 4,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissancanada.com 1 800 387-0122

TOUJOURS PLUS LOIN.

285504A

BEN



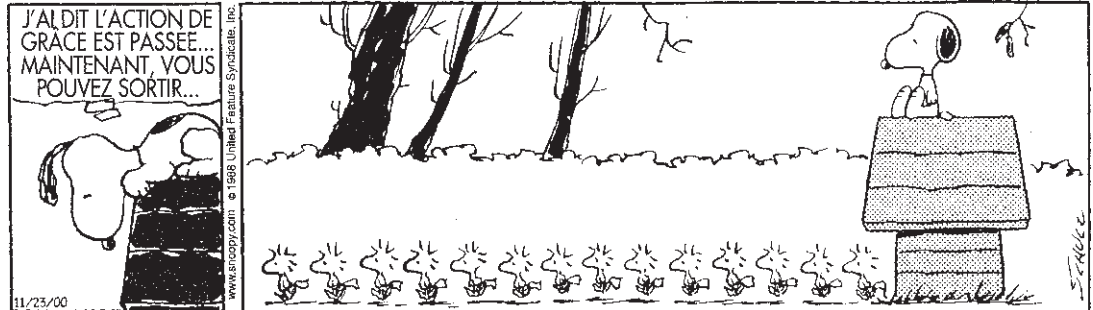
LA DÉVEINE



FRANK ET ERNEST



PEANUTS



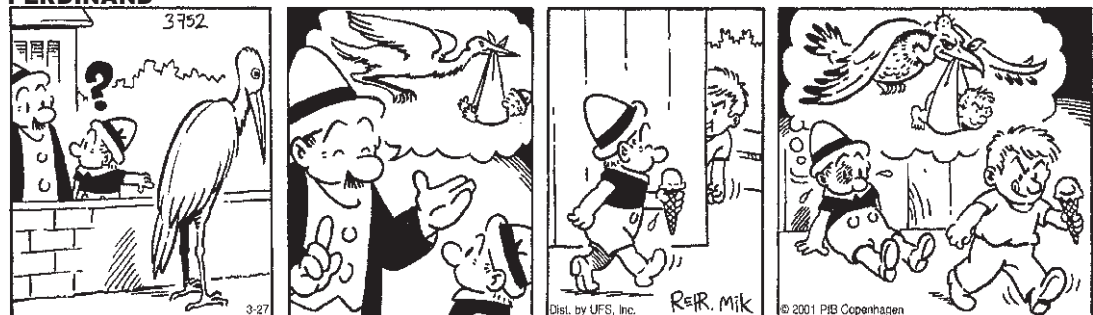
PHILOMÈNE



GARFIELD



FERDINAND



DOCTEUR PATCH ADAMS

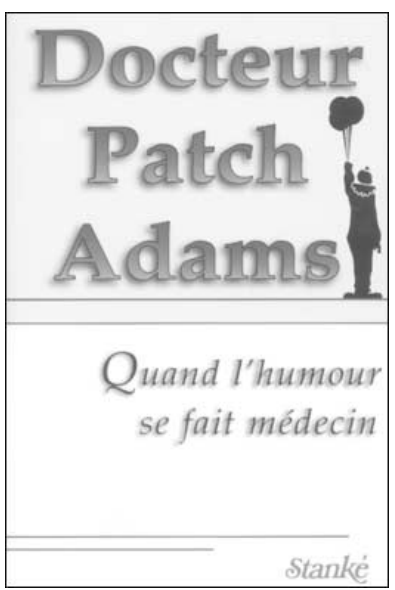
- 103 -

Parallèlement, je m'ouvris aux relations affectives. Avant de rencontrer Patch, je n'avais entretenu que deux amourettes qui n'avaient pas fonctionné. Lors d'une visite à Patch, je lui fis part de mon désir d'obtenir un rendez-vous avec une certaine femme et de mon incapacité à l'approcher. Je dis «rendez-vous», mais en 1970, à Twin Oaks, personne n'en donnait vraiment. La question «Voulez-vous sortir?» signifiait qu'on se rencontrait en fin de la soirée, qu'on bavardait environ pendant une heure et que tout ça finissait au lit. Un «rendez-vous» équivalait donc à demander à quelqu'un de coucher avec vous.

«Pourquoi ne lui demandes-tu pas?» dit Patch. «Je sais que je ne présente aucun intérêt pour elle, lui répondis-je. Je ne suis pas un cadeau, avec mon arthrite...» Patch ajouta: «Tout le monde a le droit d'échouer. Pourquoi, au bout du compte, ne pas accepter de passer pour un vrai tordu? Tout ce que tu risques d'obtenir, c'est du bénéfice net!»

Je décidai donc de tenter ma chance. Lorsque je retournai à Twin Oaks, je passai une semaine à me convaincre que j'allais me ridiculiser. «Voulez-vous qu'on se donne rendez-vous?» demandai-je enfin à la demoiselle de mes pensées. «D'accord, ce serait super!» me répondit-elle. Terminé. Ces quelques mots rehaussèrent considérablement mon estime personnelle et me redonnèrent confiance dans presque tous les autres domaines.

Cette petite victoire remportée, je me mis à flirter de manière impénitente. Je devins assez bon à ce petit jeu. À la fin, je m'exerçais même avec des filles qui ne m'intéressaient pas, juste pour le sport. Le plus drôle, c'est que je n'es-suyais aucun refus! Certainement pas parce que j'étais le parti du siècle, mais parce que mes conquêtes me laissaient savoir à l'avance si elles allaient acquiescer à ma demande. Ces succès pavèrent la voie de la relation la plus importante de ma vie.



J'avais le béguin pour Pam avant même de la rencontrer. Elle était la rédactrice en chef du Bulletin d'information de Twin Oaks. J'avais pris des cours d'arts graphiques et m'intéressais à l'écriture, à l'édition et à Pam Bricker, parce que j'aimais la manière dont elle présentait son bulletin. Je fis sa connaissance en arrivant à Twin Oaks, mais elle s'en alla quelques jours plus tard et je ne la revis plus pendant quatre ans. Je pris temporairement congé de la communauté et elle y refit alors son apparition. Lorsque je revins pour préparer mes bagages avec la ferme intention de déménager à San Francisco, je tombai amoureux d'elle et posai définitivement mes valises.

Au début, je n'osai pas lui donner de rendez-vous et je flirtai avec elle pendant des mois. Elle entretenait une relation suivie avec mon plus proche ami et je ne voulais en aucun cas jouer les trouble-fêtes. Mais cette relation était boiteuse et Pam finit par m'avouer l'intérêt qu'elle me portait. Un soir d'octobre 1980, c'est dans la cuisine qu'elle me demanda: «Voudriez-vous que nous allions nous promener? J'ai deux mots à vous dire.» En quelque sorte, je savais à

l'avance ce qui allait arriver. Tout en marchant, elle me confia: «Je crois que je suis tombée amoureuse de vous...» Je me souvins avoir répondu: «Ça alors... permettez-moi de m'asseoir...» J'étais étourdi, car je débordais d'amour pour elle. Nous avons passé la nuit ensemble, bien que fort chastement. Le lendemain matin, son copain découvrit le pot aux roses et rompit avec elle. Pammy et moi vivons ensemble depuis ce temps-là.

Les premières relations que j'avais entretenues avec des femmes n'avaient rien de comparable à celle-ci. Pam m'avait fait le plus beau cadeau que puisse espérer une personne affligée d'une maladie telle que la mienne: elle n'en a jamais fait de cas. Pourtant, elle est disponible lorsque j'ai besoin d'elle. Si je laisse tomber quelque chose dans la pièce à côté, elle accourt, sans doute parce qu'elle m'a entendu lâcher quelque juron. Elle ramasse l'objet, le remet à sa place et sort. C'est une soignante hors série. Durant toutes les années que nous avons passées ensemble - nous nous sommes mariés en 1984 -, elle a rarement fait allusion à mon arthrite. Elle en est pourtant fort consciente puisqu'elle est elle-même très portée sur l'activité physique. Nous ne nous promenons guère à pied ou en voiture. Elle effectue la part du ménage qui me revient normalement et me dispense de corvée de cuisine deux soirs par semaine, car je suis incapable de rester debout plus de deux heures d'affilée. Elle se charge donc de préparer les repas sans rien dire. Si je commence à faire le ménage après le dîner, elle arrive et me dit: «Pourquoi ne t'assieds-tu pas? Je vais m'en occuper.» Je refuse, parce qu'aussi longtemps que je peux me mouvoir, j'entends me débrouiller tout seul.

À SUIVRE

Stanké

© Les Éditions internationales
Alain Stanké, 2000

ROM090E

MOT MYSTÈRE

ROUTES ET CHEMINS - Un mot de 9 lettres

E R A M P E P O T E A U L S G
I U S A G E R R N E T O I L E
U E E A L A N G I S C A A U S
L U E T B I I B U S L A O U E
P O D V S L E L L E U R L A N
R B A B R I E U R N E A E E T
O E R R E I P M E C T R V V E
F M G E T A P E L E U O T I B
I P E U T O I A I C R U B N L
L R D Q L E R L F A B T O A E
E I A I T G L R N L O E R C S
N S C N E A L L E G I E N O S
N E O U T R A C E P A V E R E
U P R A L E N T I R U R A L N
T A C O T R E F L E Q S N N S

ABRI	ETAPE	POTEAU	SIGNAL
BLESSE	ETOILE	PROFIL	SUPER
BORNE	GARER	QUAI	TACOT
BRETELLE	GLACE	RALENTIR	TALUS
BUS	LACET	RAMPE	TRACE
CANIVEAU	LARGEUR	RELAIS	TREFLE
COL	LIEUE	ROCADE	TUNNEL
DEGRADEE	LIGNE	ROUE	TURBO
EBOUEUR	NEIGE	ROUTE	UNIQUE
EMPIERRE	PAVER	RUELLE	USAGER
EMPRISE	PISTE	RURAL	VAN
ENFILER	PLUIE	SABLE	VELO
ENTREE	POLICE	SENS	
ESSENCE	PONT	SENTE	

Solution du dernier problème : CHEVELURE

09/10/2001

10751

DICTIONNAIRE DES MOTS CROISÉS
Lise Beaudry – 19,95\$
Noms propres et communs
200000 mots

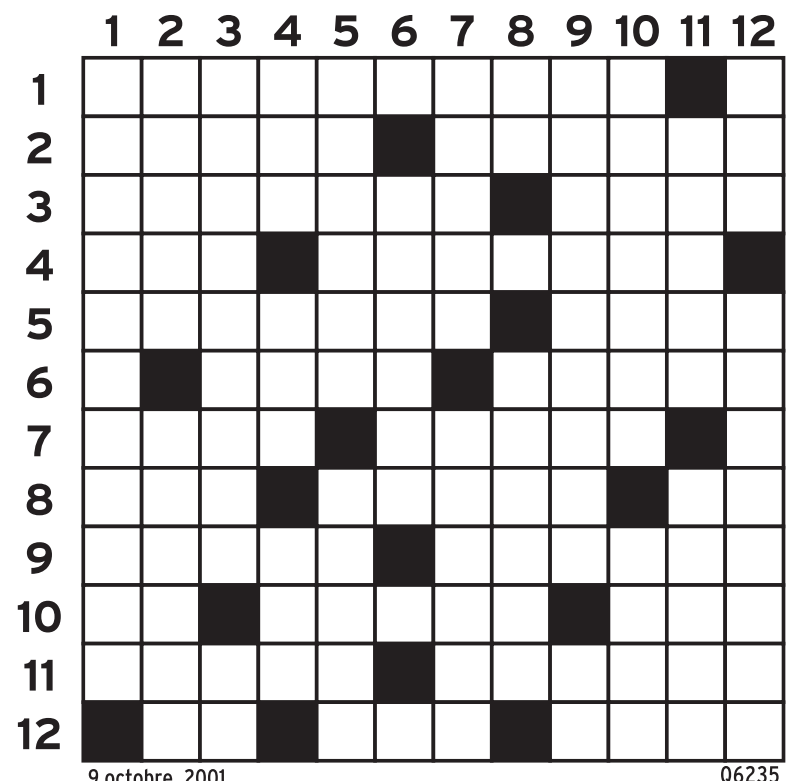
Pour réussir toutes vos grilles
En vente dans les librairies
et les bons magasins

www.quebecoreditions.com

LES ÉDITIONS
Quebecor
7, chemin Bates, Outremont
(Québec) H2V 1A6
Tél.:(514) 270-1746

MOTS CROISÉS

www.hannequart.com



HORIZONTALEMENT

- 1 Fin du temps convenu.
- 2 Grande pièce de fromage - Grassouillet.
- 3 Carton fortement satiné, de qualité supérieure - Petit baudet.
- 4 Cours d'eau - Mettre dans la nécessité de.
- 5 Maigre - Volcan italien.
- 6 Foyer - Continuer d'exister.
- 7 Qui est en feu - Bassin d'un port méditerranéen.
- 8 Ration - Désappointée - Bismuth.
- 9 Clarté éphémère - Taillé finement.
- 10 Pour unir deux mots - Malentendant - Terme de belote.
- 11 Action de garder une chose volée par un autre - Infiltration sérieuse.
- 12 Coups de baguettes - A la fin d'une énumération - Premières pages.

VERTICALEMENT

- 1 Faire perdre le fil de ses idées à quelqu'un.

- 2 Rat palmiste - Apprécier.
- 3 Forte - Cela.
- 4 Personnel - D'un auxiliaire - Affaibli par l'âge.
- 5 Après l'aller - Comique.
- 6 Qui est la proie d'une idée fixe.
- 7 Pareille - Déchirure faite dans un tissu.
- 8 Câblé - Prêtre celtique.
- 9 Agitées - Article contracté.
- 10 Ce qui n'a pas de réalité - Le contraire de l'enfer.
- 11 D'esprit étroit - D'une blancheur malade.
- 12 A cours - À Kyoto - En retard sur leur époque.

SOLUTION AU PROCHAIN NUMÉRO

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	C	A	P	T	I	V	I	T	E	V	U
2	O	V	A	I	R	E	A	S	S	I	S
3	C	I	T	E	R	A	U	C	I	T	E
4	O	V	I	N	E	I	D	O	L	E	
5	T	E	E	P	A	L	I	R	S	T	
6	I	N	A	I	N	S	T	A	S	E	
7	E	S	T	R	A	D	E	E	M	E	T
8	R	U	C	I	R	R	E	I	U		
9	S	I	R	R	O	I	L	E	A	R	
10	S	E	R	E	I	N	P	N	E	U	
11	A	S	I	E	D	G	I	T	A	N	
12	V	E	N	G	E	E	S	S	E	L	S

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

06234

Les Américains en quête d'un nouveau souffle en Europe

PASCALE JUILLIARD
Agence France-Presse

FRANCFORT — Après des années de déclin de leurs parts de marché en Europe, les constructeurs automobiles américains veulent croire que la reprise est en vue, à condition que les répercussions économiques des attentats contre le World Trade Center ne remettent pas en cause leurs prévisions.

Opel, la filiale allemande de General Motors, et Ford comptent sur le renouvellement de leur gamme pour redorer leur image de marque et relancer leurs performances commerciales sur le vieux continent.

La série d'attentats aux États-Unis, qui a mis le Salon de l'automobile de Francfort en état de choc le mois dernier, constitue cependant une incertitude de plus pour l'avenir.

« Beaucoup dépend de l'évolution du marché dans l'année qui vient », a indiqué le président de Ford Europe, David Thursfield, après l'annonce de ces attentats.

« Cela pourrait jeter les marchés dans la tourmente. Je ne sais pas quel impact cela aura », a-t-il commenté.



La Ford Focus, l'un des modèles sur lesquels mise Ford pour accroître ses parts de marché en Europe.

« Je suppose que le marché automobile européen sera stable, voire en léger recul, au dernier trimestre de 2001 et en 2002 », a-t-il ajouté. Ford compte sur la forte hausse des ventes de la Mondeo, de la Focus et du Transit pour améliorer sa part de marché en Europe occidentale et centrale, à 8,9 % cette année contre

environ 8,2 % en 2000, a indiqué M. Thursfield. « Je serais déçu si notre part de marché n'était pas proche de 10 % en 2003 », grâce notamment à la nouvelle Fiesta qui sera commercialisée au début de 2002 et déclinée en plusieurs modèles dont un véhicule de loisirs, a-t-il ajouté.

Au Salon de Francfort du mois dernier, Ford Europe a confirmé ses ambitions d'équilibrer ses comptes cette année et de renouer avec les bénéfices en 2001.

Opel a nié l'existence de difficultés dans l'élaboration du plan de restructuration qui doit permettre aux activités européennes de GM (qui incluent aussi la marque britannique Vauxhall et le suédois Saab) de sortir du rouge en 2003.

Les deux groupes, qui avaient mis en oeuvre en 2000 des plans de restructuration en Europe, doivent en effet annoncer de nouvelles mesures de réductions des coûts dans les prochaines semaines. « Nous avons une tâche difficile devant nous », a reconnu le président de General Motors, Rick Wagoner.

Le PDG de Ford Jacques Nasser avait pour sa part récemment estimé que Ford Europe « n'est pas tiré d'affaire ».

La filiale européenne de Ford a pris de nombreuses mesures pour réduire ses surcapacités de production depuis l'an dernier, grâce par exemple à la décision d'arrêter l'assemblage de véhicules dans l'usine britannique de Dagenham, convertie en usine de moteurs.

« De 71 % en mai 2000, l'utilisa-

tion de nos capacités est passée à 84 % actuellement et devrait atteindre les 100 % en 2003 », a précisé M. Thursfield.

Le rapatriement à l'horizon 2005 dans une usine Ford de la production du Galaxy, le monospace actuellement assemblé au Portugal par une ancienne société commune avec Volkswagen, « nous permettra aussi de mieux utiliser nos capacités », a-t-il ajouté.

Le groupe compte rattraper son retard dans les motorisations diesel, très demandées en Europe, grâce à son accord de coopération avec le groupe PSA Peugeot Citroën. « Le diesel représentera 35 % de notre production à la fin de cette année, ce qui correspondra à la demande, contre 25 % en 2000 », a-t-il indiqué.

Ford reste cependant handicapé en Europe par la faiblesse de l'euro face au dollar. « Cela affecte d'une part la conversion de nos comptes en dollars, et d'autre part il y a de nombreux composants que nous achetons en dollars en Amérique du Nord. Cela nous a coûté très cher cette année. Nous passons progressivement aux transactions en euros. Mais cela prend du temps », a indiqué M. Thursfield.